



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXII^e Année

Tome I N° 1 - Janvier 1987

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 5 Les aides publiques aux entreprises.
- 29 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de novembre 1986.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LES AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES

Introduction

Les aides aux entreprises constituent, à plus d'un titre, une des catégories de dépenses des pouvoirs publics les moins bien connues.

Cette méconnaissance découle, en premier lieu, de la *diversité des formes d'aides*. Outre les transferts courants ou en capital, les pouvoirs publics octroient fréquemment des crédits ou prennent des participations qui, ultérieurement, en théorie du moins, seront respectivement remboursés ou rachetées. En pratique cependant, il est généralement difficile d'opérer une distinction claire entre ces deux modes d'intervention. Les crédits et participations visent généralement les mêmes objectifs que les transferts et s'effectuent fréquemment à des conditions particulières par rapport à celles du marché financier, ce qui les apparente, de fait, à des transferts déguisés ou retardés. Les pouvoirs publics peuvent encore aider les entreprises de manière indirecte, en les faisant bénéficier d'incitants et d'encouragements fiscaux (dépenses fiscales), en octroyant leur garantie à certains crédits, en prenant diverses mesures réglementaires (restrictions aux importations, prix minima ou mesures de limitation de la concurrence...) ou encore en orientant de manière discrétionnaire les décisions en matière d'adjudications et commandes publiques.

Une seconde difficulté tient aux *modalités pratiques d'intervention des pouvoirs publics*. Les aides aux entreprises ne sont pas centralisées, mais sont reprises à plusieurs budgets — principalement, mais pas exclusivement, ceux des Affaires économiques, des Communications, des Travaux publics et des Postes, Télégraphes et Téléphones — sans compter qu'en vertu de la loi du 8 août 1980 de réforme institutionnelle de l'Etat, un grand nombre de compétences en matière d'aides aux entreprises ont été spécifiquement attribuées aux régions. Par ailleurs, les interventions de l'Etat et des régions ne prennent pas toujours la forme de dotations directes aux entreprises mais peuvent, soit transiter par des fonds et organismes autonomes, soit même être débudgétisées. Cette dernière technique, qui a fait l'objet d'un article spécifique dans un précédent *Bulletin*¹, consiste à faire préfinancer hors budget les aides aux entreprises qui ne sont reprises qu'ultérieurement dans les comptes des pouvoirs publics lors du paiement des charges d'intérêts et d'amortissements de ces emprunts de préfinancement.

¹ « La dette débudgétisée », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXe année, Tome I, n° 3, mars 1985.

La troisième grande difficulté, qui résulte directement des deux premières, tient à l'*insuffisance des sources statistiques*. Les données disponibles sont généralement très fragmentaires et permettent rarement de dégager une vision claire et synthétique de l'aide aux entreprises. Pour réaliser cet inventaire, il a donc été nécessaire de recourir à de nombreuses sources différentes, telles les comptes nationaux, les documents budgétaires, le regroupement économique des opérations de l'Etat établi par le Ministère des Finances ou encore les bilans et rapports d'activité de multiples entreprises publiques et organismes autonomes. Il convient de noter que la confrontation de ces diverses sources n'a pas permis d'éliminer toutes les incertitudes et que l'inventaire présenté ci-après reste, dans un certain nombre de cas, approximatif.

Cet article se propose de présenter une évaluation chiffrée des aides aux entreprises. De ce fait même, tous les modes d'interventions non quantifiables, qui consistent principalement en mesures réglementaires en faveur des entreprises, ne seront pas examinés ci-après. Seules seront recensées les aides dont le coût pour les pouvoirs publics peut être immédiatement mesuré, soit qu'elles entraînent une dépense supplémentaire dans le cas d'aides directes sous forme de transferts, d'octrois de crédits ou de prises de participations, soit qu'elles entraînent une perte de recettes dans le cas de dépenses fiscales.

La première partie de cet article présentera un aperçu global de ces aides quantifiables accordées aux entreprises. Dans la seconde partie, qui sera consacrée à un examen plus détaillé de la répartition de ces aides par secteurs bénéficiaires, il sera nécessaire d'être encore plus restrictif et de ne plus prendre en compte les dépenses fiscales qu'il s'avère impossible de ventiler par bénéficiaires.

I. Aperçu global des aides aux entreprises

L'ensemble des aides aux entreprises serait passé de 49 milliards en 1970 à 304 milliards en 1983 (tableau 1). Exprimées en pourcentage du produit national brut, celles-ci auraient atteint un maximum de 7,8 p.c. en 1981 contre 3,8 p.c. en 1970 et se seraient maintenues, au cours de ces dernières années, aux alentours de 7 p.c.

Pour apprécier ces données, il est nécessaire de préciser ce que représentent, d'une part, les dépenses fiscales et, d'autre part, les aides directes.

1. Dépenses fiscales

Les dépenses fiscales peuvent être définies comme les moins-values de recettes résultant d'encouragements fiscaux concédés, à la place de subventions directes, par les pouvoirs publics à certains contribuables ou certains types d'activités en dérogation au système général d'un impôt déterminé.

Les dépenses fiscales en faveur des entreprises sont très difficiles à mesurer, ce qui explique pourquoi les statistiques relatives à ce type d'aides sont fragmentaires. Les montants repris au tableau 1 ne constituent, de ce fait, que des estimations.

Pour les années 1970 à 1981, il s'agit de données en provenance du Service d'Etudes et de Documentation du Ministère des Finances. Les données relatives aux années 1982 et 1983 ont été rassemblées par le Conseil supérieur des Finances qui a été chargé, par les pouvoirs publics, d'établir un inventaire de toutes les exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'Etat. Le recours à ces deux sources est susceptible d'avoir entraîné une certaine rupture de série entre 1981 et 1982.

Tableau 1

AIDES AUX ENTREPRISES

	En milliards de francs			En p.c. du P.N.B.		
	Dépenses fiscales	Aides directes	Total	Dépenses fiscales	Aides directes	Total
	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(d)	(e)	(f) = (d) + (e)
1970	5	44	49	0,4	3,4	3,8
1971	6	52	58	0,4	3,7	4,1
1972	7	63	70	0,4	4,0	4,4
1973	7	73	80	0,4	4,1	4,5
1974	8	86	94	0,4	4,1	4,5
1975	12	103	115	0,5	4,4	4,9
1976	13	133	146	0,5	5,0	5,5
1977	16	141	157	0,6	5,0	5,6
1978	27	160	187	0,9	5,2	6,1
1979	37	173	210	1,1	5,3	6,4
1980	37	214	251	1,1	6,1	7,2
1981	28	253	281	0,8	7,0	7,8
1982	22	258	280	0,6	6,5	7,1
1983	21	283	304	0,5	6,8	7,3
1984	n.d.	268	n.d.	n.d.	6,0	n.d.
1985	n.d.	297	n.d.	n.d.	6,2	n.d.

Sources: Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, Conseil supérieur des Finances, Banque Nationale de Belgique.

En dépit de cette dernière restriction, il semblerait que l'augmentation — de 0,4 à 1,1 p.c. du produit national brut — enregistrée par les dépenses fiscales au cours de la décennie précédente aurait fait place, durant ces dernières années, à une certaine diminution [colonne (d) du tableau 1]. Le niveau élevé atteint vers la fin des années septante résulterait essentiellement des mesures très avantageuses d'amortissements *ad libitum* et à 120 p.c. prises, durant cette période, en faveur des entreprises.

Le tableau 2 reprend, à titre indicatif, les dépenses fiscales recensées par le Conseil supérieur des Finances pour l'année 1983. L'essentiel des dépenses fiscales découle de trois mesures, à savoir la possibilité d'effectuer certains amortissements au-delà de la valeur d'investissement (5,9 milliards), les quotités forfaitai-

res d'impôts étrangers sur les revenus mobiliers d'origine étrangère non déductibles au titre de revenus définitivement taxés (5,3 milliards) et la possibilité de déduire des dividendes non taxés ou seulement à taux réduit (4,9 milliards).

Tableau 2

DEPENSES FISCALES EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS EN 1983

(En millions de francs)

1. Mesures conduisant à la déduction d'amortissement au-delà de la valeur d'investissement ou de revient	5.878
2. Quotité forfaitaire d'impôts étrangers sur les revenus mobiliers d'origine étrangère non déductibles au titre de revenus définitivement taxés	5.286
3. Déduction au titre de revenus définitivement taxés de dividendes qui n'ont pas été taxés (ou seulement à un taux réduit) au niveau de la société distributrice	4.930
4. Prélèvement mobilier fictif de 5 p.c. sur les dividendes d'origine étrangère déductibles au titre de revenus déjà taxés	1.460
5. Immunisation des bénéfices distribués aux actions ou parts nouvelles émises par les sociétés	1.269
6. Taxation à taux réduit pour certaines sociétés de crédit	772
7. Immunisation lors du recrutement de personnel supplémentaire des provisions pour passif social (servant à faire face aux charges incombant à l'employeur en cas de licenciement de travailleurs)	540
8. Immunisation d'une partie des bénéfices en cas de recrutement de personnel supplémentaire	336
9. Immunisation de la moitié des bénéfices affectés à la construction d'habitations ouvrières	268
10. Déduction des libéralités aux Universités	71
Total ...	20.810

Source : Conseil supérieur des Finances.

La liste reprise au tableau 2 reste cependant très incomplète :

- elle concerne exclusivement les effets directs des dépenses fiscales à l'exclusion des effets induits que les octrois d'avantages fiscaux pourraient exercer — via une modification du comportement des contribuables — sur l'ensemble des recettes fiscales ;
- elle ne comprend que les dépenses fiscales qui ont pu être quantifiées avec une précision raisonnable. Devraient, en particulier, être également recensées dans les dépenses fiscales les dispositions spéciales en matière d'impôt prises en faveur des intercommunales, des associations sans but lucratif, des sociétés dites novatrices ou des sociétés constituées pour exécuter un contrat de reconversion conclu avec des sociétés régionales d'investissements ;
- la liste est tributaire de la définition même des dépenses fiscales qui implique une « dérogation au système général d'un impôt déterminé ». Toute modification générale d'un impôt déterminé, telle la réduction de 48 à 45 p.c. de l'impôt des sociétés, n'est donc pas considérée comme une dépense fiscale.

2. Aides directes

Les montants relatifs aux aides directes comprennent les subventions d'exploitation et les transferts nets en capital octroyés aux entreprises par les pouvoirs publics belges tels qu'ils sont repris dans les comptes nationaux établis par l'Office Statistique des Communautés Européennes ainsi que les octrois nets de crédits et prises nettes de participations recensés principalement dans le regroupement économique des opérations de l'Etat et dans la statistique de la Banque relative à la dette débudgétisée¹.

Tableau 3

AIDES AUX ENTREPRISES : VENTILATION SUIVANT LA NATURE DES AIDES

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. En milliards de francs :								
1. Subventions d'exploitation ...	36	68	114	123	126	142	150	142
2. Transferts en capital	3	15	23	34	26	27	26	32
3. Octrois nets de crédits et prises de participations	5	20	77	96	106	114	92	123
4. Total = colonne (b) du tableau 1	44	103	214	253	258	283	268	297
5. Idem en p.c. du P.N.B. = colonne (e) du tableau 1	3,4	4,4	6,1	7,0	6,5	6,8	6,0	6,2
B. En p.c. des aides totales :								
1. Subventions d'exploitation ...	81,8	66,0	53,3	48,6	48,8	50,2	56,0	47,8
2. Transferts en capital	6,8	14,6	10,7	13,4	10,1	9,5	9,7	10,8
3. Octrois nets de crédits et prises de participations	11,4	19,4	36,0	38,0	41,1	40,3	34,3	41,4
4. Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, Banque Nationale de Belgique.

Les aides directes sont passées, entre 1970 et 1985, de 44 à 297 milliards (ligne 4 du tableau 3). Exprimées en pourcentage du P.N.B., elles ont atteint un maximum de 7 p.c. en 1981 contre 3,4 p.c. en 1970. Au cours de ces quatre dernières années, elles auraient légèrement diminué, à l'instar de l'ensemble des dépenses publiques. Il semble donc que les mesures générales de limitation des dépenses prises, depuis 1982, par les pouvoirs publics aient également concerné les aides aux entreprises bien que le recul enregistré à ce niveau soit resté très limité et n'ait pas été linéaire.

La forme des aides octroyées par les pouvoirs publics a sensiblement varié en cours de période. Les subventions d'exploitation représentent actuellement

¹ Les données de la présente étude relatives aux transferts en capital et aux octrois de crédits et prises de participations sont des données nettes. Il s'agit, en d'autres termes, de la différence entre les transferts bruts versés à ce titre par les pouvoirs publics aux entreprises et les transferts correspondants versés par les entreprises aux pouvoirs publics. La différence entre les données brutes et les données nettes est cependant très faible puisqu'elle a représenté moins de 2 p.c., en moyenne, au cours de la période 1970 à 1985.

moins de la moitié du total des aides contre 81,8 p.c. en 1970. En revanche, la part relative des transferts en capital et, surtout, des octrois de crédits et prises de participations s'est fortement accrue. Les crédits et participations seraient passés, entre 1970 et 1985, de 11,4 à 41,4 p.c. suite essentiellement au recours intensif à ce mode d'intervention dans le cadre de l'aide aux cinq secteurs nationaux.

Les données du tableau 3 relatives aux aides directes, tout en étant plus fiables que celles concernant les dépenses fiscales, ne sont cependant pas toujours exemptes d'ambiguïté :

- la distinction entre les aides courantes et les aides en capital n'est pas nette : une grande partie des octrois de crédits et prises de participations servent en fait à couvrir des pertes d'exploitation (en particulier dans le cas des interventions en faveur des secteurs nationaux);
- les données des comptes nationaux prennent le plus souvent en compte le bénéficiaire immédiat d'un transfert qui ne correspond pas nécessairement avec le bénéficiaire effectif de ce transfert. C'est ainsi, par exemple, que sont reprises en subventions d'exploitation les dotations à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges qui servent à financer les pensions légales du personnel¹; ce type de dépenses devrait cependant être assimilé à un transfert social aux particuliers de préférence à une subvention d'exploitation. A l'inverse, les prêts à des Etats étrangers liés directement à la fourniture de biens et services par des sociétés belges sont considérés dans les comptes nationaux comme des transferts à l'étranger et ne sont donc pas repris dans les montants du tableau 3 alors que ce type de dépenses s'apparente en fait à une aide aux entreprises.

L'importance relative des aides directes aux entreprises dans les dépenses des pouvoirs publics ressort clairement du tableau 4. Après les charges d'intérêt, ces aides constituent, avec les transferts aux particuliers et au reste du monde, la catégorie de dépenses publiques qui a progressé le plus rapidement entre 1970 et 1985, passant de 8,6 p.c. à 10,2 p.c. du total des dépenses. Cette évolution peut être mise en parallèle avec celle des investissements publics. Alors qu'en 1970 le niveau de la formation brute de capital fixe des pouvoirs publics excédait sensiblement celui des aides aux entreprises, cette dernière catégorie de dépenses a représenté, en 1985, plus du double du montant des investissements publics. Cette évolution pourrait indiquer une certaine modification dans le rôle économique rempli par les pouvoirs publics, les grandes dépenses d'infrastructure se réduisant progressivement pour faire place à une augmentation des interventions directes dans les conditions d'exploitation des entreprises.

Parallèlement à cette évolution, il est également important de mettre en relief le rôle croissant joué par les régions dans la politique d'aides en faveur des entreprises. Le transfert aux régions de diverses compétences en cette matière est cependant rendu particulièrement délicat par le double problème de la débudgétisation.

¹ Contrairement aux autres sociétés, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges doit supporter elle-même les pensions légales des anciens membres de son personnel.

Tableau 4

**IMPORTANCE RELATIVE DES AIDES AUX ENTREPRISES
DANS LE COMPTE DES POUVOIRS PUBLICS**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Variation de 1970 à 1985
A. En milliards de francs :									
1. Aides directes aux entreprises .	44	103	214	253	258	283	268	297	
2. Transferts aux particuliers et au reste du monde	207	497	854	953	1.028	1.112	1.169	1.230	
3. Dépenses nettes pour biens et services	166	367	582	639	680	696	728	765	
4. Charges d'intérêts	43	82	211	289	367	395	449	509	
5. Formation brute de capital fixe	51	89	144	148	148	143	133	122	
6. Dépenses totales des pouvoirs publics	511	1.138	2.005	2.282	2.481	2.629	2.747	2.923	
B. En p.c. des dépenses totales des pouvoirs publics :									
1. Aides directes aux entreprises .	8,6	9,1	10,7	11,1	10,4	10,8	9,8	10,2	+ 1,6
2. Transferts aux particuliers et au reste du monde	40,5	43,7	42,6	41,7	41,4	42,3	42,6	42,1	+ 1,6
3. Dépenses nettes pour biens et services	32,5	32,2	29,0	28,0	27,4	26,5	26,5	26,1	- 6,4
4. Charges d'intérêts	8,4	7,2	10,5	12,7	14,8	15,0	16,3	17,4	+ 9,0
5. Formation brute de capital fixe	10,0	7,8	7,2	6,5	6,0	5,4	4,8	4,2	- 5,8
6. Dépenses totales des pouvoirs publics	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Sources : Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, Banque Nationale de Belgique.

sation d'une partie des aides aux entreprises et du partage, entre l'Etat et les régions, des charges nées des engagements du passé. La ventilation, reprise au tableau 5, des aides directes aux entreprises en fonction des sous-secteurs des

Tableau 5

**AIDES AUX ENTREPRISES : VENTILATION PAR SOUS-SECTEURS
DES POUVOIRS PUBLICS OCTROYANT LES SUBSIDES**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984 ^e
A. En milliards de francs :							
1. Etat national	43	101	176	201	204	223	202
2. Communautés et régions .	—	—	31	44	45	53	59
3. Pouvoirs locaux	1	2	7	8	9	7	7
4. Total	44	103	214	253	258	283	268
B. En p.c. des aides totales :							
1. Etat national	97,7	98,0	82,2	79,4	79,1	78,8	75,4
2. Communautés et régions .	—	—	14,5	17,4	17,4	18,7	22,0
3. Pouvoirs locaux	2,3	2,0	3,3	3,2	3,5	2,5	2,6
4. Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, Banque Nationale de Belgique.
^e Estimations.

pouvoirs publics ayant octroyé les aides, n'a, de ce fait, pu être effectuée que par recouvrements. Cette ventilation indique néanmoins clairement que le montant des aides accordées par les régions gagne en importance relative et aurait représenté, en 1984, 22 p.c. du total des aides. Comme tel, ce pourcentage ne reflète d'ailleurs pas parfaitement le rôle joué effectivement par les régions dans la politique économique. Les aides attribuées par l'Etat national concernent essentiellement les dotations courantes ou en capital aux grandes entreprises publiques ainsi que les interventions en faveur des secteurs nationaux, tandis qu'une grande partie des aides destinées aux autres entreprises privées est actuellement octroyée par les régions.

Les aides directes constituent, pour les sociétés, une source de financement très importante. Certes, les transferts reçus sous forme d'aides directes (y compris les octrois de crédits et prises de participations) sont en partie compensés par les

Tableau 6

**IMPORTANCE RELATIVE DES AIDES DES POUVOIRS PUBLICS
DANS LE COMPTE DES SOCIÉTÉS**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. En milliards de francs :								
1. Besoin net (-) ou capacité nette de financement	- 30	- 36	3	62	84	163	111	184
2. Aides directes des pouvoirs publics	44	103	214	253	258	283	268	297
3. Impôts des sociétés	31	70	90	88	113	114	135	149
4. Transferts nets en provenance des pouvoirs publics (= 2 - 3)	13	33	124	165	145	169	133	148
5. Besoin net (-) ou capacité nette de financement à l'exclusion des transferts nets en provenance des pouvoirs publics (= 1 - 4)	- 43	- 69	- 121	- 103	- 61	- 6	- 22	36
B. En p.c. du P.N.B. :								
1. Besoin net (-) ou capacité nette de financement	- 2,3	- 1,6	0,1	1,7	2,1	3,9	2,5	3,9
2. Aides directes des pouvoirs publics	3,4	4,4	6,1	7,0	6,5	6,8	6,0	6,2
3. Impôts des sociétés	2,4	3,0	2,6	2,4	2,9	2,7	3,0	3,1
4. Transferts nets en provenance des pouvoirs publics (= 2 - 3)	1,0	1,4	3,5	4,6	3,6	4,1	3,0	3,1
5. Besoin net (-) ou capacité nette de financement à l'exclusion des transferts nets en provenance des pouvoirs publics (= 1 - 4)	- 3,3	- 3,0	- 3,4	- 2,9	- 1,5	- 0,2	- 0,5	0,8

Sources : Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, Banque Nationale de Belgique.

transferts versés au titre de l'impôt des sociétés (ces derniers étant eux-mêmes affectés par les réductions d'impôts résultant des dépenses fiscales des pouvoirs publics). Le solde est cependant nettement en faveur des sociétés, comme l'indique le tableau 6. Les transferts nets des pouvoirs publics à ce secteur, limités à

1 p.c. du produit national brut en 1970 et 1,4 p.c. en 1975, ont culminé à 4,6 p.c. en 1981. Depuis cette date, l'importance relative de ces transferts a quelque peu diminué sous l'effet conjoint d'une certaine limitation des aides accordées par les pouvoirs publics et de l'augmentation des impôts versés par les sociétés résultant de l'accroissement de leurs bénéficiaires¹.

Les transferts nets des pouvoirs publics vers les sociétés constituent cependant une donnée purement macroéconomique du fait que les sociétés qui paient des impôts ne sont, en général, pas les mêmes que celles qui reçoivent des transferts. Il importe donc de compléter cette étude par une seconde partie consacrée à la ventilation des aides par entreprises bénéficiaires.

Le tableau 6 permet néanmoins de mesurer, au niveau macroéconomique, l'impact global des aides des pouvoirs publics dans les flux de financement des sociétés. Les capacités nettes de financement dégagées par les sociétés à partir de 1980 doivent ainsi être relativisées pour tenir compte des importants transferts nets en provenance des pouvoirs publics. Compte non tenu de ces transferts, ce n'est qu'en 1985 que les sociétés auraient pu enregistrer une capacité nette de financement (rubrique 5).

II. Ventilation des aides directes aux entreprises

La ventilation des aides directes aux entreprises, présentée au tableau 7, distingue trois catégories de bénéficiaires, à savoir les entreprises publiques, les secteurs nationaux et les autres entreprises privées.

Même si leur importance relative a diminué, les aides accordées aux entreprises publiques représentent toujours largement plus de la moitié des aides totales en faveur des entreprises. Le solde se partage en parts approximativement égales entre les secteurs nationaux et les autres entreprises privées.

Les objectifs poursuivis par ces trois types d'aides sont évidemment fort différents. Les premières ont essentiellement pour but de maintenir et développer divers services publics. Les deuxièmes visent à préserver ou restructurer quelques grands secteurs industriels en difficulté. Les troisièmes poursuivent un objectif plus large de promotion de l'activité économique en général.

Compte tenu de cette diversité, il s'impose d'étudier séparément ces trois catégories d'interventions.

¹ Il convient d'observer que les aides des pouvoirs publics ne bénéficient pas aux seules sociétés mais à l'ensemble des entreprises, la différence entre ces deux groupes d'agents économiques comprenant les entrepreneurs individuels. Si les aides publiques accordées aux entreprises individuelles sont probablement peu importantes, il n'est cependant pas possible d'en isoler les montants. Le tableau 6 suppose donc implicitement que toutes les aides des pouvoirs publics profitent aux sociétés.

1. Aides aux entreprises publiques

Les entreprises publiques, reprises à la rubrique 1 du tableau 7, exercent, pour l'essentiel, leurs activités dans trois secteurs différents : les transports, les communications et la construction de logement social.

Tableau 7

VENTILATION DES AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES PAR SECTEURS BENEFICIAIRES

	En milliards de francs				En p.c. du total			
	1975	1980	1982	1984	1975	1980	1982	1984
1. Entreprises publiques :								
1.1 Société Nationale des Chemins de Fer Belges	34,9	53,0	59,9	76,7	33,9	24,7	23,2	28,6
1.2 Sociétés de transports urbains et vicinaux ¹	11,6	24,2	30,6	31,2	11,3	11,3	11,9	11,6
1.3 Régie des Postes	12,8	15,6	12,2	16,5	12,4	7,3	4,7	6,2
1.4 Sociétés nationales de logement social e	9,5	33,5	31,0	25,0	9,2	15,7	12,0	9,3
1.5 Autres ²	5,3	13,9	12,4	11,1	5,1	6,5	4,8	4,2
1.6 Total	74,1	140,2	146,1	160,5	71,9	65,5	56,6	59,9
2. Secteurs nationaux :								
2.1 Sidérurgie	6,0	18,9	40,4	25,5	5,8	8,8	15,7	9,5
2.2 Charbonnages	5,2	12,3	8,7	9,7	5,1	5,8	3,4	3,6
2.3 Construction navale	2,8	8,8	4,6	6,0	2,7	4,1	1,8	2,3
2.4 Textile et verre creux	0,3	1,5	3,7	4,3	0,3	0,7	1,4	1,6
2.5 Total	14,3	41,5	57,4	45,5	13,9	19,4	22,3	17,0
3. Autres entreprises privées	14,6	32,3	54,5	62,0	14,2	15,1	21,1	23,1
4. Total général	103,0	214,0	258,0	268,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère des Finances, documents budgétaires, Banque Nationale de Belgique.

¹ En particulier, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux et la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.

² Il s'agit, notamment, de la Sabena, de la Régie des voies aériennes, de la Régie des transports maritimes et de la Société Nationale d'Investissement.

e Estimations.

1.1 Transports

En 1985, les aides octroyées à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et aux sociétés de transports urbains et vicinaux ont représenté 106,3 milliards, soit 35,8 p.c. du total des aides aux entreprises (rubrique 3 du tableau 8); à elle seule, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges s'est vu attribuer 76 milliards au titre de subventions d'exploitation et d'aides à l'investissement. Si ce dernier montant apparaît particulièrement important, il doit cependant être apprécié en fonction d'impératifs non seulement économiques, mais également sociaux, dans la mesure où les aides accordées à cette société représentent, en partie, une compensation pour diverses obligations qui lui sont imposées :

- les interventions dans les charges de personnel (rubrique 1.11) se justifient notamment par le fait que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges doit, contrairement aux autres sociétés, assumer elle-même la charge des pensions légales de son personnel;

Tableau 8

**INTERVENTIONS DES POUVOIRS PUBLICS EN FAVEUR
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES
ET DES SOCIÉTÉS DE TRANSPORTS URBAINS ET VICINAUX**

(En milliards de francs)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Société Nationale des Chemins de Fer Belges :							
1.1 Subventions d'exploitation	33,3	46,8	50,4	52,5	56,3	61,2	59,8
dont :							
1.11 Charges de personnel	10,1	15,6	16,4	17,7	20,1	19,6	21,2
1.12 Charges financières	2,3	4,0	7,0	9,4	8,1	8,1	8,6
1.13 Autres charges d'exploitation ...	20,9	27,2	27,0	25,4	28,1	33,5	30,0
1.2 Aides à l'investissement	1,6	6,2	11,6	7,4	12,6	15,5	16,2
1.3 Total	34,9	53,0	62,0	59,9	68,9	76,7	76,0
2. Sociétés de transports urbains et vicinaux :							
2.1 Subventions d'exploitation	7,3	14,6	15,3	17,4	18,5	20,7	20,4
2.2 Aides à l'investissement	4,3	9,6	10,9	13,2	10,6	10,5	9,9
2.3 Total	11,6	24,2	26,2	30,6	29,1	31,2	30,3
3. Total général	46,5	77,2	88,2	90,5	98,0	107,9	106,3
<i>Idem en p.c. des aides totales aux entreprises .</i>	<i>45,1</i>	<i>36,1</i>	<i>34,9</i>	<i>35,1</i>	<i>34,6</i>	<i>40,3</i>	<i>35,8</i>

Sources : Budget des Communications, Rapport annuel de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

- une partie des interventions dans les autres charges d'exploitation (rubrique 1.13 partim) servent à couvrir les coûts résultant, d'une part, des réductions tarifaires que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges est tenue d'accorder à certaines catégories de voyageurs et, d'autre part, du maintien en exploitation pour raison sociale de lignes à faible trafic ;
- les aides à l'investissement (rubrique 1.2) doivent permettre à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges de financer l'installation et l'entretien de son infrastructure, charges qui n'incombent pas à la plupart des autres modes de transport et, en particulier, au transport routier.

En revanche, si la nette sous-capitalisation de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges peut expliquer pourquoi l'Etat, actionnaire unique, est amené à accorder sa garantie aux emprunts émis par cette société, cette sous-capitalisation ne légitime pas, en tant que telle, les interventions des pouvoirs publics dans les charges financières (rubrique 1.12). De même, une part non négligeable des interventions dans les autres charges d'exploitation (rubrique 1.13 partim) ne représente pas des compensations tarifaires, mais constitue en fait une couverture des pertes d'exploitation.

Il n'en reste pas moins que les interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, globalement considérées dans les comptes nationaux comme des aides aux entreprises, représentent en fait en partie des transferts aux particuliers ou des investissements publics. Une situation semblable se retrouve d'ailleurs dans les autres pays de la Communauté Européenne où les chemins de fer sont également fortement subsidiés.

1.2 Communications

L'analyse des aides accordées aux entreprises publiques du secteur des communications présente un bon exemple des distorsions qui peuvent résulter de conventions statistiques :

- jusqu'en 1971, c'est-à-dire antérieurement à la création de la Régie des Postes¹, l'Administration des Postes faisait partie intégrante du Ministère des Communications et n'était donc pas considérée comme une entreprise publique. Les dépenses de cette administration apparaissaient de ce fait directement dans les comptes de l'Etat au titre de dépenses pour biens et services et ne donnaient lieu à aucun transfert aux entreprises ;

Tableau 9

AIDES OCTROYEES A LA REGIE DES POSTES

	Montant des aides en milliards de francs			Coût implicite du financement du Trésor par l'Office des Chèques Postaux comparé au taux d'intérêt du marché			
	Subventions d'exploitation accordées à la Régie des Postes	Interventions dans les charges résultant du service des chèques et virements postaux	Total	Moyenne journalière des avoirs des particuliers auprès de l'O.C.P. en milliards de francs	Interventions dans les charges de l'O.C.P. en pourcentage des avoirs des particuliers auprès de cet organisme	Taux d'intérêt moyen sur les certificats de trésorerie à trois mois	Ecart entre le taux implicite sur les avoirs des particuliers auprès de l'O.C.P. et le taux d'intérêt moyen sur les certificats de trésorerie à trois mois
	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(d)	(e) = $\frac{(b)}{(d)}$	(f)	(g) = (e) - (f)
1972	1,8	3,1	4,9	56,5	5,5	3,9	+ 1,6
1973	5,0	4,0	9,0	60,2	6,6	6,2	+ 0,4
1974	5,3	5,0	10,3	62,3	8,0	10,2	- 2,2
1975	6,8	6,0	12,8	65,9	9,1	7,0	+ 2,1
1976	7,6	6,6	14,2	72,5	9,1	9,8	- 0,7
1977	8,6	7,6	16,2	78,9	9,6	7,1	+ 2,5
1978	8,1	7,9	16,0	80,4	9,8	7,1	+ 2,7
1979	7,8	8,0	15,8	80,8	9,9	10,8	- 0,9
1980	7,4	8,2	15,6	81,3	10,1	14,1	- 4,0
1981	6,0	8,6	14,6	83,4	10,3	15,3	- 5,0
1982	4,5	7,7	12,2	86,8	8,9	14,1	- 5,2
1983	8,1	7,8	15,9	87,0	9,0	10,5	- 1,5
1984	8,1	8,4	16,5	85,2	9,9	11,4	- 1,5
1985	8,4	8,9	17,3	88,0	10,1	9,6	+ 0,5

Sources : Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones. Banque Nationale de Belgique.

- les instituts d'émission de la Radio et de la Télévision constituent également un cas particulier. Dans l'hypothèse, actuellement réalisée, où le produit des redevances radio et télévision dépasse le montant des dotations aux instituts d'émission, les comptes des pouvoirs publics se limitent à enregistrer, en

¹ Celle-ci a été créée en vertu de la loi du 6 juillet 1971.

recettes, le solde des redevances et des dotations. De manière similaire, si le montant des dotations excédait le produit des redevances, seul le solde serait repris en dépenses.

Les aides accordées aux entreprises publiques de communications ne concernent donc, à l'heure actuelle, que la Régie des Postes. Ces aides comprennent, d'une part, les subventions attribuées à la Régie des Postes pour couvrir ses déficits d'exploitation [colonne (a) du tableau 9] et, d'autre part, les interventions dans les charges résultant du service des chèques et virements postaux [colonne (b) de ce même tableau]. Ce dernier type d'intervention peut être considéré comme une rémunération, par le Trésor, des services financiers que l'Office des Chèques Postaux lui fournit. En effet, les avoirs correspondant aux dépôts des particuliers auprès de l'Office, dont la collecte entraîne un certain coût, sont intégralement mis à la disposition du Trésor.

Afin de mesurer le coût implicite du financement de l'Etat par l'Office des Chèques Postaux, les interventions de l'Etat dans les charges de l'Office ont été rapportées au montant moyen des avoirs des particuliers auprès de cet organisme [colonnes (d) et (e)]. Ce coût a ensuite été comparé [colonnes (f) et (g)] au taux d'intérêt annuel moyen sur les certificats de trésorerie à 3 mois, ce dernier instrument financier constituant, pour le Trésor, une des principales sources alternatives de financement en cas de diminution des avoirs des particuliers auprès de l'Office des Chèques Postaux. Il s'avère que le taux d'intérêt implicite du financement de l'Etat par ce dernier organisme n'a réellement été avantageux qu'au début des années quatre-vingt, années au demeurant caractérisées par le niveau élevé des taux d'intérêt. En revanche, en 1985 et durant la majeure partie de la décennie précédente, ce taux implicite a été supérieur à celui du marché.

1.3 *Logement social*

Le secteur du logement et, plus particulièrement, du logement social, a bénéficié au cours des dernières années de très nombreuses subventions ayant pour but tant d'encourager la construction et l'acquisition de logements (objectif quantitatif) que d'assainir et d'améliorer les habitations existantes (objectif qualitatif).

Les interventions des pouvoirs publics en faveur du logement s'effectuent suivant deux axes principaux :

- octrois directs aux particuliers de primes de construction, d'achat et de rénovation de logements. Ces subventions destinées à soutenir l'initiative privée sont considérées, dans les comptes nationaux, comme des transferts aux particuliers ;
- octrois de subventions aux sociétés de logement social, essentiellement la Société Nationale du Logement, la Société Nationale Terrienne et les sociétés de logement agréées par ces deux organismes. L'ensemble des aides reçues par ces sociétés de logement se trouve repris, en comptabilité nationale, dans les transferts aux entreprises.

Il est particulièrement difficile d'évaluer l'ampleur des interventions en faveur des sociétés de logement social. D'une part, une grande partie de ces aides a été octroyée dans le cadre d'un mécanisme complexe de financement qui sera décrit plus en détail ci-après. D'autre part, les dotations aux sociétés de logement social sont actuellement reprises sous plusieurs articles budgétaires des budgets des Travaux publics, de l'Agriculture et, depuis la régionalisation récente de la politique de logement, de l'Exécutif flamand et de la Région wallonne.

Les montants globaux, mentionnés à la rubrique 1.4 du tableau 7, ne constituent donc que des approximations. Ces montants semblent indiquer que le coût total de la politique du logement social, qui avait fortement augmenté entre 1975 et 1980, se serait ensuite quelque peu réduit. Cette baisse, obtenue au prix d'une très forte contraction des nouveaux programmes de construction de logements sociaux, ne reflète cependant que très partiellement l'ampleur effective des restrictions survenues car une partie importante des paiements effectués actuellement par les pouvoirs publics aux sociétés de logement social constitue en fait des interventions dans le financement de logements construits il y a plusieurs années. Cette situation résulte du mécanisme particulier qui a été mis au point par les pouvoirs publics pour financer le logement social.

Ce mécanisme prévoit que la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne se financent en émettant des emprunts à long terme aux conditions du marché. Ces emprunts, tout en bénéficiant de la garantie de l'Etat, sont au nom de ces deux sociétés qui, juridiquement, sont tenues d'en assurer le service financier sur le marché des capitaux. Il ne s'agit donc pas d'une dette débudgétisée.

Les charges effectivement supportées par ces deux sociétés se limitent cependant à un amortissement étalé sur 30 ou 66 ans et au paiement d'un taux d'intérêt réduit. La différence entre cette quote-part d'amortissements et d'intérêts et les montants correspondant au service financier des emprunts doit être couverte par une dotation annuelle des pouvoirs publics.

Le recours à un tel système a une double conséquence. D'une part, les dotations annuelles des pouvoirs publics ne sont pas versées durant les années où s'exerce effectivement l'impact économique des aides publiques, c'est-à-dire durant les années de construction des logements sociaux. D'autre part, le flux des fonds versés ou reçus par les pouvoirs publics dans le cadre du mécanisme de financement des logements sociaux présente un profil très particulier : il est, du fait de la prise en charge d'une partie des intérêts, légèrement négatif au cours de la durée de l'emprunt pour devenir très négatif l'année du remboursement de l'emprunt et être ensuite légèrement positif durant le solde des 30 ou 66 années pendant lesquelles la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne assurent un amortissement étalé de l'emprunt et le paiement d'un taux d'intérêt réduit.

Il s'ensuit que la contrainte budgétaire des importants emprunts émis au cours des années septante se trouve concentrée sur la période 1980 à 1990. Ceci ressort clairement du tableau 10 qui reprend les données publiées dans le rapport annuel de la principale de ces deux sociétés, à savoir la Société Nationale du

Logement¹. Ce tableau laisse apparaître deux points d'inflexion très nets dans l'évolution des interventions financières des pouvoirs publics. En 1980, le montant à charge de l'Etat et des régions a atteint 21,8 milliards [colonne (c)], soit près du double du montant de l'année antérieure ; ceci a incité les pouvoirs publics à retarder une partie des paiements à la Société Nationale du Logement, ce qui a donné naissance à une dette débudgétisée de 5,9 milliards [colonne (e)]. Après avoir fluctué entre 15 et 20 milliards entre 1981 et 1984, le montant à charge des pouvoirs publics s'est élevé à 33,7 milliards en 1985 [colonne (c)] et devrait continuer à se maintenir à un niveau au moins équivalent au cours de chacune des années 1986 à 1990.

Tableau 10

INTERVENTIONS FINANCIERES DES POUVOIRS PUBLICS EN FAVEUR DE LA SOCIETE NATIONALE DU LOGEMENT

(En milliards de francs)

	Intérêts et remboursements des emprunts émis pour financer les logements sociaux	Quote-part de la S.N.L.	Différence à charge de l'Etat et des régions ¹	Montants effectivement versés par l'Etat et les régions	Variation des arriérés de paiement de l'Etat et des régions ²
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)	(e) = (c) - (d)
1970 à 1975	27,4	7,7	19,7	19,7	...
1976	8,7	2,1	6,6	6,6	...
1977	9,3	2,7	6,6	6,6	...
1978	12,0	3,3	8,7	8,7	...
1979	15,1	3,8	11,3	11,3	...
1980	26,0	4,2	21,8	15,9	5,9
1981	21,4	5,0	16,4	12,6	3,8
1982	26,1	5,9	20,2	13,3	6,9
1983	21,9	6,6	15,3	6,5	8,8
1984	26,4	7,0	19,4	22,3	- 2,9
1985	40,8	7,1	33,7	32,1	1,6
Total de 1970 à 1985 .	235,1	55,4	179,7	155,6	24,1
<i>Idem en p.c.</i>	100,0	23,6	76,4	66,1	10,3

Sources : Rapports annuels de la Société Nationale du Logement.

¹ Ces montants sont repris dans la rubrique 1.4 du tableau 7.

² Ces montants correspondent en fait à une dette débudgétisée et ont été repris comme tels dans la statistique de la dette débudgétisée établie par la Banque.

2. Aides aux secteurs nationaux

Les secteurs nationaux sont les cinq branches d'activité industrielle pour lesquelles, en vertu de la loi du 8 août 1980 de réforme institutionnelle de l'Etat, les compétences en matière de politique économique n'ont pas été attribuées aux régions, mais sont restées exclusivement du ressort du pouvoir national. Ces cinq branches sont : la sidérurgie, y compris les transports de minerais et de coke, les charbonnages, l'industrie textile, la construction et réparation navales ainsi que l'industrie du verre creux d'emballage.

¹ Les données concernant la Société Nationale Terrienne ne sont pas disponibles.

Un précédent article du *Bulletin* ayant été spécifiquement consacré à l'examen des interventions en faveur des cinq secteurs nationaux¹, la présente étude se bornera à rappeler quelques données de base relatives à l'aide à ces secteurs.

De 1971 à 1985, le total des aides octroyées aux secteurs nationaux s'est élevé à 450 milliards (tableau 11). Les deux principaux secteurs bénéficiaires ont été la sidérurgie (56 p.c. du total des aides) et les charbonnages (26,7 p.c. du total). Une analyse par sous-période indique clairement que les interventions de l'Etat se sont progressivement accrues, passant d'un montant de 51,1 milliards au cours de la période 1971-1975 à un montant de 265,6 milliards entre 1981 et 1985. L'augmentation a été particulièrement marquée dans le secteur de la sidérurgie.

Tableau 11

AIDES OCTROYEES AUX CINQ SECTEURS NATIONAUX

(En milliards de francs)

	Période 1971 à 1975	Période 1976 à 1980	Période 1981 à 1985	Total de la période 1971 à 1985	Idem en p.c. du total
1. Sidérurgie ¹	18,4	59,4	174,0	251,8	56,0
2. Charbonnages	26,2	48,0	46,1	120,3	26,7
3. Construction navale	5,5	23,6	23,9	53,0	11,8
4. Textile	1,0	1,0	20,0	22,0	4,9
5. Verre creux .....	...	1,3	1,6	2,9	0,6
6. Total	51,1	133,3	265,6	450,0	100,0
dont : 6.1 à charge du budget	36,3	75,0	46,1	157,4	35,0
6.2 débudgétisé	14,8	58,3	219,5	292,6	65,0

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, Ministère des Communications, Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Belfin.

¹ Les dettes de ce secteur reprises par les pouvoirs publics n'ont pas été enregistrées les années au cours desquelles les pouvoirs publics ont formellement repris ces dettes mais ont été imputées aux années pendant lesquelles celles-ci ont été contractées, à l'origine, par les entreprises concernées.

Confrontés au poids budgétaire croissant des aides aux secteurs nationaux, les pouvoirs publics ont accentué leur recours à la technique de la débudgétisation. Sur l'ensemble de la période 1971 à 1985, 65 p.c. de ces aides ont ainsi été débudgétisés.

Il s'avère d'autant plus difficile d'apprécier globalement l'impact et l'efficacité des différents programmes d'aides aux secteurs nationaux que ces programmes se sont inscrits dans des contextes très différents :

— la majeure partie des aides octroyées au secteur de la sidérurgie a servi à couvrir les pertes d'exploitation et à financer les investissements d'une seule société, à savoir Cockerill-Sambre. Des montants très importants n'en ont pas

¹ « L'aide aux secteurs nationaux », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXe année, Tome I, n° 5, mai 1985.

moins été mis à la disposition d'autres entreprises sidérurgiques afin de faire bénéficier ces dernières d'« avantages équivalents » à ceux accordés à Cockerill-Sambre ;

- l'aide aux charbonnages a essentiellement servi à couvrir les pertes d'exploitation de la seule société actuellement encore en activité, à savoir la Kempense Steenkolenmijnen ;
- le plan de restructuration du secteur textile a été particulièrement diversifié. D'une part, il a concerné de nombreuses sociétés, ce secteur se caractérisant en effet par sa fragmentation en une multitude de petites et moyennes entreprises. D'autre part, il a poursuivi trois objectifs différents, à savoir améliorer la structure des entreprises (objectif « financier »), couvrir les indemnités de licenciement et les prépensions (objectif « social ») et stimuler des actions de promotion, de recherche et de développement (objectif « services ») ;
- la majeure partie de l'aide au secteur de la construction et réparation navales n'a pas été accordée directement aux chantiers navals, mais aux entreprises belges d'armement pour financer la construction de navires devant être mis à flot sous pavillon belge ;
- le plan, beaucoup plus limité, d'aide au secteur du verre creux d'emballage n'a concerné qu'une seule entreprise, à savoir Verlipack.

Les aides aux secteurs nationaux n'ont pas été octroyées pour des raisons purement économiques, mais également pour des raisons sociales. Il s'agissait, en particulier, d'atténuer ou d'étaler les inévitables réductions d'emplois auxquelles

Tableau 12

EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES CINQ SECTEURS NATIONAUX

(En milliers d'unités)

	1974	1977	1980	1983	1984	Variation entre 1974 et 1984	Idem en p.c.
1. Sidérurgie	63,6	54,3	47,4	40,4	38,7	- 24,9	- 39,2
2. Textile ¹	198,7	152,8	121,7	108,0	108,5	- 90,2	- 45,4
3. Charbonnages	29,6	23,9	21,4	20,5	19,0	- 10,6	- 35,8
4. Construction et réparation navales	12,7	10,1	9,4	7,1	6,1	- 6,6	- 52,0
5. Verre ²	24,5	21,1	17,7	15,1	15,1	- 9,4	- 38,4
6. Total des secteurs nationaux	329,1	262,2	217,6	191,1	187,4	- 141,7	- 43,1
7. Reste de l'industrie	904,4	815,7	771,4	698,2	692,5	- 211,9	- 23,4
8. Total de l'industrie (= 6 + 7)	1.233,5	1.077,9	989,0	889,3	879,9	- 353,6	- 28,7
9. Autres secteurs	2.600,2	2.673,5	2.808,1	2.744,4	2.754,8	+ 154,6	+ 5,9
10. Emploi total (= 8 + 9) ...	3.833,7	3.751,4	3.797,1	3.633,7	3.634,7	- 199,0	- 5,2
11. <i>Secteurs nationaux en p.c. de l'emploi total (6/10)</i>	<i>8,6</i>	<i>7,0</i>	<i>5,7</i>	<i>5,3</i>	<i>5,2</i>		

Sources : Institut National de Statistique, Office Statistique des Communautés Européennes, Ministère de l'Emploi.

¹ Il s'agit, conformément à la notion retenue pour les secteurs nationaux, du secteur textile au sens large, c'est-à-dire y compris la confection et l'habillement.

² Faute de données suffisamment désagrégées, on a repris l'ensemble du secteur du verre, alors que les secteurs nationaux ne comprennent que le verre creux d'emballage.

les ces grands secteurs en difficulté devaient procéder. Dans ces circonstances, l'évolution de l'emploi dans ces cinq secteurs constitue certainement un élément important — parmi de nombreux autres — à prendre en compte dans l'évaluation des programmes d'aides aux secteurs nationaux. Le tableau 12 indique, qu'entre 1974 et 1984, l'emploi dans ces secteurs se serait réduit de 141.700 unités, ce qui représente une diminution de 43,1 p.c. (ligne 6). Cette baisse est nettement plus prononcée que dans le reste de l'industrie (- 23,4 p.c.) et surtout que dans l'ensemble de l'économie (- 5,2 p.c.). La part des secteurs nationaux dans l'emploi total serait de ce fait revenue de 8,6 p.c. en 1974 à 5,2 p.c. en 1984.

3. Aides aux autres entreprises privées

Dans la mesure où les aides en faveur des entreprises privées autres que les secteurs nationaux ne sont destinées ni à assurer des activités de service public ni à atténuer les problèmes particuliers auxquels se trouvent confrontés quelques grands secteurs industriels en difficulté, ces aides devraient constituer l'instrument privilégié d'une politique globale d'expansion économique et de reconversion industrielle.

Il apparaît cependant à l'examen des diverses formes d'intervention en faveur des entreprises privées hors secteurs nationaux que les responsabilités en cette matière sont très dispersées entre les différents départements ministériels, les régions et plusieurs fonds et organismes autonomes. Ce fractionnement des aides explique pourquoi, pris individuellement, les divers montants du tableau 13 qui dresse une liste des aides aux autres entreprises privées sont relativement peu importants.

En raison même de cet éparpillement, les données du tableau 13 sont, à la fois, incomplètes et imprécises. D'une part, toutes les aides n'ont pu être recensées. D'autre part, dans le cas d'aides octroyées par l'intermédiaire de fonds et d'organismes autonomes, il n'a pas toujours été possible de distinguer, parmi les dépenses de ces fonds et organismes, la partie constituant à proprement parler un transfert aux entreprises de la partie correspondant à d'autres catégories de dépenses, en particulier des frais de fonctionnement.

3.1 Aides à l'investissement

Environ 40 à 45 p.c. des interventions en faveur des entreprises privées hors secteurs nationaux prennent la forme d'aides à l'investissement (rubrique 1.4), l'essentiel de ces aides étant attribué dans le cadre des lois d'expansion économique (rubrique 1.1). Les avantages accordés en vertu des lois d'expansion économique comprennent non seulement des réductions de taux d'intérêt et des primes en capital, mais également des aides indirectes, telles l'octroi de la garantie de l'Etat, des exonérations du précompte immobilier et du droit d'enregistrement ou encore des possibilités d'amortissements accélérés ; ces aides indirectes ne sont pas comprises dans les montants du tableau 13.

Tableau 13

AIDES AUX ENTREPRISES PRIVÉES AUTRES QUE LES SECTEURS NATIONAUX

	En milliards de francs					En p.c. du total				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
1. Aides à l'investissement :										
1.1 Aides accordées dans le cadre des lois d'expansion économique	11,2	15,2	16,1	17,7	17,3	33,5	33,0	33,2	30,1	30,1
1.2 Aides dites de substitution aux débiteurs défaillants	1,5	1,7	1,8	3,4	3,2	4,5	3,7	3,7	5,8	5,6
1.3 Fonds de Rénovation Industrielle	—	4,0	1,7	1,9	6,0	—	8,6	3,5	3,2	10,4
1.4 Total	12,7	20,9	19,6	23,0	26,5	38,0	45,3	40,4	39,1	46,1
2. Aides à l'exportation :										
2.1 Copromex	0,9	1,4	3,8	3,7	4,1	2,7	3,1	7,8	6,3	7,1
2.2 Office National du Dueroire ..	0,8	0,8	1,0	1,1	1,3	2,4	1,7	2,1	1,9	2,3
2.3 Office Belge du Commerce Extérieur	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	1,5	1,3	1,2	1,2	1,2
2.4 Fonds du Commerce Extérieur ..	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5
2.5 Total	2,4	3,0	5,6	5,8	6,4	7,2	6,5	11,5	9,9	11,1
3. Aides à la recherche et au développement :										
3.1 Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.)	2,3	2,5	2,5	2,5	2,5	6,9	5,4	5,1	4,2	4,3
3.2 Aides pour la fabrication de prototypes	1,4	1,6	1,5	2,9	1,7	4,2	3,5	3,1	4,9	3,0
3.3 Programmes gouvernementaux dépendant directement du Premier Ministre (secteur de la politique scientifique)	1,5	2,3	2,5	3,8	4,3	4,5	5,0	5,1	6,5	7,5
3.4 Total	5,2	6,4	6,5	9,2	8,5	15,6	13,9	13,3	15,6	14,8
4. Autres aides :										
4.1 Aides accordées par le Fonds d'Investissement Agricole et le Fonds Agricole	4,9	5,1	5,1	5,2	5,3	14,7	11,1	10,5	8,9	9,2
4.2 Aides à caractère social	0,7	2,1	2,2	2,2	2,5	2,1	4,5	4,6	3,7	4,3
4.3 Fonds de Solidarité Nationale ..	0,5	0,5	0,6	5,8	1,2	1,5	1,1	1,2	9,9	2,1
4.4 Aides octroyées par les pouvoirs locaux	7,0	8,1	9,0	7,6	7,1	20,9	17,6	18,5	12,9	12,4
4.5 Total	13,1	15,8	16,9	20,8	16,1	39,2	34,3	34,8	35,4	28,0
5. Total général	33,4	46,1	48,6	58,8	57,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
6. p.m. : Total des aides aux entreprises privées autres que les secteurs nationaux (= rubrique 3 du tableau 7)	32,3	50,0	54,5	65,0	62,0					

Sources : Ministère des Finances, documents budgétaires, Cahiers de la Cour des Comptes.

En ce qui concerne les aspects budgétaires des lois d'expansion économique, il est important de noter :

— que l'application de ces lois est actuellement de la compétence des régions, à l'exception des cinq secteurs nationaux¹;

¹ Les aides d'expansion économique accordées à ces derniers secteurs n'ont, de ce fait, pas été reprises au tableau 13, mais sont comprises dans les données du tableau 11 relatif à l'aide aux secteurs nationaux.

- que les aides d'expansion économique transitent par les Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Cette dernière dénomination peut cependant prêter à confusion dans la mesure où des Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale figurent au budget d'une dizaine de départements ministériels et que seuls les Fonds repris aux budgets des Affaires économiques, des Classes moyennes et, depuis la réforme de l'Etat, des régions sont chargés de l'application des lois d'expansion.

Ces particularités expliquent la difficulté de rassembler des données relatives aux aides d'expansion économique, spécialement pour les années postérieures à la réforme institutionnelle de l'Etat. Les données reprises à la rubrique 1.1 proviennent des cahiers annuels de la Cour des Comptes.

Outre les aides accordées dans le cadre des lois d'expansion économique, il convient également de mentionner :

- les dépenses dites de « substitution aux débiteurs défaillants ». Ces dépenses résultent principalement du recours d'intermédiaires financiers à la garantie que l'Etat avait octroyée à des emprunts de sociétés privées dans le cadre des différentes mesures de soutien à l'investissement prises en dehors des lois d'expansion économique (rubrique 1.2) ;
- les dépenses du Fonds de rénovation industrielle destinées à financer la politique de reconversion des régions touchées par les difficultés structurelles des secteurs nationaux (rubrique 1.3).

3.2 *Aides à l'exportation*

En dépit de la progression enregistrée au cours de ces dernières années, les aides à l'exportation ne représentent qu'un montant global assez modeste eu égard à l'importance du commerce extérieur de la Belgique. Les pouvoirs publics interviennent au triple niveau du financement, de l'assurance et de la prospection.

Le Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement (en abrégé, Copromex) facilite le financement de la « grande exportation » en attribuant aux exportateurs des subventions-intérêts visant à ramener les coûts financiers au niveau des conditions minimales qui peuvent être pratiquées en vertu des accords internationaux souscrits par la Belgique. Les ressources de Copromex, traditionnellement alimentées par dotations budgétaires, ont été favorablement influencées, en 1982 et 1983, par l'affectation, en faveur de l'aide à l'exportation, d'une partie du produit de la modération salariale dans le secteur du crédit.

L'assurance-crédit à l'exportation est exercée par l'Office National du Ducroire. Si les recettes de cet organisme proviennent, en premier lieu, des primes d'assurance versées par les exportateurs, ces primes sont cependant insuffisantes pour couvrir l'entièreté des indemnités à verser dans la mesure où l'Office National du Ducroire applique une politique souple d'acceptation des risques. La différence est comblée de deux manières. D'une part, l'Office National du Ducroire se voit attribuer, par tranche de 20 milliards d'engagements, une

dotation d'un milliard sous forme d'obligations d'Etat ; de ce fait, ce n'est pas là la dotation initiale qui permet à l'Office National du Ducroire de se financer, mais bien les revenus d'intérêts perçus ultérieurement sur les obligations représentatives de cette dotation¹. D'autre part, les pouvoirs publics interviennent plus directement pour couvrir les pertes encourues sur certains contrats d'assurance qui, parce qu'ils présentent des risques dépassant les possibilités techniques du Ducroire, sont souscrits pour compte de l'Etat.

Les aides accordées en faveur de la prospection et de l'expansion commerciale transitent par l'Office Belge du Commerce Extérieur et le Fonds du commerce extérieur. Il est important de noter qu'une partie non négligeable des ressources de ces organismes servent en fait à couvrir des frais de personnel et de fonctionnement.

3.3 *Aides à la recherche et au développement*

Prises au sens large, les interventions des pouvoirs publics en faveur de la recherche et du développement ne se limitent pas à des transferts aux entreprises privées. Elles englobent également les aides à la recherche universitaire, ainsi que les interventions dans les dépenses de fonctionnement de différents établissements et organismes scientifiques sous tutelle directe de divers départements ministériels, tels le Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol, l'Observatoire royal ou encore l'Institut météorologique. Ces deux dernières catégories d'aides ne sont cependant pas comprises dans les données de la rubrique 3 du tableau 13, cette rubrique ne comprenant, en principe, que les montants qui ont été directement versés à des entreprises privées, à savoir :

- les subsides accordés par l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.) (rubrique 3.1) ;
- les aides prototypes octroyées pour favoriser la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux ou de procédés nouveaux de fabrication (rubrique 3.2) ;
- les dépenses en faveur de la recherche scientifique inscrites directement au budget du Premier Ministre (secteur de la politique scientifique) (rubrique 3.3). Ce type d'aides revêt une importance particulière dans le financement des programmes de recherche et de développement des entreprises dans la mesure où il s'agit généralement de dépenses discrétionnaires visant directement à promouvoir des technologies de pointe, en particulier dans les domaines de l'aéronautique et des télécommunications. Il faut cependant noter qu'une partie des montants figurant à cette rubrique n'est pas directement versée à des entreprises belges, mais destinée à financer la participation belge à des activités internationales de recherche et de développement, telles l'Agence spatiale européenne.

¹ Le recours à ce mécanisme compliqué a, une fois de plus, pour conséquence qu'il est particulièrement ardu d'isoler les montants correspondant effectivement à des transferts aux entreprises.

3.4 *Autres aides*

Les interventions en faveur des entreprises privées comprennent encore d'autres aides à finalités diverses, telles :

- les aides destinées spécifiquement aux entreprises agricoles. La majeure partie de ces aides sont octroyées par le Fonds d'investissement agricole et le Fonds agricole sous la forme soit de transferts directs aux entreprises, soit de transferts indirects par l'intermédiaire de différents organismes, tels l'Office belge d'économie et d'agriculture, l'Office national des débouchés agricoles et horticoles, l'Institut National de Crédit Agricole ou encore l'Office national du lait (rubrique 4.1);
- les aides à caractère social accordées aux entreprises privées par l'intermédiaire du Fonds d'humanisation des conditions de travail, du Fonds de réadaptation ou encore du Fonds pour les expériences d'aménagement du temps de travail (rubrique 4.2);
- la partie des dépenses du Fonds de solidarité nationale qui ne résulte pas des charges liées à la restructuration des secteurs nationaux (rubrique 4.3). Ces dépenses restent nationales car elles sont destinées à financer la réalisation de projets dont les retombées économiques ne sont pas localisables;
- l'ensemble des aides accordées par les pouvoirs locaux qu'il n'a pas été possible de ventiler en fonction de leur destination économique (rubrique 4.4).

3.5 *Considérations finales*

L'ensemble des aides aux entreprises privées recensées ci-avant (rubrique 5) ne correspond pas au total des aides à ces entreprises tel qu'il figure à la rubrique 3 du tableau 7. Cet écart résulte essentiellement de deux facteurs jouant en sens contraire :

- les erreurs, omissions et imprécisions devant inévitablement résulter de la grande diversité et complexité des aides aux entreprises privées ont pour conséquence que l'inventaire détaillé du tableau 13 n'a pas pu être complet;
- les données du tableau 13 sont des données brutes tandis que celles du tableau 7 sont des données nettes, c'est-à-dire obtenues après déduction des transferts de capitaux des entreprises privées vers les pouvoirs publics ainsi que des crédits remboursés aux pouvoirs publics et des participations liquidées par ces derniers.

La comparaison des rubriques 5 et 6 du tableau 13 semble indiquer que la surestimation résultant de ce second facteur aurait été, en 1980, plus importante que la sous-estimation découlant du premier facteur. L'inverse aurait été le cas au cours de chacune des années 1981 à 1984. Cette évolution reflète la détérioration du matériel statistique relatif aux aides aux entreprises privées consécutive à la régionalisation d'une partie importante de ces aides dans le cadre de la réforme institutionnelle de l'Etat.

CONCLUSION

L'établissement de cet inventaire des aides aux entreprises s'est heurté à des problèmes d'ordre à la fois conceptuel et statistique.

Le concept même d'aides aux entreprises est difficile à cerner. Certaines aides ne sont pas quantifiables, d'autres peuvent entraîner des effets induits qui viennent renforcer ou, au contraire, contrarier l'impact de la mesure initiale, d'autres encore ne font que transiter par les entreprises et constituent, en fait, indirectement des transferts sociaux aux particuliers.

Par ailleurs, les informations relatives aux aides aux entreprises sont fragmentaires, hétérogènes et incomplètes. Ces lacunes sont évidemment une résultante de l'éparpillement des aides, de la dispersion des organes de contrôle, de la diversité des objectifs poursuivis ou encore du recours à des mécanismes de financement compliqués. Elles justifient les nombreuses réserves et restrictions — parfois fastidieuses — dont cette étude a été émaillée.

Les conséquences vont cependant bien au-delà de ces simples difficultés statistiques. La complexité générale des interventions publiques en faveur des entreprises explique l'apparente contradiction existant entre l'ampleur — considérable — des moyens financiers mis en oeuvre par les pouvoirs publics pour leur politique d'aides aux entreprises et l'étroitesse de la marge de manoeuvre effective dont ces pouvoirs publics semblent pouvoir disposer dans l'exercice de leur politique.

Une telle situation a pour effet de contrarier la mise en oeuvre de programmes globaux de reconversion industrielle qui nécessiteraient de pouvoir exercer un contrôle direct sur des flux financiers importants et, en même temps, d'entraver la poursuite des plans d'assainissement des finances publiques dans la mesure où la multiplication des centres de décision permet difficilement de réduire ou simplement de limiter les dépenses en faveur des entreprises.

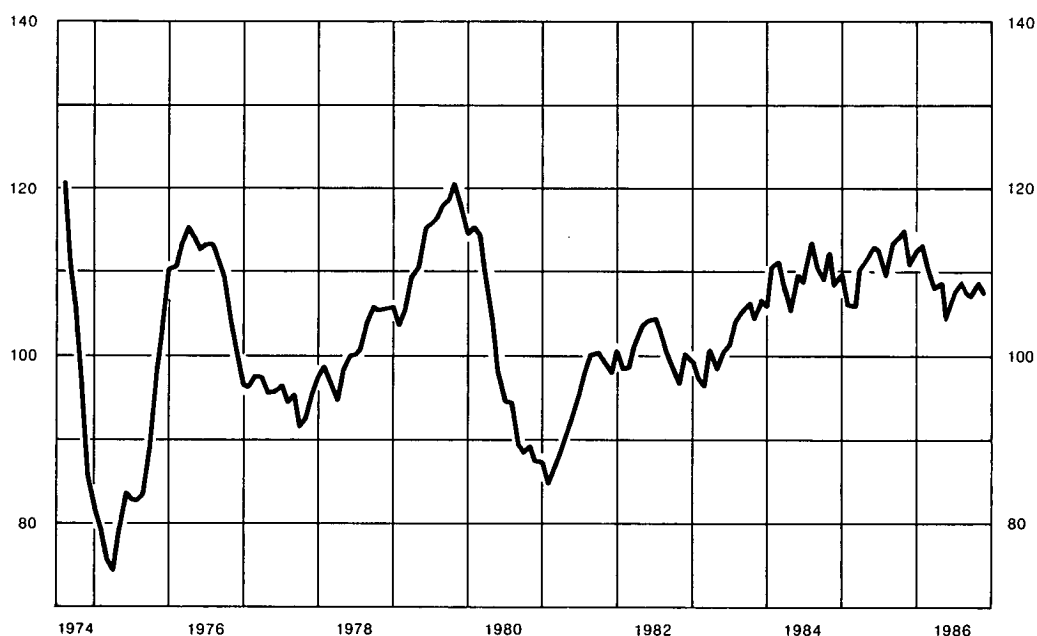
Le mode actuel d'octroi des aides publiques entraîne également des coûts administratifs importants, non seulement pour les pouvoirs publics, mais également pour les entreprises devant collecter et interpréter les diverses informations relatives aux nombreuses formes d'aides existantes.

Plus fondamentalement, le contexte dans lequel sont distribuées les aides aux entreprises permet difficilement d'en évaluer l'impact et d'en apprécier l'efficacité.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE NOVEMBRE 1986

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en novembre de 1,49 point et s'est établit dès lors à 107,32 points, soit au niveau atteint en septembre. La conjoncture de ces derniers mois est ainsi marquée par une certaine stabilité.

Le recul de novembre est dû à un affaiblissement de la conjoncture dans l'industrie manufacturière et dans le commerce, qui a été compensé dans une certaine mesure par une évolution de sens inverse dans l'industrie de la construction.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Pêche maritime	III - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.			
1. Transports :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	1. Encours :	
b) Navigation maritime	V - 1b	a) au 31 décembre 1983	XII - 1a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) au 31 décembre 1984	XII - 1b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	2. Mouvements en 1984	XII - 2
3. Commerce intérieur :		3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	a) au 31 décembre 1983	XII - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b	b) au 31 décembre 1984	XII - 3b
4. Chambres de compensation :		4. Mouvements en 1984 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Nombre d'opérations	V - 4a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Montant des opérations	V - 4b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Bilans :	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Prix à la consommation en Belgique :		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	Š.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.333,8	1.388,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	62,9	64,5
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	353,5	379,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	426,3	464,9	513,4	566,7	605,7	617,8	658,9	691,8
5. Corrections et compléments	64,4	69,7	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	127,8
Ajustement statistique	7,5	- 9,5	0,1	- 25,9	4,7	30,2	8,2	12,9
<i>Total ...</i>	<i>1.777,8</i>	<i>1.900,1</i>	<i>2.073,0</i>	<i>2.155,9</i>	<i>2.297,7</i>	<i>2.402,6</i>	<i>2.535,6</i>	<i>2.664,8</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	50,7	46,4	48,8	57,2	64,1	74,5	74,1	72,2
2. Professions libérales ¹	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,7	138,3	148,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹ ..	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	277,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,6	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,6
Ajustement statistique	1,6	- 1,9	...	- 4,9	0,8	5,8	1,6	2,5
<i>Total ...</i>	<i>384,8</i>	<i>390,4</i>	<i>396,0</i>	<i>408,3</i>	<i>434,4</i>	<i>465,4</i>	<i>496,1</i>	<i>531,9</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	201,9	240,5	285,9	327,3	374,8	404,1	462,6	508,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,4	143,0	156,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	60,5	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,8	171,7
<i>Total ...</i>	<i>336,2</i>	<i>377,7</i>	<i>435,2</i>	<i>503,4</i>	<i>586,1</i>	<i>654,4</i>	<i>757,4</i>	<i>836,8</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	27,1	28,9	24,4	13,2	34,7	52,5	88,5	129,9
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	135,2	148,6
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	3,3	11,2
<i>Total ...</i>	<i>- 1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>20,4</i>	<i>30,8</i>	<i>45,8</i>	<i>26,9</i>	<i>36,5</i>	<i>47,2</i>
G. Intérêts de la dette publique	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.469,1	2.627,8	2.827,2	2.910,0	3.144,4	3.320,6	3.600,6	3.849,9
H. Amortissements	281,4	302,5	312,1	332,1	367,3	401,7	420,7	440,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.750,5	2.930,3	3.139,3	3.242,1	3.511,7	3.722,3	4.021,3	4.290,4
I. Impôts indirects	363,9	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,5	557,4
J. Subventions	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,4	- 53,6	- 59,3	- 67,7	- 71,0
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

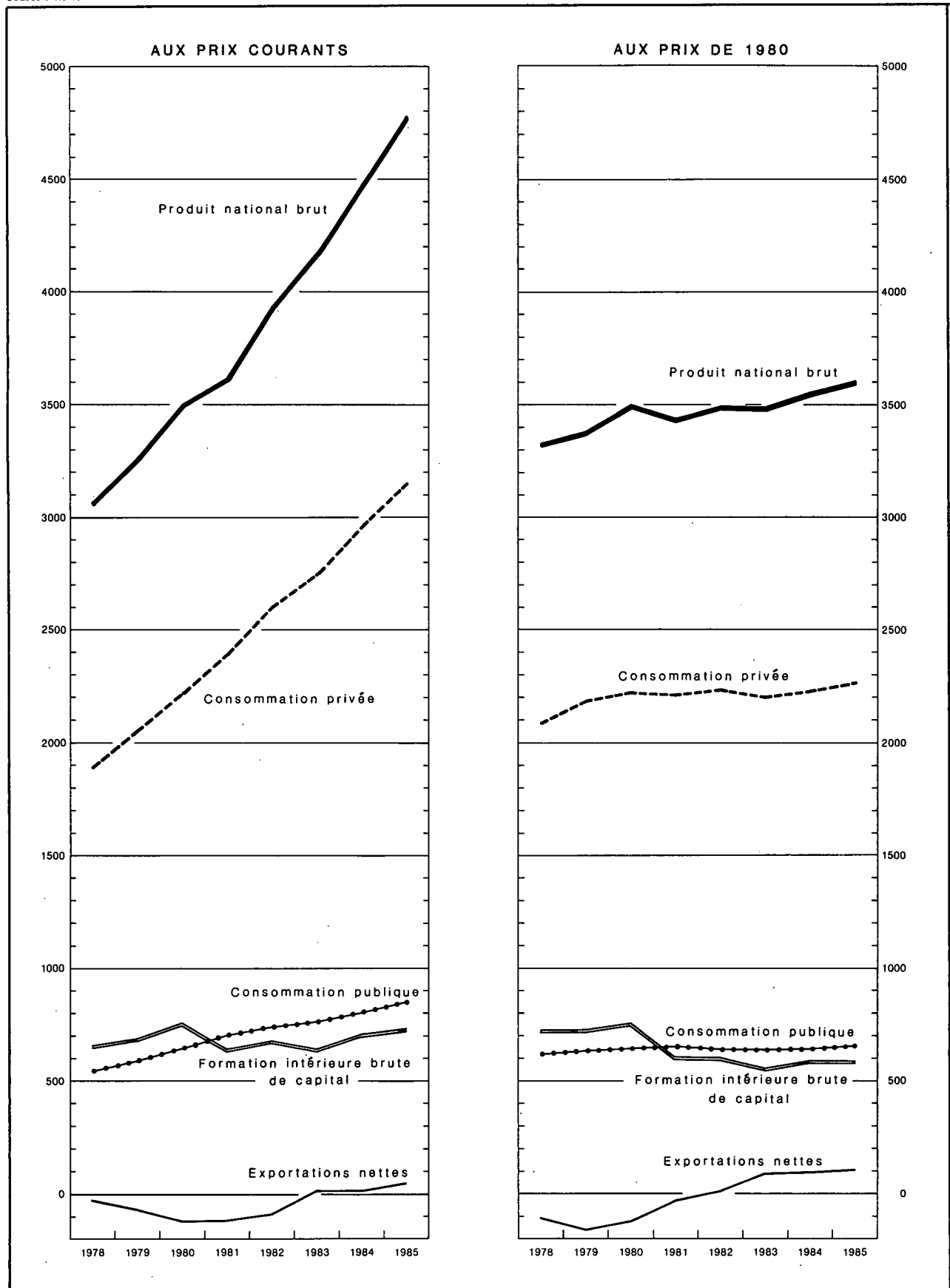
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture, sylviculture et pêche	78,6	75,6	79,4	88,6	97,7	110,6	113,1	115,4
2. Industries extractives	17,1	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	26,6	25,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	147,0	151,1	157,4	164,6	188,7	201,4	215,6	229,5
b) Textiles	37,1	37,7	40,5	39,2	42,0	45,8	51,1	50,8
c) Vêtements et chaussures	23,1	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,2	25,4
d) Bois et meubles	36,7	37,8	41,1	39,9	41,2	39,2	40,1	41,7
e) Papier, impression, édition	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	56,4	55,0
f) Industrie chimique et activités connexes	82,6	101,5	100,0	90,0	112,1	120,8	133,0	139,0
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,5	36,7	39,1	33,4	36,3	37,6	41,4	38,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	51,4	59,4	54,7	54,4	58,4	62,8	74,1	68,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	269,2	274,2	288,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	108,0	116,0	122,6	121,6	132,8	146,2	158,6	166,9
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>805,8</i>	<i>849,7</i>	<i>870,7</i>	<i>839,5</i>	<i>943,3</i>	<i>999,0</i>	<i>1.068,7</i>	<i>1.103,1</i>
4. Construction	228,5	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,1
5. Electricité, gaz et eau	93,5	105,8	109,6	120,7	121,2	147,9	163,0	188,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	571,5	612,8	669,7	701,2	782,0	855,9	888,1	969,4
b) Services financiers et assurances	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	213,4	249,5	278,9
c) Immeubles d'habitation	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>842,8</i>	<i>913,7</i>	<i>998,8</i>	<i>1.089,0</i>	<i>1.215,7</i>	<i>1.303,5</i>	<i>1.395,5</i>	<i>1.526,2</i>
7. Transports et communications	234,8	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	359,5	384,3
8. Services	838,4	903,7	983,7	1.062,2	1.139,0	1.200,1	1.274,3	1.349,7
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,0	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-62,7	-72,1	-78,1
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-32,0	-34,8	-47,2	-53,6	-66,7	-69,4	-77,6	-85,9
Ajustement statistique	- 8,9	- 8,8	3,2	12,7	11,2	- 3,2	17,7	28,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.057,5	3.265,7	3.519,4	3.645,6	3.972,4	4.209,4	4.510,9	4.812,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	10,1	- 3,5	-18,3	-23,1	-38,3	-36,7	-27,8	-35,3
Produit national brut aux prix du marché ..	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	365,4	379,8	399,7	411,4	469,5	514,1	557,9	585,1
2. Boissons	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,5	123,4	129,3
3. Tabac	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4
4. Vêtements et effets personnels	147,5	160,7	183,2	186,2	209,9	215,8	220,5	232,9
5. Loyers, taxes, eau	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,5	341,1	366,1
6. Chauffage et éclairage	99,5	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,5
7. Articles ménagers durables	187,8	194,1	218,2	222,0	231,7	234,8	245,8	259,9
8. Entretien de la maison	82,1	88,2	94,8	100,2	107,8	115,3	122,1	127,8
9. Soins personnels et hygiène	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	304,9	325,2	345,4
10. Transports	212,1	233,4	254,7	274,5	300,7	327,0	350,9	372,5
11. Communications : P.T.T.	16,1	17,4	18,6	19,9	22,0	23,9	26,6	28,8
12. Loisirs	164,6	178,2	195,7	208,9	231,7	250,8	270,7	286,6
13. Enseignement et recherches	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1
14. Services financiers	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	153,0
15. Services divers	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,7	24,9	28,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8
Ajustement statistique	- 0,1	15,2	- 2,5	14,3	- 13,2	- 26,6	- 22,2	- 35,3
<i>Total ...</i>	<i>1.892,6</i>	<i>2.054,6</i>	<i>2.223,0</i>	<i>2.397,7</i>	<i>2.602,5</i>	<i>2.749,5</i>	<i>2.958,7</i>	<i>3.149,1</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	391,8	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	622,3
2. Achats courants de biens et services	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	159,4	171,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
4. Loyer payé	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3
6. Amortissement mobilier et matériel	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,5
<i>Total ...</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>740,6</i>	<i>761,3</i>	<i>800,5</i>	<i>850,3</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,1
2. Industries extractives	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	5,0
3. Industries manufacturières	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	126,7	139,4	151,0
4. Construction	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	13,0
5. Electricité, gaz et eau	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	50,4
6. Commerce, banques, assurances	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	114,3
7. Immeubles d'habitation	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,2	153,1
8. Transports et communications	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	96,6	101,8	96,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,5
10. Autres services	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3
11. Variations de stocks	8,4	19,9	29,2	- 6,1	7,7	- 21,3	1,1	- 7,7
Ajustement statistique .....	...	5,1	- 0,8	3,8	- 3,4	- 6,2	- 5,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	<i>655,3</i>	<i>686,5</i>	<i>756,7</i>	<i>641,9</i>	<i>675,6</i>	<i>642,5</i>	<i>705,3</i>	<i>728,6</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	114,1	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	465,6
2. Exportations de biens et services	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.715,0	3.003,5	3.384,8	3.556,9
Exportations totales ...	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.703,2	3.120,2	3.330,0	3.771,9	4.022,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	104,0	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9
4. Importations de biens et services	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,3	2.947,4	3.338,4	3.472,8
Importations totales ...	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.823,1	3.204,8	3.310,6	3.753,3	3.973,7
Exportations nettes ...	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,9	- 84,6	19,4	18,6	48,8
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

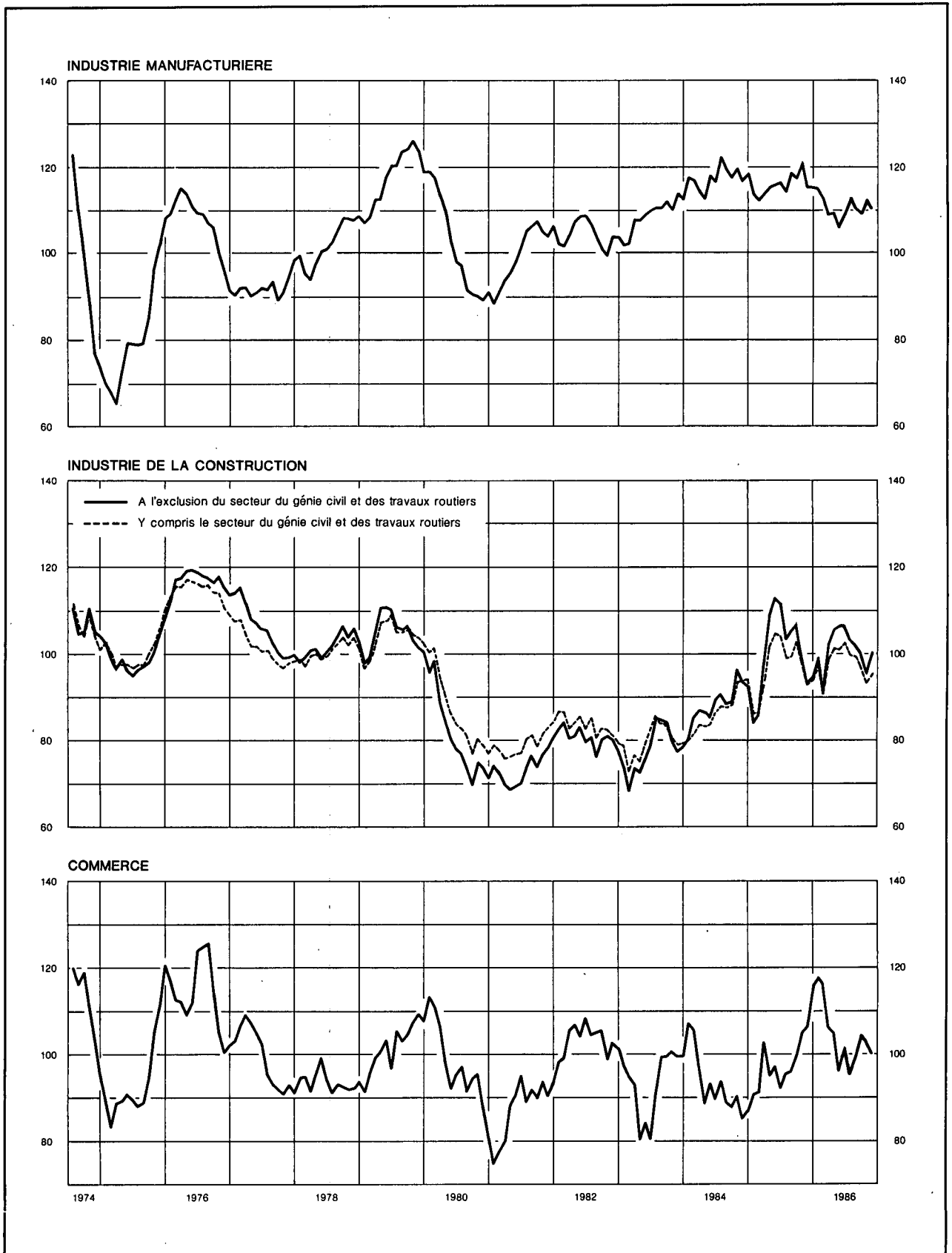
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	99	100	98	102	101	103	105
2. Boissons	91	94	100	96	98	97	95	95
3. Tabac	96	100	100	98	105	102	103	97
4. Vêtements et effets personnels	88	91	100	98	104	100	97	96
5. Loyers, taxes, eau	93	97	100	104	106	108	110	113
6. Chauffage et éclairage	102	105	100	97	95	92	95	103
7. Articles ménagers durables	88	90	100	99	99	94	94	96
8. Entretien de la maison	97	99	100	100	102	101	101	100
9. Soins personnels et hygiène	96	98	100	104	106	108	108	109
10. Transports	98	102	100	98	98	98	100	101
11. Communications : P.T.T.	89	96	100	107	107	108	110	116
12. Loisirs	92	96	100	101	107	107	108	107
13. Enseignement et recherches	96	98	100	102	104	106	108	111
14. Services financiers	85	94	100	110	115	108	115	122
15. Services divers	99	105	100	98	97	97	102	106
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	95	100	105	93	92	93	94
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	94	100	116	139	164	169	164
<i>Total ...</i>	94	98	100	100	101	99	100	102
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	95	98	100	102	101	101	103	103
2. Achats courants de biens et services	103	102	100	101	96	96	95	98
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	91	95	100	97	92	89	88	91
<i>Total ...</i>	96	98	100	101	100	100	100	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	119	107	100	88	90	89	92	92
2. Industries extractives	86	103	100	93	101	136	140	137
3. Industries manufacturières	77	78	100	90	103	102	109	115
4. Construction	108	113	100	110	84	62	77	86
5. Electricité, gaz et eau	110	110	100	93	94	89	95	101
6. Commerce, banques, assurances	91	100	100	89	94	97	106	114
7. Immeubles d'habitation	117	101	100	59	55	54	53	56
8. Transports et communications	90	90	100	111	104	93	95	88
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	89	92	100	88	80	69	63	53
10. Enseignement	94	95	100	98	90	88	74	69
11. Autres services	85	101	100	94	87	88	94	95
<i>Total ...</i>	96	96	100	80	80	73	77	77
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	59	66	100	158	170	129	145	166
2. Exportations de biens et services	89	96	100	103	105	109	114	116
Exportations totales ...	86	93	100	108	111	111	116	121
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	49	62	100	155	171	132	143	165
4. Importations de biens et services	90	98	100	99	98	98	103	105
Importations totales ...	86	95	100	104	105	101	107	110
Produit national brut aux prix du marché	95	97	100	99	100	100	102	103

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
Ensemble des industries	- 22	- 24	- 28	- 24	- 27	- 28	- 29	- 34	- 28	- 28	+ 8	+ 8	+ 8	+ 7	+ 4
I. Biens de consommation	- 16	- 11	- 18	- 10	- 11	- 7	- 14	- 20	- 5	- 6	+ 13	+ 11	+ 8	+ 9	+ 7
II. Biens d'investissement	- 33	- 38	- 42	- 32	- 35	- 51	- 47	- 53	- 44	- 44	- 6	+ 6	+ 8	+ 7	0
III. Biens intermédiaires	- 26	- 27	- 30	- 33	- 38	- 32	- 33	- 39	- 39	- 40	+ 10	+ 8	+ 8	+ 9	+ 4
Industrie textile	- 24	- 31	- 46	- 39	- 36	- 26	- 35	- 51	- 44	- 39	+ 6	+ 14	+ 19	+ 25	+ 21
dont : Laine	- 35	- 34	- 64	- 57	- 57	- 30	- 37	- 64	- 61	- 58	+ 4	+ 15	+ 25	+ 25	+ 22
Coton	- 21	- 42	- 58	- 55	- 41	- 29	- 50	- 70	- 63	- 51	+ 6	+ 14	+ 19	+ 35	+ 35
Bonneterie	- 8	- 6	- 33	- 16	- 41	+ 19	+ 10	- 40	+ 4	- 60	+ 5	+ 13	+ 17	+ 28	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 31	- 21	- 15	- 11	- 29	- 25	- 23	- 29	- 12	- 29	+ 10	0	+ 1	+ 7	+ 8
dont : Chaussures	- 75	- 48	- 54	- 59	- 18	- 91	- 88	- 62	- 90	- 37	+ 8	- 12	- 28	- 3	+ 17
Habillement	- 22	- 14	- 7	- 1	- 32	- 21	- 18	- 26	- 7	- 27	+ 9	+ 3	+ 5	+ 9	+ 6
Industrie du bois et du meuble en bois	- 16	- 24	- 26	- 25	- 10	- 12	- 32	- 36	- 42	- 21	+ 25	+ 24	+ 25	+ 12	+ 9
dont : Bois	+ 6	- 6	- 18	- 10	- 9	- 7	- 24	- 33	- 33	- 13	- 4	- 2	+ 16	- 4	+ 1
Meubles en bois	- 32	- 38	- 32	- 35	- 11	- 15	- 37	- 38	- 46	- 26	+ 46	+ 43	+ 30	+ 23	+ 15
Papiers et cartons	- 34	- 31	- 12	- 14	- 35	- 40	- 33	- 35	- 26	- 25	+ 10	+ 8	- 2	+ 4	+ 21
dont : Production de papier et carton	- 66	- 55	- 24	- 24	- 28	- 46	- 41	- 46	- 32	- 24	+ 36	+ 31	+ 6	+ 16	+ 30
Transformation de papier et carton	- 9	- 14	- 3	- 6	- 39	- 24	- 11	- 2	- 11	- 27	- 10	- 9	- 9	- 4	+ 14
Industrie du cuir	- 54	- 64	- 81	- 77	- 77	- 78	- 65	- 88	- 82	- 84	+ 60	+ 51	+ 21	+ 24	- 14
Transformation de matières plastiques	- 3	- 37	- 29	- 15	- 19	+ 1	- 41	- 22	- 4	- 14	+ 17	+ 8	0	+ 1	- 28
Raffinage de pétrole	+ 38	+ 29	+ 75	+ 31	0	+ 26	+ 15	+ 75	+ 15	0	- 57	- 42	- 29	0	0
Production et première transformation des métaux	- 47	- 39	- 44	- 45	- 55	- 51	- 41	- 49	- 49	- 53	+ 24	+ 8	+ 9	+ 3	- 5
dont : Métaux ferreux	- 46	- 36	- 42	- 46	- 60	- 58	- 45	- 52	- 54	- 63	+ 35	+ 1	+ 4	- 4	- 8
Métaux non ferreux	- 55	- 58	- 54	- 40	- 30	- 8	- 21	- 32	- 20	- 3	- 5	+ 24	+ 20	+ 19	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 27	- 25	- 7	+ 2	- 45	- 30	- 45	- 16	- 7	- 15	+ 7	+ 7	+ 5	- 4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 33	- 27	- 23	- 7	+ 3	- 50	- 31	- 50	- 15	- 4	- 25	+ 2	+ 4	0	- 10
Industrie chimique	+ 3	+ 4	0	- 5	0	+ 7	+ 5	- 1	- 2	+ 3	+ 4	+ 3	0	+ 3	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 19	+ 19	+ 8	- 62	- 66	+ 14	+ 10	0	- 46	- 92	- 19	+ 16	+ 15	+ 53	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 25	- 25	- 31	- 33	- 43	- 27	- 27	- 16	- 27	- 36	- 11	+ 2	+ 1	0	+ 6
Construction de machines et de matériel mécanique	- 29	- 36	- 39	- 40	- 47	- 39	- 41	- 44	- 42	- 41	- 10	- 11	+ 3	+ 6	- 17
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 97	- 99	- 84	- 60	- 99	- 98	- 100	- 100	- 68	- 99	+ 4	0	+ 18	+ 17	0
Machines-outils	+ 78	+ 7	0	0	0	0	0	0	+ 26	0	- 100	—	—	- 33	- 100
Machines textiles	0	0	0	- 27	+ 28	0	0	0	- 25	+ 34	—	—	—	—	—
Moteurs, compresseurs, pompes	- 17	- 26	- 35	- 30	- 43	- 16	- 20	- 29	- 19	- 21	- 3	- 7	+ 3	+ 21	+ 1
Construction électrique et électronique	- 36	- 44	- 57	- 39	- 46	- 62	- 61	- 75	- 56	- 58	+ 24	+ 23	+ 22	+ 19	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 32	- 50	- 53	- 46	- 58	- 75	- 80	- 80	- 80	- 85	+ 27	+ 26	+ 32	+ 26	+ 30
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 41	- 30	- 74	- 24	- 11	- 36	- 27	- 72	- 22	- 5	+ 10	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 25	+ 13	+ 38	+ 39	+ 38	+ 13	+ 13	+ 38	+ 40	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 70	- 54	- 74	- 70	- 71	- 87	- 74	- 79	- 83	- 86	+ 3	- 1	- 18	- 22	- 17
dont : Construction navale	- 77	- 82	- 93	- 92	- 92	- 92	- 97	- 100	- 100	- 100	—	—	—	—	—
Construction de cycles et motocycles	- 64	+ 59	+ 24	+ 36	+ 36	- 56	+ 63	- 12	- 12	- 12	+ 3	- 1	- 18	- 22	- 17

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1985		1986			1985		1986			1985		1986			1985		1986		
	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Sept.
Ensemble des industries	9	7	18	17	16	75	77	71	70	69	4	4	2	5	6	8	9	3	5	5
I. Biens de consommation	15	11	23	17	16	69	74	63	64	58	6	5	4	12	12	10	10	1	7	8
II. Biens d'investissement	5	3	17	15	18	80	80	72	74	75	4	5	2	3	3	8	9	5	4	4
III. Biens intermédiaires	7	2	12	14	15	76	82	76	72	71	2	1	1	2	1	6	6	2	3	3
Industrie textile	16	9	27	20	21	71	78	65	72	68	2	1	2	4	4	5	7	2	4	2
dont : Laine	12	21	40	20	34	76	63	57	66	62	0	2	1	3	1	2	12	2	13	3
Coton	4	4	11	7	12	88	90	86	92	82	1	1	2	1	1	5	4	1	1	2
Bonneterie	28	1	40	34	24	50	72	39	46	46	5	2	6	11	14	5	12	6	3	3
Industrie des chaussures et de l'habillement	8	11	23	22	21	76	78	49	54	57	7	2	12	15	12	4	1	2	1	0
dont : Chaussures	0	46	33	14	16	91	54	49	86	61	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0
Habillement	10	4	21	23	22	73	83	49	48	56	9	2	15	18	14	3	1	3	2	0
Industrie du bois et du meuble en bois	10	13	19	11	28	77	76	66	82	63	3	2	1	2	5	6	4	3	2	4
dont : Bois	19	22	32	18	24	56	58	48	72	63	4	2	0	1	0	14	9	5	4	9
Meubles en bois	6	8	10	7	31	90	89	78	89	64	2	1	2	2	8	0	0	1	0	1
Papiers et cartons	1	1	18	14	31	92	91	79	70	57	1	2	3	11	4	6	3	2	5	6
dont : Production de papier et carton	0	0	29	17	51	90	98	66	63	49	0	0	0	20	0	10	2	0	5	0
Transformation de papier et carton	2	1	9	13	15	93	87	89	75	64	2	3	5	4	7	4	3	3	5	11
Industrie du cuir	12	12	8	8	28	76	88	92	84	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	27	0	10	45	13	73	75	90	46	84	0	0	0	1	0	0	25	0	0	3
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	3	4	4	77	87	78	74	68	1	1	0	0	0	2	0	0	0	1
dont : Métaux ferreux	1	0	4	6	5	82	91	81	73	71	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	1	48	68	64	74	56	0	0	0	0	0	11	0	0	0	5
Industrie des produits minéraux non métalliques	9	0	12	25	35	65	75	68	61	50	1	1	0	1	0	19	18	12	14	13
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	11	0	9	23	26	62	73	68	61	58	1	1	0	1	0	20	21	14	16	15
Industrie chimique	0	1	0	0	0	96	95	95	96	95	0	0	0	0	0	1	1	2	2	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	29	2	78	69	96	0	27	0	0	0	0	0	0	0	0	71	71	22	31	4
Fabrication d'ouvrages en métaux	13	11	15	18	15	56	56	71	71	82	6	3	3	3	2	21	25	0	3	2
Construction de machines et de matériel mécanique	3	4	23	22	19	84	81	73	72	76	9	11	3	3	5	8	8	3	0	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	1	0	1	0	0	99	100	99	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	100	100	82	22	22	0	0	0	78	78	0	0	18	78	78	0	0	0
Machines textiles	16	16	74	74	76	84	84	26	26	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	2	1	19	1	4	86	78	75	78	96	0	9	6	9	0	0	0	8	0	0
Construction électrique et électronique	4	6	15	8	6	78	79	69	71	77	16	15	0	4	4	16	13	2	1	1
dont : Construction électrique d'équipement	0	3	13	6	11	93	94	83	88	86	4	3	0	6	6	4	0	4	1	1
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	1	1	11	12	0	60	60	50	49	56	39	39	0	0	0	39	39	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	38	38	25	0	62	62	62	37	29	0	0	0	38	41	0	0	0	38	41
Construction d'autre matériel de transport	6	0	33	12	12	94	100	67	88	88	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	99	100	100	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	0	85	69	70	64	100	15	31	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1985		1986			1985		1986			1985	1986			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
Ensemble des industries	+ 26	+ 24	+ 28	+ 26	+ 29	80,6	79,8	79,1	79,0	79,2	3,32	3,27	3,17	3,28	3,13
I. Biens de consommation	+ 27	+ 17	+ 19	+ 14	+ 16	83,6	84,1	82,8	83,1	84,6	2,48	2,49	2,51	2,55	2,78
II. Biens d'investissement	+ 34	+ 40	+ 46	+ 39	+ 44	76,1	74,3	73,4	73,6	74,4	4,96	4,78	4,45	4,73	4,30
III. Biens intermédiaires	+ 22	+ 35	+ 36	+ 39	+ 38	80,1	72,4	74,6	76,7	75,0	3,19	3,18	3,29	3,31	3,22
Industrie textile	+ 33	+ 31	+ 31	+ 41	+ 41	75,8	76,7	75,1	73,3	74,8	2,06	2,05	1,91	1,93	2,04
dont : Laine	+ 31	+ 34	+ 23	+ 39	+ 44	79,7	80,5	78,5	71,9	74,6	1,88	1,90	1,81	1,60	1,59
Coton	+ 35	+ 35	+ 37	+ 55	+ 45	74,4	73,2	73,6	70,7	74,0	2,24	2,07	1,92	1,91	2,05
Bonneterie	+ 29	+ 23	+ 21	+ 22	+ 28	72,8	75,9	72,6	73,0	74,6	2,20	2,32	2,01	1,98	2,00
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 46	+ 46	+ 40	+ 36	+ 35	84,9	82,4	82,3	82,1	82,5	1,98	1,89	2,20	2,01	2,13
dont : Chaussures	+ 33	+ 40	+ 54	+ 55	+ 50	82,2	80,9	76,7	73,2	74,0	1,25	1,49	1,89	1,55	2,15
Habillement	+ 49	+ 46	+ 37	+ 32	+ 32	85,4	82,7	83,5	83,9	84,3	2,14	1,97	2,27	2,10	2,13
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 27	+ 40	+ 40	+ 40	+ 33	83,4	82,0	82,2	82,5	83,7	1,59	1,52	1,63	1,59	1,51
dont : Bois	+ 13	+ 25	+ 25	+ 27	+ 30	84,7	80,8	81,4	83,5	83,3	2,02	1,91	2,05	1,96	1,72
Meubles en bois	+ 37	+ 50	+ 51	+ 49	+ 35	82,4	82,8	82,7	81,7	83,9	1,28	1,24	1,34	1,32	1,35
Papiers et cartons	+ 37	+ 41	+ 45	+ 5	+ 28	85,3	82,9	83,2	82,9	83,0	1,26	1,51	1,57	1,46	1,23
dont : Production de papier et carton	+ 55	+ 63	+ 64	+ 6	+ 35	91,9	86,2	87,9	89,2	89,8	1,31	1,65	1,79	1,57	1,43
Transformation de papier et carton	+ 23	+ 25	+ 28	+ 5	+ 23	80,3	80,3	79,6	78,1	77,8	1,21	1,40	1,40	1,38	1,08
Industrie du cuir	+ 61	+ 72	+ 22	+ 22	+ 14	88,2	87,0	87,3	88,2	78,1	2,10	2,22	2,01	2,09	2,12
Transformation de matières plastiques	- 4	- 22	+ 33	+ 23	+ 37	84,0	84,3	78,6	82,7	80,0	2,84	2,58	3,07	3,36	3,20
Production et première transformation des métaux	+ 22	+ 59	+ 56	+ 58	+ 54	77,1	60,0	65,8	71,8	70,8	1,62	1,78	1,85	1,78	1,66
dont : Métaux ferreux	+ 25	+ 67	+ 67	+ 68	+ 65	75,9	55,5	62,6	69,4	68,4	1,47	1,65	1,74	1,66	1,49
Métaux non ferreux	+ 8	+ 17	+ 2	+ 5	+ 2	83,1	82,6	81,7	83,7	82,6	2,42	2,41	2,39	2,41	2,51
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 17	+ 45	+ 28	+ 21	+ 10	82,4	81,7	79,8	83,0	84,4	1,73	1,85	1,75	1,81	1,56
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 16	+ 47	+ 27	+ 15	+ 9	81,5	80,7	79,0	82,6	83,8	1,62	1,76	1,69	1,74	1,49
Industrie chimique	+ 14	+ 4	+ 3	+ 18	+ 13	80,3	81,3	80,8	79,0	78,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 31	- 19	- 19	0	0	100,0	98,6	99,1	100,0	99,6	2,35	2,30	2,50	2,58	2,34
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 33	+ 32	+ 38	+ 39	+ 30	81,4	75,5	75,0	73,9	73,1	3,85	3,77	3,87	4,09	3,42
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 17	+ 18	+ 40	+ 26	+ 45	76,8	74,6	73,9	73,6	74,8	4,62	4,68	4,68	4,88	4,59
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 50	+ 52	+ 49	+ 51	+ 99	70,5	55,0	68,0	61,1	70,6	6,85	6,88	7,02	6,74	7,08
Machines-outils	- 78	- 78	0	0	0	97,7	97,7	96,6	93,8	98,1	6,88	6,96	6,33	6,19	6,02
Machines textiles	0	0	0	0	+ 24	89,8	90,5	90,8	92,1	87,4	5,20	5,87	5,25	5,24	5,31
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 40	+ 16	+ 53	+ 10	+ 62	67,1	69,7	70,5	74,7	65,2	3,63	3,67	4,33	5,05	4,02
Construction électrique et électronique	+ 37	+ 20	+ 35	+ 20	+ 50	77,8	79,7	79,5	81,0	81,9	6,53	6,38	5,92	6,12	6,47
dont : Construction électrique d'équipement	+ 61	+ 52	+ 57	+ 54	+ 80	72,6	74,4	74,1	75,4	76,2	6,24	5,86	5,57	5,58	5,34
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	- 39	0	- 39	0	85,0	87,3	87,3	89,4	91,3	7,58	7,96	7,14	7,78	9,68
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 38	- 38	- 38	- 41	91,5	93,1	94,1	94,3	96,4	2,60	2,60	2,60	2,58	2,56
Construction d'autre matériel de transport	+ 85	+ 81	+ 82	+ 82	+ 82	61,8	62,5	60,8	57,3	57,1	10,21	9,08	6,52	8,86	7,13
dont : Construction navale	+ 85	+ 91	+ 94	+ 94	+ 95	60,7	61,7	53,2	46,2	43,5	7,55	4,91	1,19	0,87	0,58
Construction de cycles et motocycles	+ 64	+ 20	+ 15	+ 15	+ 13	74,3	77,8	83,2	86,4	86,6	1,82	2,32	2,53	2,45	2,32

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
Ensemble des industries	- 9	- 2	- 11	- 5	- 14	- 10	- 9	- 11	- 16	- 20	+ 14	+ 6	- 3	- 1	- 5
I. Biens de consommation	0	+ 11	+ 11	+ 2	- 1	- 2	- 7	+ 3	- 3	- 11	+ 26	+ 16	+ 12	+ 7	+ 4
II. Biens d'investissement	- 15	- 6	- 24	- 10	- 24	- 13	- 4	- 13	- 17	- 25	+ 22	+ 15	+ 3	+ 5	+ 6
III. Biens intermédiaires	- 10	- 13	- 21	- 7	- 18	- 15	- 18	- 23	- 30	- 29	0	- 7	- 21	- 13	- 27
Industrie textile	- 14	- 7	- 15	- 8	- 12	- 7	- 13	- 17	- 15	- 13	+ 13	- 10	- 12	- 14	+ 8
dont : Laine	- 25	- 27	- 25	- 15	- 37	- 12	- 25	- 32	- 16	- 27	+ 20	- 9	- 17	- 29	- 3
Coton	- 10	- 12	- 33	- 15	- 10	- 4	- 21	- 29	- 23	- 23	+ 7	- 22	- 27	- 23	+ 10
Bonneterie	- 27	+ 18	+ 1	- 9	+ 4	- 12	+ 5	- 7	- 7	+ 2	+ 18	+ 11	+ 4	0	+ 10
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 18	- 5	- 5	+ 2	- 23	0	+ 5	+ 7	+ 2	- 20	+ 28	+ 24	+ 14	+ 4	+ 6
dont : Chaussures	- 32	- 13	- 11	+ 20	- 21	- 27	+ 9	+ 21	+ 14	- 20	+ 21	+ 11	+ 3	+ 7	0
Habillement	- 15	- 4	- 4	- 2	- 24	+ 5	- 8	+ 4	- 1	- 19	+ 30	+ 27	+ 16	+ 3	+ 7
Industrie du bois et du meuble en bois	- 16	- 6	- 10	- 7	- 6	- 11	- 8	- 4	- 6	- 20	+ 27	+ 22	+ 8	+ 10	+ 13
dont : Bois	- 5	- 3	- 10	- 12	- 5	- 15	- 6	0	- 2	- 13	+ 28	+ 30	+ 3	+ 5	+ 16
Meubles en bois	- 25	- 8	- 10	- 3	- 7	- 8	- 9	- 6	- 9	- 25	+ 28	+ 16	+ 11	+ 14	+ 11
Papiers et cartons	- 25	- 1	+ 2	+ 8	+ 8	- 21	+ 3	+ 8	- 6	- 7	- 21	- 3	+ 3	+ 6	- 17
dont : Production de papier et carton	- 53	- 14	- 18	+ 28	+ 25	- 44	+ 7	+ 12	- 1	0	- 43	0	+ 23	+ 34	+ 17
Transformation de papier et carton	- 3	+ 8	+ 18	- 8	- 6	- 3	+ 1	+ 5	- 10	- 12	- 5	- 6	- 11	- 15	- 43
Industrie du cuir	+ 59	- 9	- 42	+ 4	0	- 4	- 54	- 75	- 41	- 11	0	- 17	- 14	+ 2	0
Transformation de matières plastiques	+ 26	+ 15	+ 2	- 9	- 3	+ 21	- 16	- 16	- 28	+ 4	+ 26	+ 18	- 31	- 6	- 3
Raffinage de pétrole	- 13	- 8	- 21	+ 18	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 18	- 27	- 37	- 8	- 33	- 29	- 30	- 44	- 56	- 56	- 14	- 20	- 40	- 21	- 60
dont : Métaux ferreux	- 21	- 31	- 38	- 9	- 42	- 35	- 35	- 52	- 68	- 66	- 12	- 19	- 48	- 21	- 73
Métaux non ferreux	- 3	- 11	- 31	- 7	+ 15	- 3	- 6	- 3	+ 2	- 8	- 17	- 25	0	- 20	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	+ 7	+ 5	+ 10	+ 4	- 24	- 6	- 10	- 9	- 16	+ 31	+ 28	+ 16	+ 15	+ 13
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	+ 6	+ 3	+ 8	+ 4	- 21	- 5	- 7	- 10	- 17	+ 27	+ 33	+ 18	+ 17	+ 14
Industrie chimique	0	+ 6	- 2	+ 3	- 2	0	0	0	0	- 1	+ 1	- 7	- 5	- 3	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	- 6	- 24	- 20	0	0	0	0	0	+ 72	+ 70	0	0	- 66
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 6	- 12	- 18	- 21	- 30	- 18	- 15	- 4	- 12	- 32	+ 25	+ 15	+ 17	+ 4	- 1
Construction de machines et de matériel mécanique	- 17	- 23	- 25	- 24	- 39	- 9	+ 4	- 10	- 9	- 16	+ 28	+ 19	+ 10	+ 12	+ 10
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 51	- 98	- 98	- 98	- 99	- 49	+ 2	- 48	- 48	+ 3	+ 48	0	0	+ 32	- 51
Machines-outils	+ 22	0	0	+ 52	0	0	0	+ 41	+ 7	0	+ 22	+ 85	+ 15	+ 7	+ 21
Machines textiles	0	- 5	- 17	- 33	- 36	+ 51	+ 17	0	- 9	+ 48	0	+ 5	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	- 11	0	- 9	0	- 31	- 3	- 1	+ 7	0	- 13	+ 9	+ 4	+ 1	0	+ 23
Construction électrique et électronique	- 17	+ 20	- 13	+ 11	- 11	- 19	- 15	- 24	- 25	- 23	- 4	- 3	- 4	0	- 1
dont : Construction électrique d'équipement	- 29	+ 11	- 35	- 5	- 32	- 11	- 1	- 17	- 19	- 32	- 3	+ 1	- 9	- 2	+ 10
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 18	+ 30	+ 36	+ 43	+ 37	- 41	- 58	- 42	- 49	- 4	- 18	- 15	+ 7	+ 7	- 30
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 42	+ 42	0	+ 39	+ 38	+ 25	+ 38	+ 21	+ 13	+ 25	+ 34	+ 8	+ 17	0
Construction d'autre matériel de transport	- 28	- 21	- 62	- 44	- 58	- 12	- 26	- 42	- 62	- 70	+ 67	+ 4	- 20	- 21	- 17
dont : Construction navale	- 4	- 18	- 77	- 44	- 75	+ 2	- 67	- 66	- 65	- 86	+ 73	- 25	- 76	- 75	- 87
Construction de cycles et motocycles	- 49	+ 56	+ 36	+ 37	+ 52	- 69	+ 53	- 5	0	+ 20	+ 64	0	+ 12	+ 5	+ 64

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985	1986				1985	1986			
	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 21	- 21	- 24	- 21	- 18	+ 6	+ 8	+ 9	+ 8	+ 3
I. Biens de consommation	- 20	- 10	- 17	- 10	- 5	+ 11	+ 12	+ 7	+ 6	+ 3
II. Biens d'investissement	- 36	- 48	- 50	- 41	- 37	0	+ 11	+ 12	+ 4	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 8	- 7	- 10	- 15	- 15	+ 4	+ 4	+ 6	+ 9	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 23	- 21	- 28	- 27	- 29	+ 11	+ 13	+ 16	+ 24	+ 17
Industrie de la transformation du bois	- 24	- 29	- 28	- 24	- 8	+ 35	+ 35	+ 29	+ 20	+ 13
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 25	- 26	+ 1	- 4	- 19	+ 2	- 5	- 17	+ 6	+ 9
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	- 3	- 1	- 6	- 3	+ 6	+ 2	+ 1	+ 2	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 8	- 21	- 15	- 6	- 2	- 6	+ 6	- 1	- 2	- 2
Industrie des fabrications métalliques	- 31	- 31	- 40	- 30	- 27	0	+ 5	+ 8	+ 1	+ 2
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 45	- 44	- 41	- 43	- 48	+ 12	+ 8	+ 11	0	+ 2
I. Biens de consommation	- 38	- 43	- 29	- 39	- 43	+ 10	+ 8	+ 7	+ 4	0
II. Biens d'investissement	- 45	- 37	- 30	- 31	- 34	- 14	+ 10	+ 21	+ 5	- 1
III. Biens intermédiaires	- 46	- 46	- 50	- 44	- 57	+ 20	+ 2	0	- 3	+ 6
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 56	- 68	- 56	- 72	- 68	- 8	+ 10	- 3	+ 1	- 7
Industrie de la transformation du bois	- 19	- 36	- 24	- 68	- 95	+ 22	- 8	+ 3	+ 5	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 53	- 43	- 32	- 21	- 31	+ 18	+ 14	+ 9	- 3	+ 40
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 3	- 4	- 9	- 5	+ 1	- 9	- 11	- 12	- 6	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 81	- 18	- 15	+ 3	+ 15	- 30	+ 17	+ 25	+ 16	- 13
Industrie des fabrications métalliques	- 36	- 45	- 35	- 51	- 50	+ 19	+ 18	+ 25	+ 1	+ 12
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 22	- 25	- 50	- 40	- 53	+ 29	+ 40	+ 45	+ 47	+ 28
I. Biens de consommation	- 30	- 35	- 62	- 41	- 61	+ 38	+ 48	+ 32	+ 54	+ 37
II. Biens d'investissement	- 3	+ 33	- 9	- 22	- 2					
III. Biens intermédiaires										
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 43		- 46		- 12	- 43	- 24	- 29		- 34
Industrie des fabrications métalliques	- 26	- 22	- 54	- 39	- 53	+ 40	+ 51	+ 54	+ 54	+ 38

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1985		1986			1985		1986			1985	1986			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 29	+ 25	+ 34	+ 28	+ 33	81,5	80,5	80,1	80,9	80,6	3,33	3,27	3,17	3,26	3,26
I. Biens de consommation	+ 22	+ 16	+ 21	+ 12	+ 16	84,5	85,0	85,7	86,7	88,2	2,89	2,98	2,94	3,03	3,33
II. Biens d'investissement	+ 40	+ 39	+ 51	+ 46	+ 50	77,2	75,0	73,8	74,4	73,8	4,96	4,63	4,28	4,51	4,37
III. Biens intermédiaires	+ 29	+ 25	+ 35	+ 37	+ 42	82,4	81,4	80,4	81,9	79,5	4,04	4,02	4,17	4,21	4,10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 39	+ 34	+ 33	+ 35	+ 32	80,2	79,6	79,4	80,1	79,8	2,14	2,15	2,19	2,18	2,25
Industrie de la transformation du bois	+ 31	+ 45	+ 44	+ 40	+ 33	83,2	81,8	82,0	83,0	84,1	1,66	1,59	1,72	1,71	1,64
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 33	+ 39	+ 28	- 2	+ 18	85,7	83,7	85,0	82,5	82,5	1,51	1,75	1,81	1,62	1,36
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 29	+ 39	+ 31	+ 25	+ 31	82,2	79,5	76,2	84,8	82,1	2,29	2,36	2,40	2,38	2,19
Industrie des fabrications métalliques	+ 29	+ 20	+ 33	+ 26	+ 33	81,0	80,2	80,3	80,1	80,1	4,62	4,47	4,17	4,36	4,43
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 45	+ 55	+ 47	+ 37	+ 41	73,7	73,7	74,9	76,7	75,0	2,73	2,88	3,05	2,98	2,65
I. Biens de consommation	+ 64	+ 85	+ 71	+ 40	+ 73	73,9	74,7	69,8	77,6	73,4	1,26	1,27	1,43	1,36	1,35
II. Biens d'investissement	+ 39	+ 52	+ 38	+ 33	+ 22	74,0	75,0	77,6	78,8	77,3	4,47	4,65	4,97	4,84	4,37
III. Biens intermédiaires	+ 23	+ 66	+ 67	+ 64	.	75,4	57,5	63,0	67,9	67,2	1,39	1,46	1,52	1,52	1,29
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 33	+ 44	+ 57	+ 37	+ 55	60,2	63,6	60,7	60,2	61,5	1,32	1,28	1,35	1,26	1,25
Industrie de la transformation du bois	+ 35	+ 89	+ 80	+ 31	+ 88	69,7	73,1	71,2	69,5	68,6	1,40	1,45	1,68	1,26	0,72
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 43	+ 40	+ 75	+ 41	+ 38	86,1	82,1	80,7	83,7	83,6	1,10	1,26	1,32	1,35	1,31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 32	+ 74	+ 32	+ 34	- 25	85,5	85,2	84,5	86,2	88,7	1,72	1,85	1,79	1,94	1,54
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 49	+ 45	+ 41	+ 42	72,0	72,3	75,5	76,3	74,3	4,66	4,88	5,23	5,03	4,52
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 50	+ 67	+ 62	+ 68	+ 65	79,5	79,1	79,5	79,6	80,9	5,75	4,74	4,25	4,59	3,78
I. Biens de consommation	+ 52	+ 73	+ 73	+ 78	+ 78	78,6	79,3	79,0	79,0	82,1	7,79	6,35	5,62	6,09	5,00
II. Biens d'investissement	+ 65	+ 60	+ 65	+ 40	+ 54	76,5	77,0	78,8	81,8	76,3	1,44	1,66	1,58	1,43	1,44
III. Biens intermédiaires															
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 11	.	- 15	- 14	+ 12	85,0	.	83,7	80,8	80,1	1,92	1,69	1,36	.	1,52
Industrie des fabrications métalliques	+ 59	+ 77	+ 76	+ 81	+ 81	77,9	78,6	78,9	79,1	81,0	6,86	5,65	5,01	5,37	4,46

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985	1986			1985	1986			1985	1986					
	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre	Novembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Novembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 9	0	- 9	- 7	- 11	- 5	- 7	- 10	- 17	- 17	+ 20	+ 5	- 1	+ 1	- 2
I. Biens de consommation	- 6	+ 13	+ 13	+ 7	+ 3	- 9	- 9	- 6	- 20	- 21	+ 25	+ 9	+ 10	+ 12	+ 2
II. Biens d'investissement	- 20	- 12	- 35	- 29	- 38	- 6	- 4	- 22	- 26	- 28	+ 37	+ 12	- 4	- 2	- 3
III. Biens intermédiaires	- 2	- 1	- 6	- 3	- 5	0	- 6	- 5	- 9	- 6	+ 1	- 4	- 10	- 4	- 7
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 11	- 6	- 6	- 4	- 10	- 5	- 11	- 6	- 9	- 15	+ 28	+ 5	+ 1	- 7	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 23	- 13	- 10	- 7	- 9	- 11	- 10	- 5	- 9	- 25	+ 26	+ 17	+ 9	+ 13	+ 12
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 27	+ 4	+ 1	- 13	- 10	- 19	- 7	+ 8	- 6	0	- 13	- 4	+ 2	- 2	+ 8
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 7	+ 6	- 1	+ 3	- 1	+ 8	- 1	- 1	- 5	+ 1	+ 7	- 3	- 10	- 3	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 6	- 2	- 16	- 20	- 17	- 19	- 6	- 11	- 17	- 39	+ 39	+ 15	+ 6	+ 6	+ 11
Industrie des fabrications métalliques	- 13	+ 3	- 14	- 14	- 19	- 8	- 7	- 20	- 27	- 25	+ 30	+ 8	- 1	+ 4	- 7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 19	- 19	- 24	- 8	- 22	- 23	- 19	- 25	- 23	- 37	+ 7	- 1	- 13	0	- 21
I. Biens de consommation	- 30	- 6	+ 3	+ 7	- 8	- 18	- 7	- 12	+ 5	- 13	+ 40	+ 21	+ 6	+ 4	+ 32
II. Biens d'investissement	- 12	- 7	- 8	0	- 8	- 14	- 10	- 5	- 8	- 24	+ 14	+ 6	+ 8	+ 9	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 18	- 27	- 39	- 11	- 36	- 36	- 29	- 43	- 46	- 53	- 6	- 14	- 33	- 8	- 56
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 55	- 43	- 53	- 44	- 44	- 17	- 18	- 27	- 23	- 26	- 30	- 23	- 24	- 33	- 28
Industrie de la transformation du bois	+ 8	+ 11	- 3	+ 20	- 3	- 18	+ 6	- 7	+ 10	- 8	+ 32	+ 56	+ 12	+ 9	+ 57
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 14	- 12	- 8	+ 21	+ 33	- 23	+ 13	+ 6	- 10	- 3	- 25	+ 15	+ 35	+ 45	- 23
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 14	+ 10	- 1	- 2	0	- 16	- 15	- 13	- 8	- 1	+ 2	- 8	- 10	- 6	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 18	+ 13	+ 21	+ 41	+ 16	- 26	- 1	- 1	+ 2	- 6	+ 58	+ 22	+ 23	+ 34	+ 24
Industrie des fabrications métalliques	- 19	- 13	- 16	- 13	- 19	- 14	- 12	- 12	- 15	- 30	+ 7	+ 4	+ 4	- 6	- 1
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	0	+ 21	- 2	- 24	- 54	- 2	- 1	- 8	- 16	- 51	+ 49	+ 35	+ 10	+ 5	+ 5
I. Biens de consommation	+ 11	+ 19	+ 5	- 19	- 49	+ 1	- 8	- 8	- 11	- 48	+ 53	+ 32	+ 6	+ 4	+ 9
II. Biens d'investissement	- 2	+ 45	+ 5	- 37	- 59	- 10	+ 41	0	- 32	- 74	+ 51	+ 37	+ 17	- 2	- 1
III. Biens intermédiaires															
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) ..	- 32	- 25	+ 7		- 65	- 11	- 12	- 17		- 78	- 19	- 26	- 10		- 23
Industrie des fabrications métalliques	+ 10	+ 27	+ 4	- 25	- 55	0	+ 3	- 6	- 19	- 55	+ 59	+ 37	+ 10	+ 3	+ 8

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carton de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1983 Novembre	92,55	82,35	72,27	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	81,53	72,58	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	87,19	74,58	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	98,19	80,23	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	99,50	87,69	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	93,30	85,98	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	85,16	96,85	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	88,16	105,06	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	91,71	103,28	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	92,80	93,15	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1985	1986			
	Novembre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Novembre
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 46	- 25	+ 15	+ 2	- 27
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 53	- 26	+ 12	+ 1	- 32
Bâtiments non-résidentiels	- 33	- 23	+ 23	+ 3	- 14
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 27	- 13	+ 22	0	- 43
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 54	- 56	- 32	- 30	- 38
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 46	- 52	- 24	- 23	- 31
Bâtiments non-résidentiels	- 72	- 65	- 46	- 43	- 52
Génie civil et travaux routiers	- 65	- 53	- 47	- 56	- 64
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 31	- 8	- 13	- 15	- 23
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 34	- 8	- 17	- 19	- 25
Bâtiments non-résidentiels	- 26	- 8	- 6	- 7	- 19
Génie civil et travaux routiers	- 31	- 16	- 14	- 39	- 38
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 16	+ 15	+ 9	+ 9	+ 4
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 18	+ 15	+ 7	+ 9	+ 4
Bâtiments non-résidentiels	+ 13	+ 15	+ 12	+ 9	+ 3
Génie civil et travaux routiers	- 1	- 4	- 13	- 12	- 18

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983 Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,0	+ 13,0			
1987	+ 12,0					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858	9.859
population active ²	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12
Hommes	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30
Femmes	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.	.
Hommes	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.	.
Femmes	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.	.
Hommes	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.	.
Femmes	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.	.
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :								
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1
— industrie ⁶	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13
— construction	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9	} + 36
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7	
2.2 les services non-marchands ⁹								
2.3 l'étranger ¹⁰								
3. Chômage (1 - 2) ¹¹ :								
Total	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40
Hommes	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31
Femmes	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ²	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²		Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,0	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1984 3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,1	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5		
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2		
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,0	58,1	15,0	19,3		
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,2	61,0	13,2	19,2		
1985 Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,6	49,2	15,0	21,2		
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8		
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,5	51,7	16,7	19,6		
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8		
Mars	134,8	285,6	33,4	32,9	18,0	504,7	12,4	55,4	18,2	19,2		
Avril	128,7	283,1	33,1	28,7	17,0	490,6	12,2	57,0	16,7	18,2		
Mai	123,2	281,9	33,0	27,1	16,5	481,7	11,9	58,2	12,6	18,8		
Juin	118,5	280,0	32,5	30,7	16,2	477,9	12,2	59,0	15,7	21,0		
Juillet	120,5	283,5	32,8	68,7	17,1	522,6	12,3	60,3	14,4	21,7		
Août	116,9	282,4	32,8	83,0	16,3	531,4	12,1	61,0	10,3	19,1		
Septembre	115,5	281,1	31,9	86,7	17,2	532,4	12,1	61,8	15,0	16,9		
Octobre	119,4	287,9	31,9	83,4	17,4	540,0	12,5	62,3	13,7	14,8		
Novembre	114,7	284,8	31,7	76,9	16,9	525,0	12,3	60,6	10,1	12,9		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaisonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}]}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages de jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	* 1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	183
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	} 169
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	.
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	.
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	662
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	.
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	.
Divers	112	112	117	123	133	136	148	.
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	
Orge	767	807	752	745	670	873	685	
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	125	
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.532	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	943
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.124
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.614
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

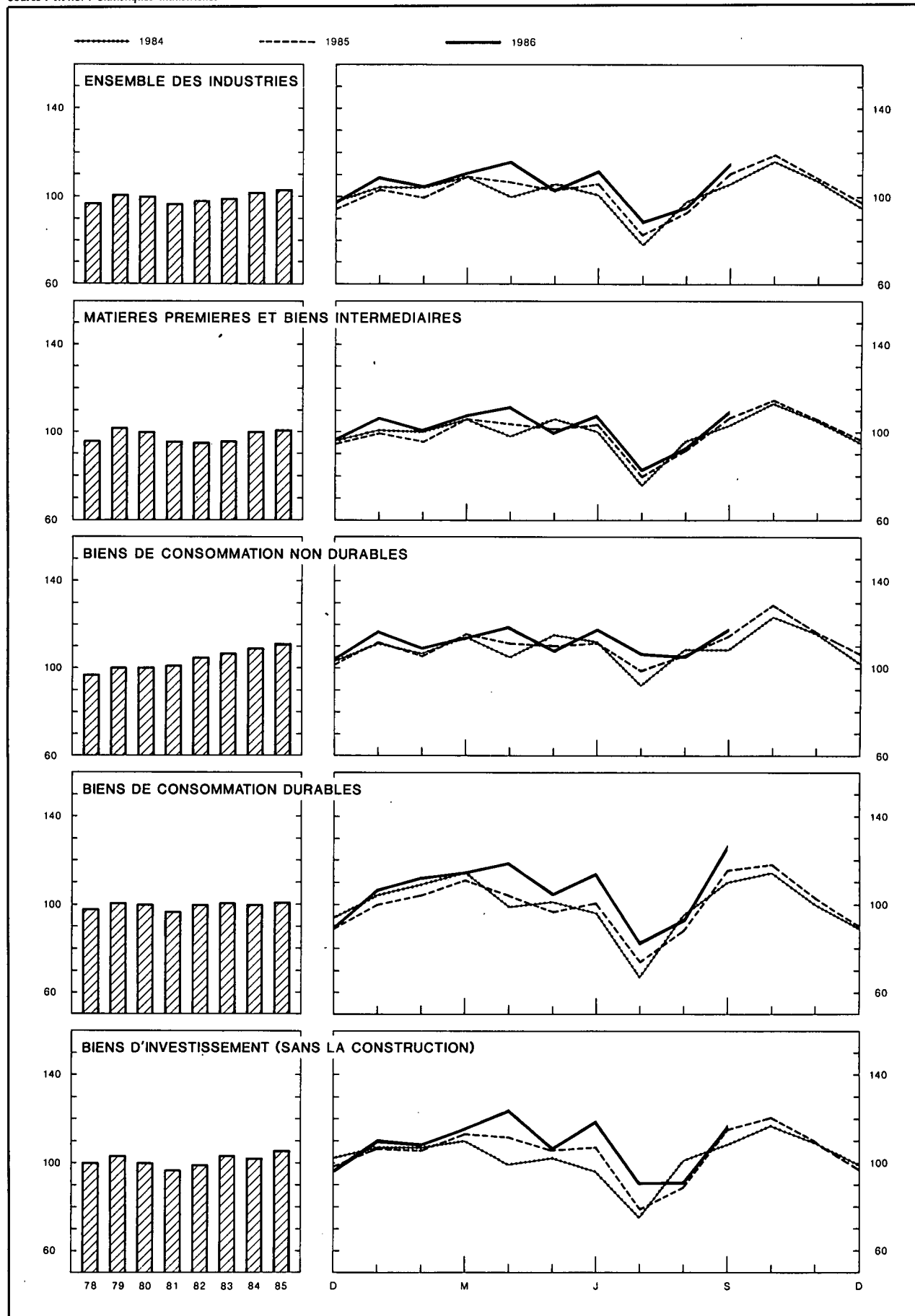
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Poissons de fond	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0
Poissons pélagiques	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1
Crustacés et mollusques	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6
Total ...	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1984 3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	105	92	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	107	108	76	104	113	109	111	88	95
2 ^e trimestre	109	110	72	107	115	111	116	99	104
3 ^e trimestre	100	100	76	96	110	101	100	89	94
1985 Septembre	112	112	98	109	114	115	115	102	102
Octobre	118	119	106	115	129	117	120	108	110
Novembre	108	109	78	106	115	103	112	92	96
Décembre	99	99	71	98	104	92	101	83	95
1986 Janvier	109	110	76	106	116	106	111	90	92
Février	104	105	69	101	109	108	110	82	91
Mars	109	110	82	106	113	113	113	93	103
Avril	115	116	64	111	119	117	122	103	107
Mai	102	103	64	98	108	104	107	92	97
Juin	111	112	87	107	119	112	119	102	108
Juillet	89	90	58	83	106	83	91	74	80
Août	96	96	73	93	105	93	91	88	92
Septembre	115	115	95	110	118	127	117	105	109

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1984 3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	121	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	105	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	120	109	37
3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	112	123	88	104	105	108	123	57	112	97	109	113	107	67
2 ^e trimestre	116	123	79	101	96	119	106	78	110	104	99	121	109	74
3 ^e trimestre	98	112	79	.	86	119	96	83	88	97	107	110	112	83
1985 Septembre	116	122	96	110	108	117	102	86	114	109	116	126	129	57
Octobre	120	130	91	115	115	149	117	86	120	116	109	128	108	57
Novembre	111	117	92	101	100	131	120	80	111	100	83	108	107	58
Décembre	101	109	83	95	92	110	119	63	95	-96	72	92	103	58
1986 Janvier	112	125	87	108	110	113	125	60	116	94	98	115	107	66
Février	109	120	85	102	104	104	122	44	111	97	109	107	103	66
Mars	115	125	90	102	102	108	122	68	110	101	118	117	112	69
Avril	123	130	87	108	112	122	117	79	113	108	104	127	107	75
Mai	106	118	70	93	88	113	98	76	104	89	104	110	114	75
Juin	119	121	81	100	88	122	102	78	114	115	90	125	108	71
Juillet	88	95	76	76	67	122	92	72	61	84	83	94	105	92
Août	89	113	86	.	82	115	94	88	83	85	105	107	115	84
Septembre	118	129	74	.	107	121	102	89	120	122	132	128	117	74

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Imports- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321	
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515	
1984 3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903	
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697	
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208	
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105	
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052	
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230	
2 ^e trimestre	1.963					519	414	417	385	1.033	4.491	
3 ^e trimestre						463	417	411	416	* 965	4.084	
1985 Septembre	1.521	1.172	212	580	188	411	488	499	539	1.215	4.357	
Octobre	1.528	1.270	241	672	206	660	512	519	601	1.082	4.972	
Novembre	1.548	1.224	209	692	240	977	492	478	456	1.592	5.113	
Décembre	1.543	1.261	199	668	203	863	511	477	451	1.038	5.070	
1986 Janvier	1.757	1.546	210	951	242	1.036	507	448	557	1.162	5.315	
Février	1.755	1.679	201	1.013	296	1.154	452	429	534	1.442	5.186	
Mars	1.842	1.553	219	874	311	887	493	476	552	1.133	5.188	
Avril	1.987					756	464	472	309	978	4.962	
Mai	2.006					389	406	373	351	923	4.166	
Juin	1.896					384	373	406	495	1.197	4.344	
Juillet						370	408	*400	363	* 820	3.922	
Août						438	425	*417	367	* 720	3.981	
Septembre						587	417	*417	518	*1.355	4.348	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1978	1.050	799	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1984 2 ^e trimestre	1.009	716	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	603	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	703	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	891	659	21,4	59,8	81,1	78,5
2 ^e trimestre	940	731	21,8	61,5	83,3	82,8
3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	* 866	* 676	* 23,0	* 62,0	* 85,0	* 86,1
2 ^e trimestre	* 789	* 613	* 21,8	* 62,5	* 84,3	* 87,8
1985 Août	861	604	19,9	47,3	67,2	63,6
Septembre	901	754	23,1	61,2	84,4	85,9
Octobre	909	664	24,9	64,9	89,8	94,2
Novembre	921	680	21,0	62,5	83,5	85,7
Décembre	843	630	27,6	61,2	88,8	90,5
1986 Janvier	* 861	* 673	* 23,0	* 58,9	* 81,9	* 86,1
Février	* 838	* 681	* 23,1	* 61,5	* 84,5	* 83,3
Mars	* 898	* 675	* 22,9	* 65,8	* 88,6	* 88,9
Avril	* 879	* 679	* 22,7	* 65,9	* 88,6	* 90,2
Mai	* 697	* 508	* 20,0	* 56,3	* 76,3	* 78,2
Juin	* 791	* 653	* 22,6	* 65,4	* 88,0	* 94,8
Juillet	* 744	* 496	* 19,5	* 43,6	* 63,2	* 59,6
Août	* 845	* 510	* 18,9	* 48,0	* 66,9	* 65,1

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	* 55
1984 2 ^e trimestre	2,1	2,5	1.552	2,4	1.482	0,5	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—
2 ^e trimestre .....	.	2,9	1.746	2,7	1.760	.	0,6	2.313	0,6	2.384	—
1985 Juillet	2,8	2,6	1.598	1,6	1.084	0,5	0,7	2.508	0,3	1.427	55
Août	2,1	2,4	1.500	2,7	1.704	0,5	0,6	2.101	0,6	1.732	55
Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	55
Octobre	2,1	2,3	1.439	3,0	1.780	0,4	0,7	2.744	0,7	2.159	* 55
Novembre	1,4	1,7	1.071	2,4	1.357	0,4	0,5	1.877	0,7	2.134	* 54
Décembre	2,2	2,5	1.446	1,8	1.022	0,3	0,5	2.396	0,4	1.353	* 54
1986 Janvier	1,9	2,2	1.299	1,3	805	0,4	0,4	1.695	0,3	1.415	* 55
Février	1,7	2,5	1.531	0,9	558	0,4	0,6	2.053	0,3	999	* 55
Mars	1,9	2,2	1.422	2,6	1.578	0,3	0,6	2.003	0,5	1.878	* 55
Avril .....	.	2,7	1.636	2,8	1.825	.	0,6	2.845	0,6	2.352	* 55
Mai .....	.	2,1	1.410	2,6	1.710	.	0,5	1.554	0,5	1.952	* 55
Juin .....	.	3,8	2.191	2,7	1.745	.	0,8	2.540	0,6	2.849	* 55
Juillet .....	.	2,7	1.760	2,0	1.285	.	0,7	2.145	0,4	1.540	* 56

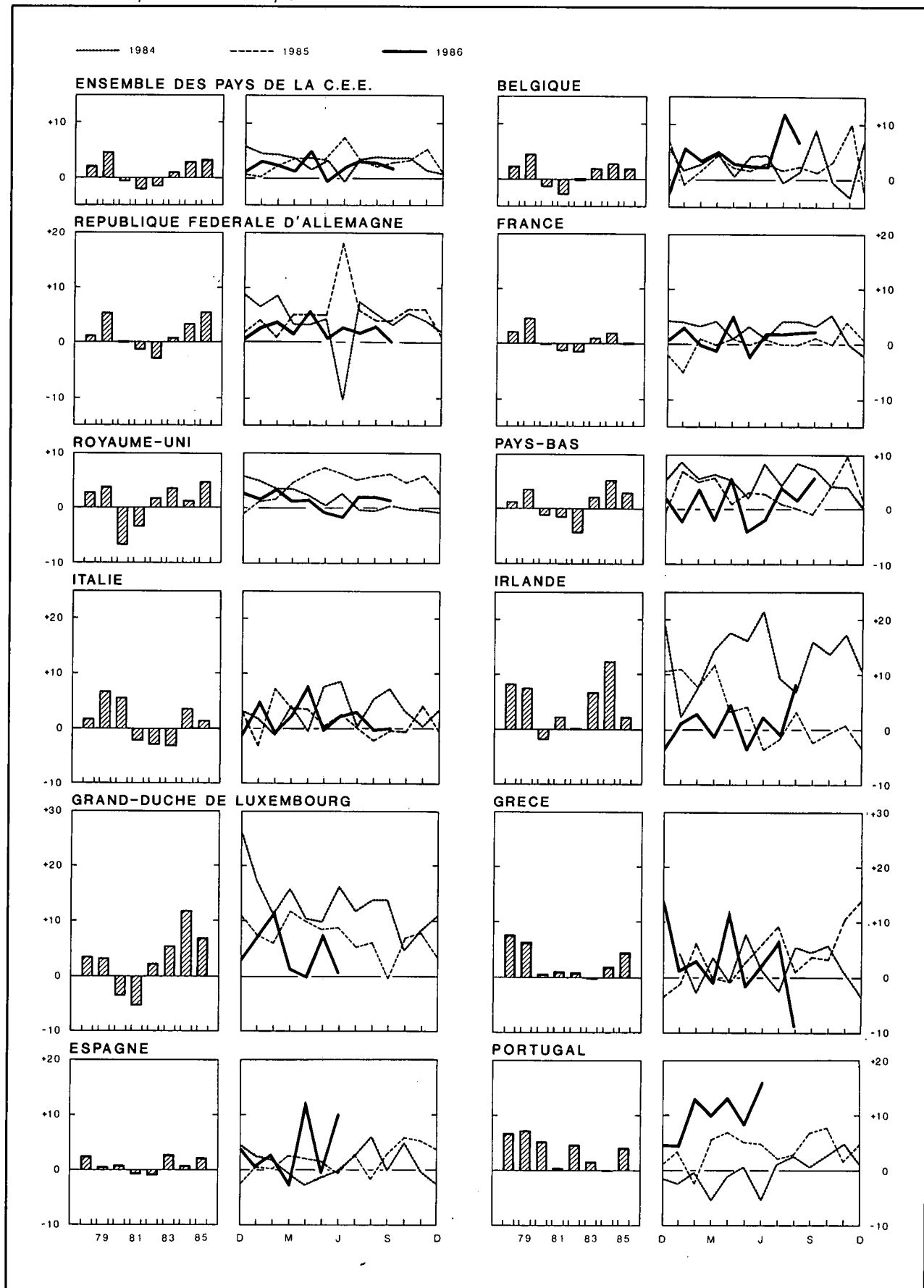
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le mois correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1978	96	97	95	96	103	98	89	95	100	93	98	89
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	100	103	101	96	125	114	103	101	107
1985	103	104	105	100	108	104	97	128	121	108	104	111
1984 3 ^e trimestre	101	103	101	100	103	102	97	125	116	105	102	108
4 ^e trimestre	101	102	102	100	104	100	96	130	118	103	102	109
1985 1 ^{er} trimestre	102	102	103	99	107	107	97	131	120	104	102	107
2 ^e trimestre	103	103	104	100	109	104	97	128	121	106	102	112
3 ^e trimestre	104	105	106	102	108	102	96	124	121	110	104	112
4 ^e trimestre	104	107	106	102	108	105	96	129	124	112	106	114
1986 1 ^{er} trimestre	104	107	106	100	109	107	99	132	128	105	103	117
2 ^e trimestre	106	106	107	101	109	104	100	130	124	110	109	126
3 ^e trimestre	106	.	107	103	111	106	97	.	.	.	.	.
1985 Septembre	104	106	105	101	110	101	98	127	119	111	104	115
Octobre	105	105	108	101	109	103	95	127	123	111	109	117
Novembre	106	109	108	103	110	111	99	132	126	114	106	112
Décembre	102	106	104	99	107	101	95	128	124	113	104	112
1986 Janvier	104	106	106	99	109	106	96	131	128	105	103	113
Février	105	106	106	101	110	109	99	131	131	108	105	119
Mars	105	110	106	99	110	106	102	135	124	103	100	119
Avril	107	105	109	104	111	108	103	134	121	114	114	126
Mai	103	105	105	98	109	100	97	124	129	106	102	122
Juin	106	108	108	102	108	104	101	130	123	112	111	129
Juillet	107	115	109	103	110	105	98	123	.	117	.	.
Août	106	112	108	103	111	105	94	133	.	101	.	.
Septembre	106	.	105	103	111	107	98	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
	(millions)		(milliers de tonnes)		(millions)		
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1984 3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.589	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.338	830	456	91
3 ^e trimestre	* 500	621	5.152	1.317	1.054	581	102
1985 Octobre	597	779	6.725	1.609	1.262	486	92
Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83
1986 Janvier	549	656	5.890	1.663	1.264	412	78
Février	516	618	5.406	1.548	927	329	76
Mars	559	687	5.767	1.555	984	439	92
Avril	537	692	5.851	1.553	1.114	414	85
Mai	318	384	3.195	925	392	438	91
Juin	514	674	5.790	1.536	985	515	97
Juillet	504	628	5.019	1.140	1.058	588	104
Août	467	567	4.669	1.287	942	619	105
Septembre	* 529	667	5.768	1.523	1.161	535	97
Octobre	* 578	686	5.828	1.504	1.032		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.371	345	212	8.224	437
1985	9.969	* 3.831	* 3.177	1.882	* 1.784	* 582	3.568	* 377	* 252	7.803	422
1984 3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	5.551	* 346
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952		1.570	444		504	252		
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624		1.265	338		434	282		
1985 Septembre	10.136	3.973	3.418	1.967	2.028	626	3.657	488	326	8.476	449
Octobre	10.716	4.335	3.358	2.041	2.408	911	3.972	382	342	9.044	504
Novembre	9.427	3.866	2.764	2.166	1.949	562	3.645	588	283	7.473	447
Décembre	10.143	3.574	3.034	1.785	1.570	389	2.686	341	310	7.877	459
1986 Janvier	9.968	4.005	3.284	1.825	1.911	271	3.342	191	290	6.966	* 376
Février	9.591	3.641	2.903	1.872	1.391	419	3.178	377	263	4.524	* 302
Mars	11.009	3.722	3.098	1.677	1.535	347	3.892	408	263	5.162	* 361
Avril	10.750	4.052	2.964	1.833	1.654	656	3.325	589	298		
Mai	10.851	5.437	3.174	1.747	1.294	276	3.326	417	269		
Juin	10.857	3.914	2.717		1.762	400		506	190		
Juillet	10.796	4.346	2.939		1.158	429		451	299		
Août	10.897	3.982	2.150		886	184		316	244		
Septembre	10.655	5.281	2.784		1.750	400		535	302		

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985 *	2.236	1.447	62	239	100	98	73
1984 2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1985 1 ^{er} trimestre	663	296	37	79	46	42	40
2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
1985 Août	6.125	4.714	113	528	191	186	95
Septembre	1.963	1.166	65	199	124	108	107
Octobre	1.093	441	49	172	93	75	94
Novembre	850	395	47	106	60	34	63
Décembre	836	455	34	128	38	34	46
1986 Janvier	592	236	30	105	29	34	55
Février	687	296	37	120	39	37	58
Mars	894	403	47	113	70	66	58
Avril	1.244	733	59	107	71	64	64
Mai	2.821	1.869	113	283	126	173	72
Juin	2.493	1.665	65	252	121	135	77
Juillet	7.196	5.521	94	929	146	193	75
Août	5.894	4.533	110	553	168	215	68

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	* 125	136	125	50	* 133	* 132	* 127	* 125	* 129	* 91
1984 3 ^e trimestre	120	127	124	53	128	122	121	118	123	90
4 ^e trimestre	138	143	131	53	140	154	139	135	140	102
1985 1 ^{er} trimestre	* 115	128	119	49	* 124	* 110	* 108	* 124	* 119	* 85
2 ^e trimestre	* 129	137	123	51	* 136	* 139	* 126	* 130	* 133	* 93
3 ^e trimestre	* 120	129	125	50	* 129	* 119	* 127	* 119	* 124	* 87
4 ^e trimestre	* 137	149	134	49	* 142	* 159	* 146	* 129	* 141	* 99
1986 1 ^{er} trimestre	* 122	134	120	36	* 128	* 122	* 114	* 136	* 127	* 89
2 ^e trimestre	* 131	140	125	34	* 134	* 146	* 127	* 136	* 136	* 96
3 ^e trimestre	* 119	134	125	29	* 128	* 135	* 125	* 118	* 125	* 89
1985 Septembre	* 126	123	118	44	* 128	* 130	* 131	* 121	* 127	* 89
Octobre	* 133	145	126	56	* 135	* 158	* 135	* 132	* 138	* 96
Novembre	* 125	140	129	45	* 136	* 144	* 124	* 119	* 130	* 91
Décembre	* 152	162	148	46	* 156	* 174	* 179	* 135	* 156	* 109
1986 Janvier	* 119	138	124	38	* 128	* 129	* 108	* 132	* 126	* 88
Février	* 118	125	114	34	* 122	* 98	* 114	* 138	* 122	* 86
Mars	* 129	138	123	35	* 134	* 140	* 119	* 137	* 134	* 94
Avril	* 131	141	122	36	* 130	* 151	* 122	* 141	* 135	* 95
Mai	* 131	142	130	35	* 138	* 149	* 125	* 134	* 136	* 96
Juin	* 132	137	122	31	* 135	* 137	* 135	* 134	* 136	* 96
Juillet	* 117	138	127	32	* 125	* 135	* 130	* 115	* 124	* 88
Août	* 113	130	126	31	* 127	* 116	* 113	* 116	* 120	* 85
Septembre	* 128	135	121	25	* 131	* 153	* 131	* 123	* 132	* 93

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	326	15
Crédits accordés (milliards de francs)												
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	4,0	1,0

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1984 3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
1985 Novembre	2	279	6	15.442	16.742	1	32.472	1.037	33.509
Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540
Février	2	283	8	14.591	17.146	1	32.031	1.011	33.042
Mars	2	318	8	15.348	17.678	1	33.355	983	34.338
Avril	1	375	9	18.692	18.838	2	37.917	1.117	39.034
Mai	1	263	7	17.045	16.242	1	33.559	851	34.410
Juin	1	330	7	16.638	18.939	2	35.917	1.067	36.984
Juillet	2	414	7	18.201	19.352	2	37.978	1.058	39.036
Août	1	261	6	15.546	16.014	6	31.834	814	32.648
Septembre	2	310	7	18.354	18.652	2	37.327	900	38.227
Octobre	2	338	7	18.381	20.024	29	38.781	987	39.768
Novembre	2	244	11	16.213	17.837	2	34.309	777	35.086

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

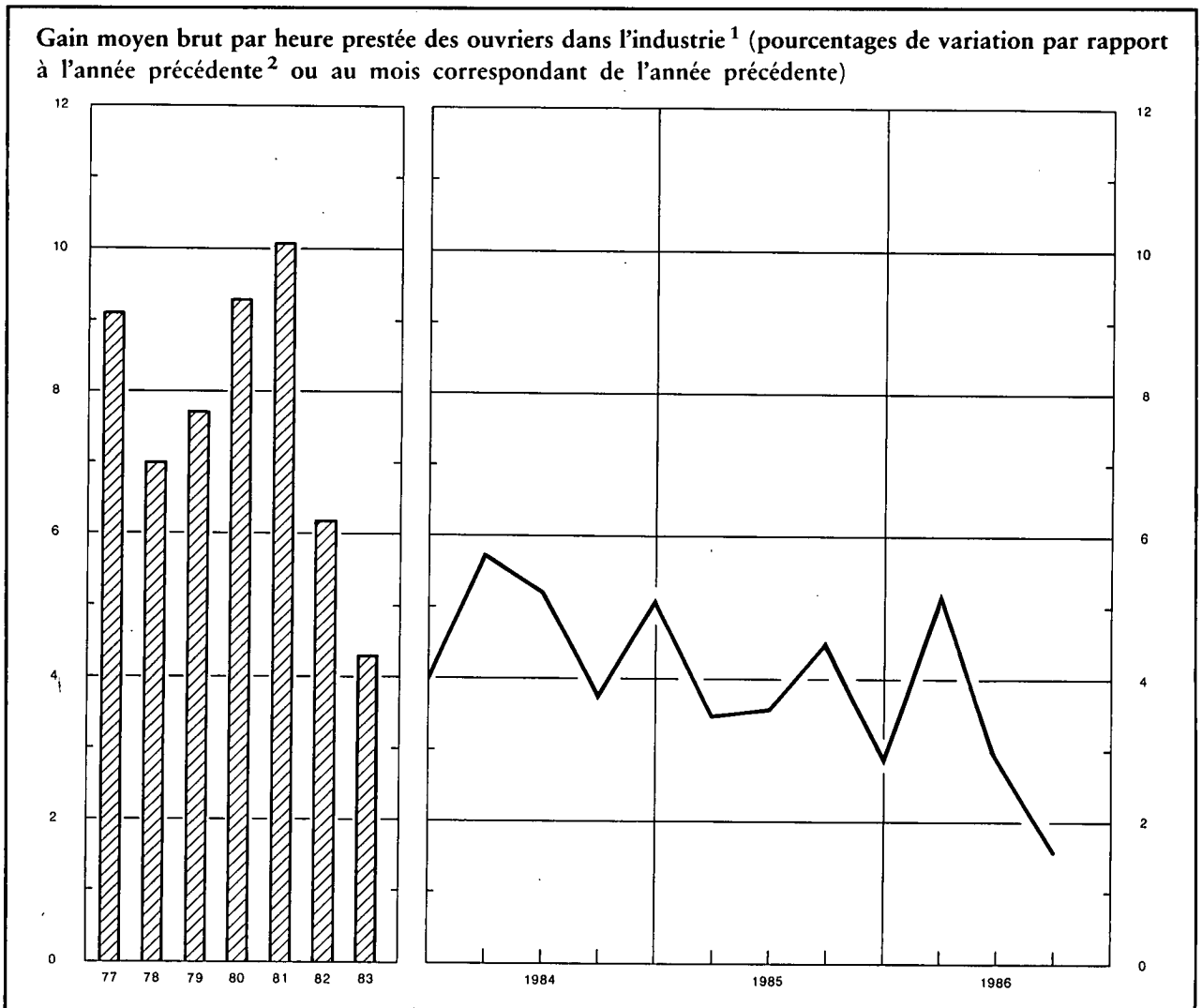
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1984 3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
1985 Novembre	254	5	710	751	4.967	903	7.590	603	8.193
Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795
Février	271	5	1.095	816	6.457	985	9.629	684	10.313
Mars	292	8	1.359	839	6.582	977	10.057	696	10.753
Avril	296	6	1.563	925	7.315	1.367	11.472	774	12.246
Mai	292	5	960	863	6.030	847	8.997	649	9.646
Juin	319	6	936	840	6.488	1.078	9.667	706	10.373
Juillet	290	7	985	896	6.275	1.171	9.624	686	10.310
Août	252	5	991	585	5.326	874	8.033	590	8.623
Septembre	310	6	1.091	729	6.504	967	9.607	642	10.249
Octobre	269	5	1.070	613	6.883	1.282	10.122	672	10.794
Novembre	206	4	785	565	5.770	1.027	8.357	552	8.909

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1984 Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
1984 Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	198	195	200	208	203,1	199,5	189,2	185,4
1985 Juin	201	195	201	211	204,1	200,5	190,0	186,3
1985 Septembre	202	198	203	212	207,3	203,7	193,1	189,3
1985 Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	* 209	199	205	* 219	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Juin	* 207	199	205	* 217	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Septembre	* 205	* 198	* 204	* 215	208,6	204,5	193,1	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1984	1984	1985	1985	1983	1984	1984	1985	1985
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	272	282	283	290	295	67,2	68,9	69,5	71,3	72,6
<i>Industrie extractive</i>	308	321	320	328	333	73,8	68,2	72,1	74,2	72,6
<i>Bâtiment et génie civil</i>	273	279	281	286	291	64,2	65,9	65,7	67,1	68,2
<i>Industrie manufacturière</i>	270	280	282	289	294	66,9	69,1	69,6	71,4	72,9
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	278	289	288	297	301	65,6	67,2	66,6	68,3	70,0
Construction de machines et de matériel mécanique	279	292	293	300	305	66,3	69,4	70,0	71,6	73,2
Construction électrique et électronique	273	286	286	294	298	68,9	71,8	72,0	73,2	75,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	284	295	299	305	307	65,9	68,9	68,4	71,0	72,9
Construction d'autre matériel de transport .	280	293	297	307	313	68,4	71,0	70,8	73,1	75,4
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	257	269	269	276	277	60,9	63,8	64,0	65,5	67,6
Métallurgie de base	335	353	343	359	363	79,0	82,7	83,3	86,0	87,1
Industrie chimique	320	328	331	338	345	76,4	77,9	79,6	80,5	82,0
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	258	267	268	273	278	61,9	64,5	65,3	66,2	67,9
Industrie textile	230	236	239	246	251	59,3	60,7	61,6	63,3	64,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	281	291	294	301	306	70,0	71,7	71,8	73,7	75,2
Industrie du bois	247	255	258	261	262	54,3	56,5	56,7	58,1	59,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	206	213	215	219	222	48,4	49,4	50,4	51,3	52,5
Industrie du papier, imprimerie et édition .	290	300	302	311	317	63,9	66,0	67,1	68,9	70,4
Raffineries de pétrole	435	425	446	460	486	99,6	100,8	102,6	107,9	107,0
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	80,3	82,9	84,9	85,7	88,1

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1984 4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1985 Décembre	198,5	116,6	114,2	89,1	92,4	135,9	118,4	117,8	128,4	106,6	246,4	127,0	257,7
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	*177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	*211,5	133,1	*218,9
Mars	*174,5	121,3	119,1	85,2	87,1	149,4	123,0	127,1	128,8	106,7	*205,5	135,7	*212,2
Avril	*148,6	120,0	115,7	81,9	86,5	144,9	123,3	128,3	128,7	105,3	*165,2	132,7	*168,3
Mai	*130,6	118,6	112,4	86,0	86,3	136,2	123,4	131,2	125,8	103,3	*137,6	133,6	*138,0
Juin	*129,0	114,2	103,1	79,2	85,9	122,6	122,6	131,6	124,8	100,1	*137,6	133,3	*138,0
Juillet	*115,1	111,7	100,3	72,4	84,6	121,4	120,4	130,0	121,1	99,0	*117,1	136,7	*115,2
Août	*125,1	111,8	99,0	64,1	80,5	125,1	121,6	131,2	120,5	102,6	*132,8	138,1	*132,3
Septembre	*133,4	115,5	104,3	63,6	78,5	136,2	124,0	133,9	124,1	102,4	*143,8	139,2	*144,3
Octobre	*129,7	114,9	101,2	65,4	81,9	128,0	125,4	137,4	122,1	103,8	*138,3	140,9	*138,0
Novembre	*129,1	113,7	98,9	66,4	86,2	121,5	125,0	137,6	120,9	103,3	*138,2	139,9	*138,0
Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Vége- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1984 3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre ..	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre ..	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
1985 Novembre	156,2	154,5	151,8	156,8	156,6	165,8	160,9	148,4	154,7	166,6	181,9	136,2	157,4	173,6	162,0
Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5
Février	152,3	147,3	147,6	147,0	153,5	160,4	157,5	146,8	153,1	157,3	172,4	135,3	151,1	174,8	162,5
Mars	151,2	145,3	147,7	143,1	152,6	159,8	156,2	146,0	152,1	156,4	168,9	135,0	151,3	174,3	162,5
Avril	149,5	141,9	142,7	140,9	151,5	157,0	155,7	145,4	152,3	151,0	165,8	134,8	148,8	174,8	163,1
Mai	149,1	141,7	141,3	142,0	151,0	160,0	153,7	144,0	151,4	151,4	160,7	134,9	151,1	172,1	163,1
Juin	148,9	141,9	144,5	139,4	150,6	159,0	153,3	143,9	151,0	150,7	161,6	135,7	147,8	170,3	163,1
Juillet	148,3	142,8	143,7	142,0	149,7	159,0	151,5	143,0	151,0	147,1	156,6	134,7	148,8	170,3	163,1
Août	147,0	142,8	144,2	141,5	148,1	154,1	150,6	142,8	150,6	141,0	156,6	134,3	143,5	168,9	163,0
Septembre	146,3	138,2	144,7	132,4	148,4	154,7	150,8	143,0	150,7	142,3	157,5	134,7	144,9	169,7	163,0
Octobre	146,6	137,3	141,1	133,8	149,0	157,6	150,5	142,8	150,5	145,5	157,3	134,2	148,1	169,6	163,0
Novembre	147,1	137,8	143,0	133,1	149,4	158,5	150,8	143,2	150,6	146,6	158,0	134,3	149,3	170,1	163,0

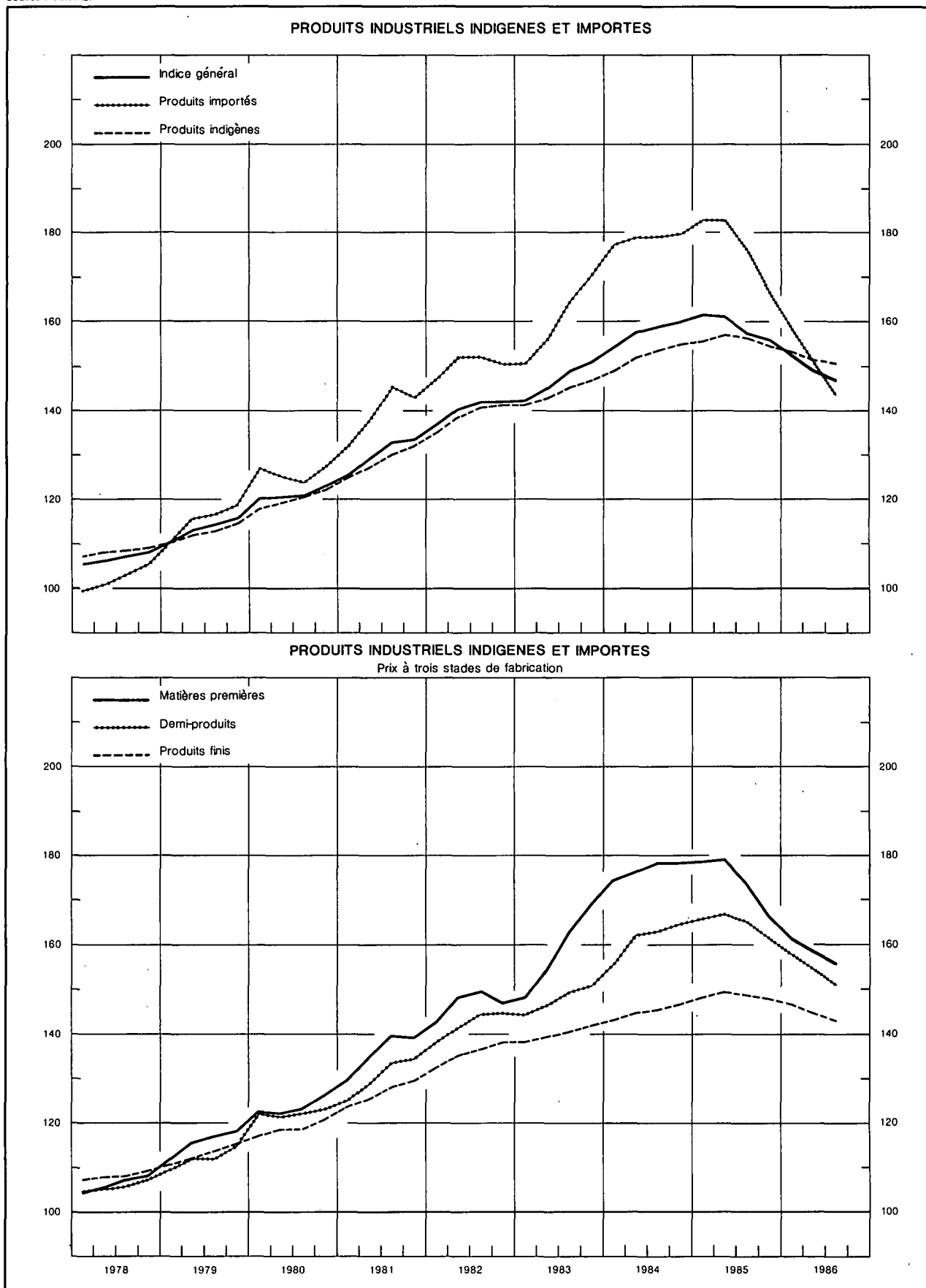
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

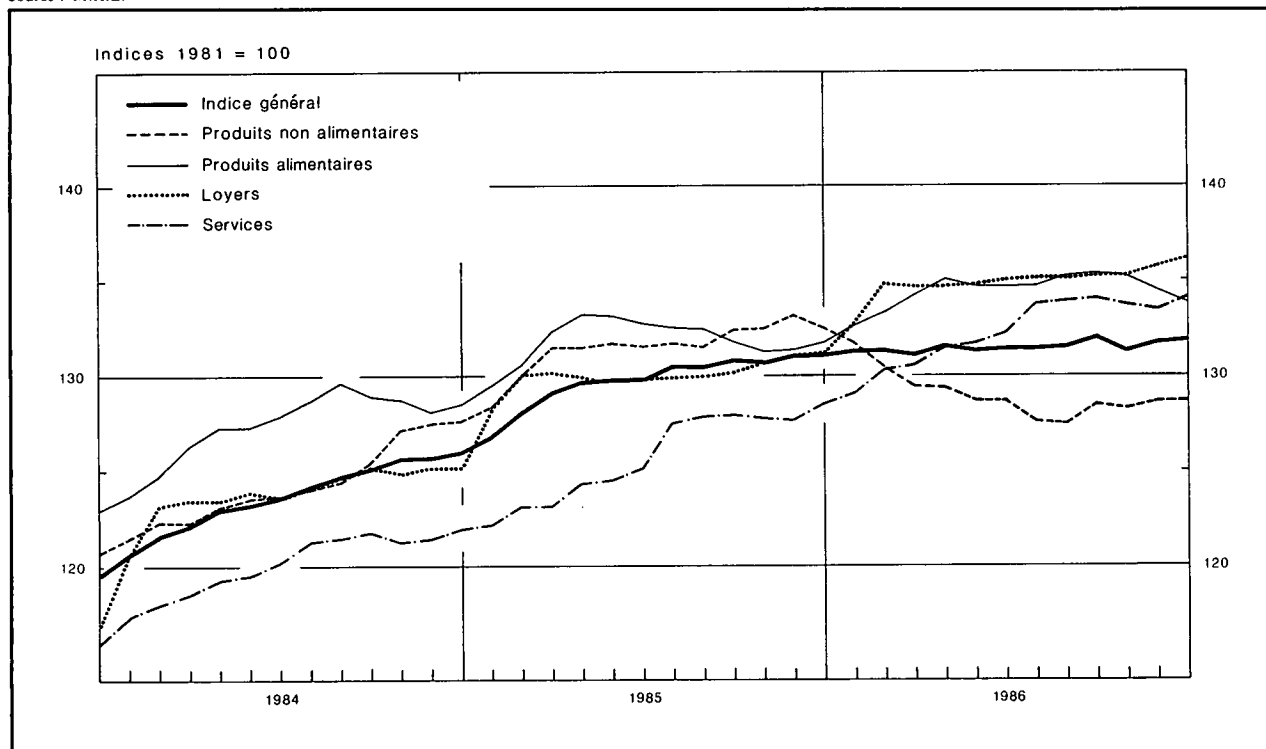
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1985 3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
2 ^e trimestre	131,44	134,79	128,96	131,78	134,85
3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1985 Décembre	131,11	131,77	132,51	128,47	131,26
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86
Mars	131,17	134,23	129,48	130,54	134,72
Avril	131,58	135,02	129,41	131,44	134,70
Mai	131,28	134,70	128,74	131,66	134,80
Juin	131,45	134,65	128,72	132,24	135,05
Juillet	131,44	134,68	127,64	133,79	135,14
Août	131,56	135,20	127,51	133,98	135,18
Septembre	132,02	135,32	128,49	134,01	135,26
Octobre	131,87	135,20	128,37	133,77	135,23
Novembre	131,77	134,41	128,69	133,44	135,73
Décembre	131,88	133,84	128,70	134,17	136,16

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

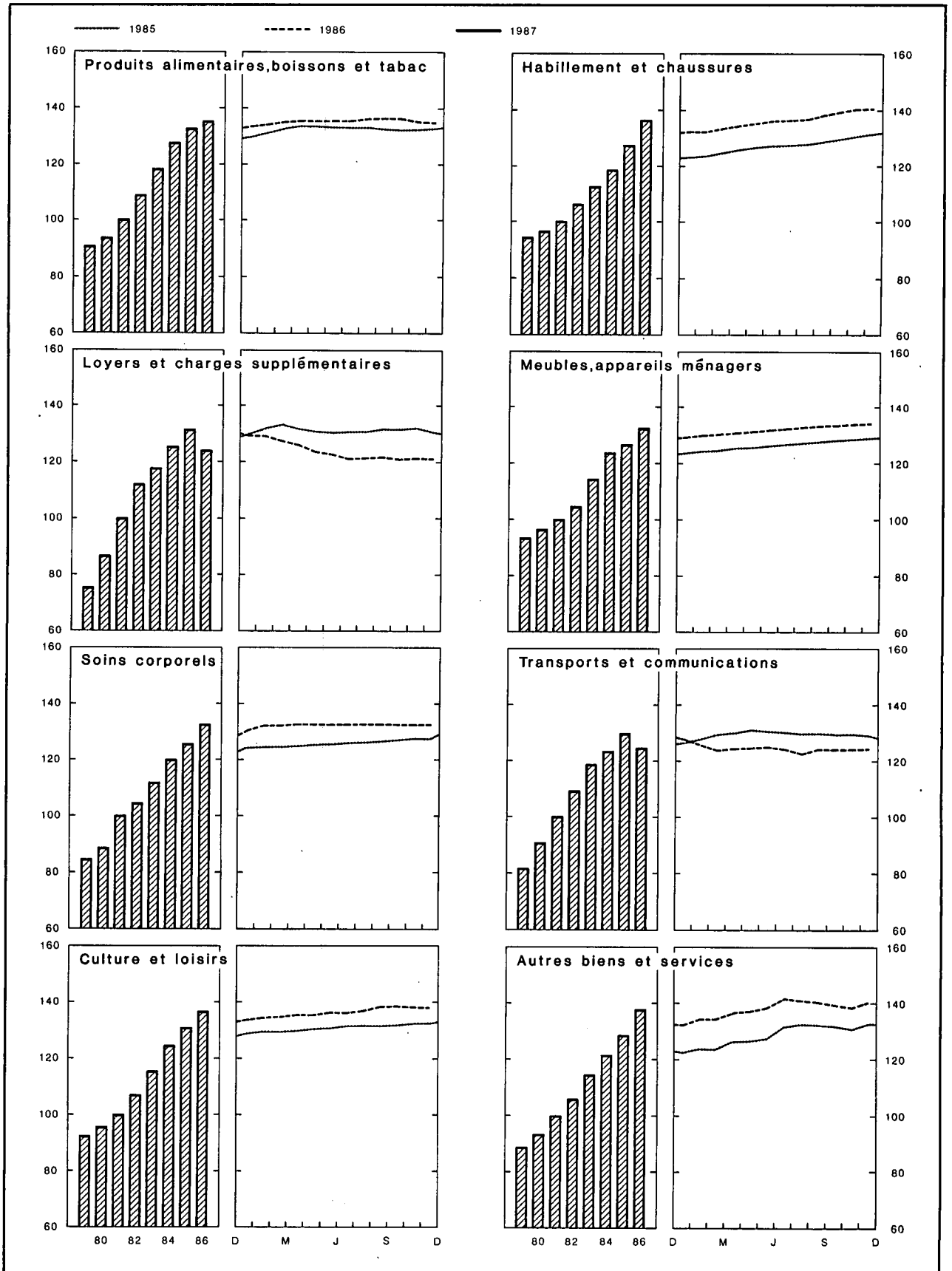
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1985 2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1985 Décembre	131,11	132,78	131,75	130,41	129,05	127,50	129,32	132,64	132,65
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47
Mars	131,17	135,17	133,46	127,53	130,55	132,28	123,97	134,96	134,64
Avril	131,58	135,94	134,54	126,02	131,00	132,45	124,41	135,79	136,72
Mai	131,28	135,69	135,39	123,91	131,56	132,57	124,55	135,53	137,15
Juin	131,45	135,74	136,05	122,90	132,00	132,63	124,94	136,21	138,30
Juillet	131,44	135,79	136,24	121,26	132,47	132,58	124,16	136,31	141,33
Août	131,56	136,29	136,72	121,64	132,95	132,58	122,90	137,25	141,01
Septembre	132,02	136,42	138,16	121,95	133,28	132,76	124,19	138,38	140,32
Octobre	131,87	136,32	139,41	121,06	133,72	132,86	124,14	138,53	139,45
Novembre	131,77	135,57	140,45	121,46	134,09	132,89	124,19	138,26	138,50
Décembre	131,88	135,03	140,85	121,27	134,34	132,98	124,43	138,08	140,13

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854 ; habillement et chaussures à

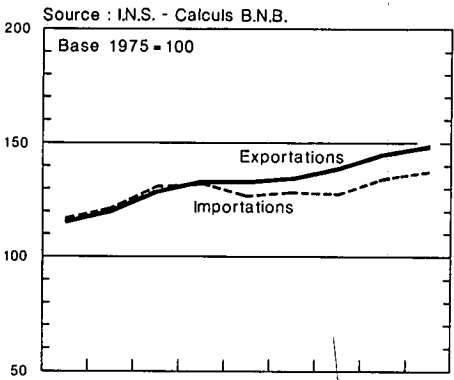
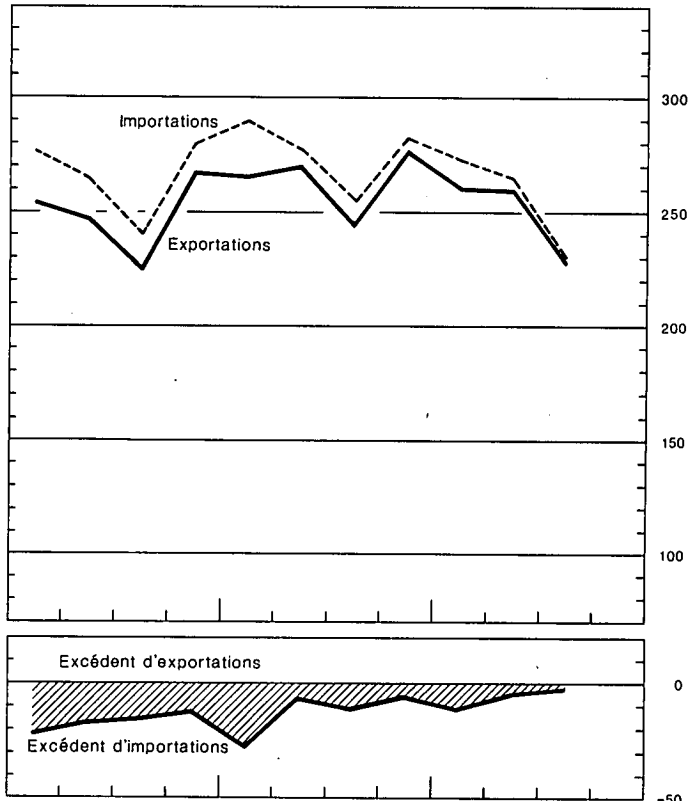
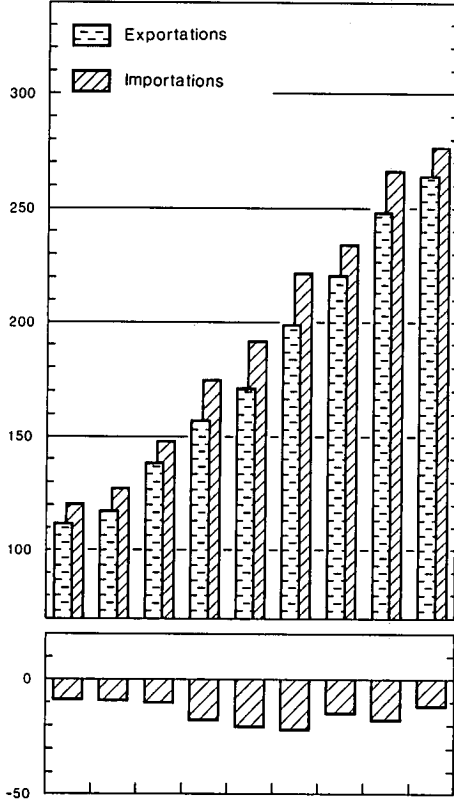
1,38578 ; loyers et charges supplémentaires à 1,90506 ; meubles, appareils ménagers à 1,30977 ; soins corporels à 1,55434 ; transports et communications à 1,66447 ; culture et loisirs à 1,36607 ; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

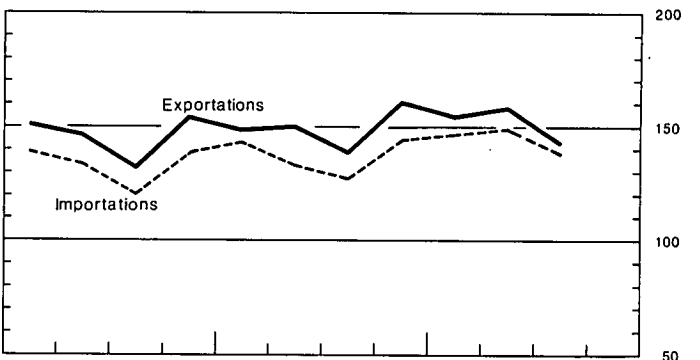
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

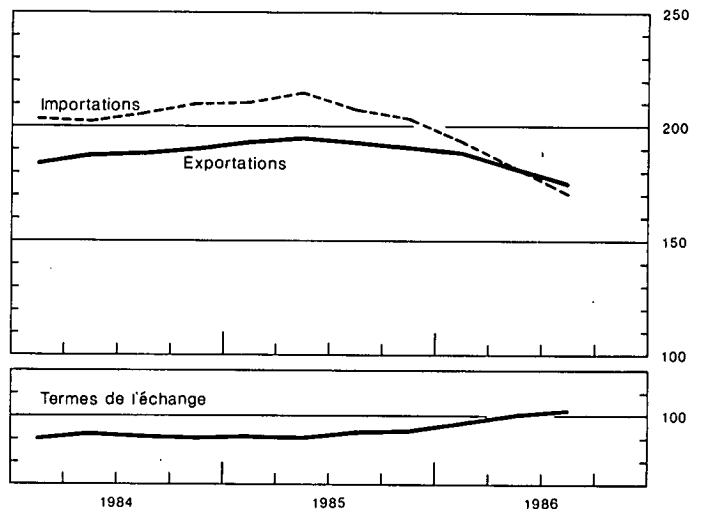
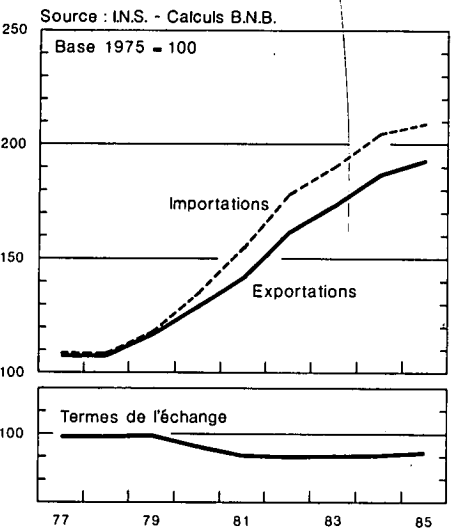
Source : I.N.S.



INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1984 3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	261,9	- 11,2	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,2	261,4	- 3,8	99	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	230,5	228,2	- 2,3	100	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
1985 10 premiers mois	277,9	263,9	- 14,0	95					
11 premiers mois	277,4	263,6	- 13,8	95					
12 mois	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986 1 ^{er} mois	281,5	258,3	- 23,2	92					
2 premiers mois	275,2	260,3	- 14,9	95					
3 premiers mois	273,1	261,9	- 11,2	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
4 premiers mois	276,4	270,2	- 6,2	98					
5 premiers mois	269,7	263,1	- 6,6	98					
6 premiers mois	269,2	261,6	- 7,6	97	148,3	156,7	187,4	184,7	98,6
7 premiers mois	263,8	263,5	- 0,3	100					
8 premiers mois	255,9	251,0	- 4,9	98					
9 premiers mois	256,3	250,5	- 5,8	98	145,0	152,1	181,9	181,5	99,8
10 premiers mois	257,2	257,1	- 0,1	100					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1984 3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
1985 10 premiers mois	72,06	18,86	19,80	44,54	12,13	14,13	16,35	15,44	11,84	5,82	4,27	2,87	1,27	3,47	0,96	0,71	1,02	1,35	0,74	0,38	15,39	263,40
11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10
12 mois	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986 1 ^{er} mois	71,64	19,45	18,65	44,41	9,71	13,33	14,14	14,16	11,08	6,07	3,88	2,78	1,24	3,61	0,85	0,52	1,07	1,21	0,68	0,33	18,45	257,27
2 premiers mois	73,32	18,51	19,83	44,12	9,77	13,89	14,52	14,75	10,88	5,98	4,19	2,82	1,16	3,51	0,82	0,50	1,00	1,22	0,67	0,27	17,37	259,10
3 premiers mois	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
4 premiers mois	78,61	19,26	20,36	45,17	10,77	14,59	14,63	13,61	11,15	6,09	4,49	2,97	1,19	3,48	0,90	0,64	1,03	1,19	0,74	0,31	18,12	269,30
5 premiers mois	77,07	18,29	19,83	44,23	10,26	14,56	14,13	12,98	10,91	5,98	4,45	2,92	1,15	3,46	0,90	0,69	1,08	1,02	0,75	0,36	17,29	262,31
6 premiers mois	77,50	18,47	19,48	43,73	9,95	14,32	14,66	12,78	10,88	5,91	4,42	2,90	1,15	3,32	0,91	0,71	1,00	1,07	0,74	0,36	16,74	268,00
7 premiers mois	77,71	18,25	19,72	44,12	10,04	14,44	15,38	12,61	11,12	5,94	4,42	2,94	1,14	3,45	0,94	0,72	0,97	1,05	0,76	0,36	16,84	262,92
8 premiers mois	74,21	17,34	18,62	42,32	9,47	14,03	14,21	11,95	10,82	5,74	4,19	2,85	1,08	3,23	0,92	0,72	0,95	1,00	0,74	0,35	16,04	250,78
9 premiers mois	74,60	17,38	18,63	41,92	9,33	14,07	14,89	11,44	10,70	5,78	4,26	2,85	1,09	3,15	0,93	0,75	0,95	0,99	0,74	0,36	15,59	250,40
10 premiers mois	76,78	17,54	19,47	43,00	9,63	14,38	15,15	11,50	11,10	5,97	4,42	2,99	1,11	3,31	0,97	0,79	0,97	1,02	0,76	0,38	15,82	257,06

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				dura- bles		
													combustibles		pro- duits chimiques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					pro- duits ani- maux						pro- duits végé- taux
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1984 3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1984		1985				1986		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9
Biens de consommation	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4
Biens d'équipement	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0
Ensemble ...	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3
Fabrications métalliques	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5
Métaux non ferreux	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3
Textiles	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4
Produits chimiques	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0
Industrie houillère	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0
Industrie pétrolière	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0
Verres et glaces	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5
Produits agricoles	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9
Ciments	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0
Carrières	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5
Céramiques	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6
Bois et meubles	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3
Papier et livres	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9
Tabacs manufacturés	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7
Caoutchouc	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9
Industries alimentaires	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7
Divers	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9
Ensemble ...	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																	
Ensemble ...	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1984		1985				1986		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9
Biens de consommation	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5
Biens d'équipement	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1
Ensemble ...	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3
Fabrications métalliques	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0
Métaux non ferreux	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9
Textiles	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1
Produits chimiques	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5
Industrie houillère	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0
Industrie pétrolière	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8
Verres et glaces	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9
Produits agricoles	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5
Ciments	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0
Carrières	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1
Céramiques	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5
Bois et meubles	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5
Papier et livres	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6
Tabacs manufacturés	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8
Caoutchouc	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9
Industries alimentaires	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1
Divers	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7
Ensemble ...	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1984 3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	- 19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,7	- 11,4	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	- 18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,3	51,2	+ 7,9	50,5	36,8	- 13,7
3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	- 11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	- 10,9	44,7	55,6	+ 10,9	51,5	40,6	- 10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,3	49,9	- 11,4	42,5	54,0	+ 11,5	50,6	39,0	- 11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,2	- 6,2	41,5	52,7	+ 11,2	46,3	39,9	- 6,4
3 ^e trimestre	53,7	45,9	- 7,8	36,2	44,2	+ 8,0	41,3	34,9	- 6,4
1985 10 premiers mois	58,0	49,4	- 8,6	41,5	49,5	+ 8,0	51,7	37,6	- 14,1
1986 10 premiers mois	59,5	50,9	- 8,6	40,7	51,3	+ 10,6	45,7	38,5	- 7,2
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1984 3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,8	180,5	- 15,3
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	195,9	191,3	- 4,6
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	21,8	22,2	+ 0,4	188,0	193,7	+ 5,7
3 ^e trimestre	10,9	11,9	+ 1,0	19,5	20,7	+ 1,2	167,9	166,0	- 1,9
1985 10 premiers mois	9,9	14,2	+ 4,3	24,6	25,9	+ 1,3	189,1	181,9	- 7,2
1986 10 premiers mois	11,0	14,7	+ 3,7	21,6	22,6	+ 1,0	185,6	187,5	+ 1,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, depuis 1981, Grèce et depuis 1986, Espagne et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1984 3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,6	13,4	- 1,2	8,5	2,4	- 6,1	6,8	6,1	- 0,7
3 ^e trimestre	10,4	12,1	+ 1,7	6,9	2,3	- 4,6	4,2	5,0	+ 0,8
1985 10 premiers mois	15,7	16,8	+ 1,1	5,9	2,2	- 3,7	8,8	8,6	- 0,2
1986 10 premiers mois	13,1	13,7	+ 0,6	7,2	2,4	- 4,8	6,8	6,2	- 0,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1984 3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,3	233,1	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	7,9	6,9	- 1,0
3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,3	230,6	- 9,7	25,3	22,5	- 2,8	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	234,6	234,1	- 0,5	23,3	19,6	- 3,7	6,4	5,5	- 0,9
3 ^e trimestre	204,0	203,4	- 0,6	19,4	18,9	- 0,5	6,7	4,4	- 2,3
1985 10 premiers mois	238,7	228,3	- 10,4	28,7	26,6	- 2,1	9,2	6,7	- 2,5
1986 10 premiers mois	227,7	228,1	+ 0,4	22,4	21,3	- 1,1	6,5	5,5	- 1,0

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	* 1985		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	2.867,3	2.915,1	- 47,8
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	108,1	52,0	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	12,8	—	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	164,6	138,4	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	76,1	81,2	- 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	98,7	121,7	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	1.209,6	1.217,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	78,8	16,8	+ 62,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	25,4	20,5	+ 4,9
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	251,5	269,6	- 18,1
Total 1	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	4.892,9	4.832,8	+ 60,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	36,5	43,9	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	50,2	80,8	- 30,6
Total 2	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	86,7	124,7	- 38,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	4.979,6	4.957,5	+ 22,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	191,5	169,8	+ 21,7
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	0,3	5,6	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	7,8	10,7	- 2,9
Total 3	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	199,6	186,1	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	—	6,0	- 6,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	13,0	17,6	- 4,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	2,5	15,3	- 12,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	—	122,1	- 122,1
4.2312 Investissements directs ..	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	20,8	34,5	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	4,5	—	+ 4,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	20,5	—	+ 20,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	73,7	16,8	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	—	7,7	- 7,7
Total 4	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	145,8	227,8	- 82,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 11,1	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	—	9,9	- 9,9
Total 1 à 5	- 115,5	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	5.325,0	5.381,3	- 56,3
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	—	—	- 10,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	—	—	- 7,0
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	—	—	- 29,2
6.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	—	—	- 6,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	—	—	+ 0,1
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	—	—	+ 4,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	—	—	- 8,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques »

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1983		1984				* 1985			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 22,0	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 0,3	- 1,8	- 9,2	- 37,1	
1.12 Travail à façon	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	
1.3 Autres frais de transport	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	
1.4 Déplacements à l'étranger	- 1,2	- 3,8	- 3,5	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 2,5	- 4,5	- 11,3	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,8	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	
1.72 Autres	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,2	
Total 1	+ 11,8	- 6,5	+ 31,9	+ 1,7	+ 21,2	+ 16,6	+ 19,1	+ 19,1	+ 5,3	
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	
2.2 Transferts publics	- 15,5	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,5	- 7,0	- 4,6	- 9,5	
Total 2	- 17,2	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,1	- 9,1	- 6,8	- 12,0	
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 5,4	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 6,5	+ 10,0	+ 12,3	- 6,7	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 2,4	+ 56,7	+ 33,8	+ 12,1	- 14,5	+ 21,0	- 28,1	- 2,1	+ 30,9	
3.12 Avoirs	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 1,5	- 1,4	
Total 3	0,0	+ 55,9	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 25,5	
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ²	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 8,9	- 20,3	+ 6,0	+ 17,2	
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7	- 3,1	- 4,9	
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,6	+ 5,6	- 0,8	- 3,0	
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 26,4	- 35,5	- 27,5	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	
4.2312 Investissements directs ..	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	
4.2313 Immeubles	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	
4.2314 Autres	- 2,3	- 3,3	+ 3,1	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 11,4	
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	
4.2323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	
4.2324 Autres	+ 3,9	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 8,0	
Total 4	- 1,1	- 23,1	- 63,1	+ 0,6	+ 0,6	- 16,1	- 10,7	- 61,5	+ 6,3	
5. Erreurs et omissions	+ 5,0	- 17,1	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,9	- 6,3	+ 14,2	- 14,9	
Total 1 à 5	- 1,5	- 5,2	- 15,0	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 10,2	
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ²	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	
6.2122 Monnaies étrangères	+ 8,5	+ 21,3	- 36,1	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	
6.222 Autres	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1985			1985		
	* 2 ^e trimestre			* 3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	711,2	716,1	- 4,9	653,1	661,8	- 8,7
1.12 Travail à façon	28,3	14,8	+ 13,5	24,6	12,6	+ 12,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,7	—	+ 0,7	8,8	—	+ 8,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	41,7	36,1	+ 5,6	41,7	34,1	+ 7,6
1.3 Autres frais de transport	20,5	21,0	- 0,5	19,6	21,4	- 1,8
1.4 Déplacements à l'étranger	27,7	30,2	- 2,5	30,8	46,4	- 15,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	311,1	318,3	- 7,2	283,4	280,1	+ 3,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,7	3,8	+ 14,9	18,5	5,0	+ 13,5
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,3	5,0	+ 1,3	6,3	4,8	+ 1,5
1.72 Autres	58,9	66,3	- 7,4	63,7	66,7	- 3,0
Total 1	1.225,1	1.211,6	+ 13,5	1.150,5	1.132,9	+ 17,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,4	11,5	- 2,1	8,2	10,4	- 2,2
2.2 Transferts publics	12,9	20,3	- 7,4	10,9	15,8	- 4,9
Total 2	22,3	31,8	- 9,5	19,1	26,2	- 7,1
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.247,4	1.243,4	+ 4,0	1.169,6	1.159,1	+ 10,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	14,7	42,8	- 28,1	25,3	27,4	- 2,1
3.12 Avoirs	0,0	0,8	- 0,8	0,0	0,5	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics	1,7	1,6	+ 0,1	3,4	4,9	- 1,5
Total 3	16,4	45,2	- 28,8	28,7	32,8	- 4,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	17,2	- 17,2	5,5	—	+ 5,5
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	7,2	4,5	+ 2,7	11,2	14,3	- 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	7,6	2,3	+ 5,3	0,5	1,6	- 1,1
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	—	37,0	- 37,0	—	27,5	- 27,5
4.2312 Investissements directs ..	13,7	12,0	+ 1,7	6,3	18,0	- 11,7
4.2313 Immeubles	1,0	1,3	- 0,3	0,9	1,3	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	—	3,6	- 3,6	4,9	—	+ 4,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	7,1	—	+ 7,1	1,7	—	+ 1,7
4.2322 Investissements directs ..	12,6	3,3	+ 9,3	8,8	3,0	+ 5,8
4.2323 Immeubles	1,5	0,5	+ 1,0	2,3	0,7	+ 1,6
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	22,4	—	+ 22,4	—	25,1	- 25,1
Total 4	73,1	81,7	- 8,6	42,1	91,5	- 49,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,0	—	+ 1,0	10,0	—	+ 10,0
Total 1 à 5	1.337,9	1.370,3	- 32,4	1.250,4	1.283,4	- 33,0
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 9,1	—	—	- 0,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,1	—	—	- 3,5
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 39,2	—	—	+ 25,7
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 1,3	—	—	- 24,1
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	0,0	—	—	+ 1,4
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 4,0	—	—	- 5,8
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	—	—	+ 10,5	—	—	- 26,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1984	* 1985	1984	* 1985				* 1986		
	Année		4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 72,8	- 49,0	- 20,1	- 6,8	- 24,3	- 3,7	- 14,2	- 11,6	+ 2,2	+ 34,5
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 56,1	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 19,0	+ 26,3	+ 15,4
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 25,5	+ 12,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,8	+ 2,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,3	+ 7,8
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	+ 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,6	- 4,2
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 5,1	- 5,5	- 18,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,5	- 7,9	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 2,7	+ 4,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 62,0	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,6
1.72 Autres	- 19,4	- 18,1	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,2	- 3,4	- 1,3	- 2,9
Total 1	+ 49,4	+ 58,9	+ 37,8	+ 9,5	- 3,4	+ 24,6	+ 28,2	+ 31,9	+ 45,6	+ 59,8
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,1	0,0
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 30,6	- 10,2	- 9,5	- 7,0	- 4,6	- 9,5	- 9,0	- 7,3	- 11,0
Total 2	- 50,9	- 38,0	- 11,0	- 10,1	- 9,1	- 6,8	- 12,0	- 11,1	- 8,4	- 11,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 1,5	+ 20,9	+ 26,8	- 0,6	- 12,5	+ 17,8	+ 16,2	+ 20,8	+ 37,2	+ 48,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 88,1	+ 21,7	- 14,5	+ 21,0	- 28,1	- 2,1	+ 30,9	+ 41,6	- 17,8	+ 10,6
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,7	- 2,9	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,6
Total 3	+ 83,1	+ 13,5	- 15,4	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 25,5	+ 40,3	- 19,9	+ 8,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 3,0	- 4,8	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7	- 2,5	- 2,1	- 0,2
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,0	- 4,6	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7	- 3,1	- 4,9	- 2,9	- 1,7	+ 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,9	- 12,8	- 2,3	- 14,6	+ 5,6	- 0,8	- 3,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 110,5	- 122,1	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7
4.2312 Investissements directs ..	- 16,3	- 13,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 1,8
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,9	+ 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6
4.2314 Autres	- 5,8	+ 4,5	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 11,4	- 9,9	- 6,4	- 2,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	- 1,2	+ 20,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 20,8	+ 56,9	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2
4.2324 Autres	+ 18,8	- 7,7	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 8,0	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6
Total 4	- 86,1	- 80,8	- 16,0	- 9,0	+ 11,8	- 67,0	- 16,6	- 40,5	- 83,2	- 48,1
5. Erreurs et omissions	- 9,5	- 9,9	+ 7,5	- 2,9	- 6,3	+ 14,2	- 14,9	- 2,5	+ 0,7	+ 8,6
Total 1 à 5	- 14,0	- 56,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 10,2	+ 18,1	- 65,2	+ 17,5
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,9	- 10,1	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 20,8	- 7,0	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,4
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 33,4	- 29,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8
6.2122 Monnaies étrangères	- 48,1	- 6,6	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 18,6	- 29,6	+ 45,7
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 2,7	+ 0,1	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2
6.222 Autres	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 18,9	+ 4,9	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 67,2	- 8,4	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ¹

(milliards de francs)

	1982	1983	1984	* 1985	* 1986			
					4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-110,2	- 22,1	- 2,6	+ 22,1	- 6,7	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-112,8	- 42,6	- 1,5	+ 20,9	+ 16,2	+ 20,8	+ 37,2	+ 48,8
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 25,5	+ 40,3	- 19,9	+ 8,2
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 27,0	+ 1,3	+ 58,1	- 55,2	- 11,5
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,9	0,0	- 27,1	+ 27,1
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	- 4,0	+ 5,5	+ 4,6	+ 6,3
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,6	- 20,5	+ 1,1	- 1,2	+ 22,9	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 5,7	- 2,5	- 2,1	- 0,2
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 2,9	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 10,9	- 38,0	- 81,1	- 47,9
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 8,8	- 74,2	- 280,0	- 16,7	+ 31,0	- 36,3	- 123,1	- 70,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 111,7	- 201,0	+ 169,0	- 29,1
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	- 25,7	+ 93,6	+ 279,2	+ 27,1	- 2,8	+ 41,0	+ 164,7	+ 64,7
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 133,3	+ 233,0	- 162,8	+ 25,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 29,2	- 3,4	- 39,8	+ 58,9	- 2,8
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	- 26,5	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 25,9	- 73,0	+ 64,6	- 4,9
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	-115,2	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 33,4	- 46,0	+ 44,3	- 22,7
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 30,1	- 17,6	- 31,5	- 2,3	+ 4,3	+ 41,0	- 70,8	+ 8,5
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 9,9	- 14,9	- 2,5	+ 0,7	+ 8,6
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	+ 0,8	+ 1,8	- 1,1	- 6,0
Total 1 à 7⁴ ...	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 5,6	+ 2,4	+ 0,8	+ 2,4
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	- 2,3	+ 2,3	- 0,4	- 4,6
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 3,2	- 2,3	+ 27,8	- 20,4
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,9	0,0	- 27,1	+ 27,1
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	- 1,2	+ 2,4	+ 0,5	+ 0,3
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1 bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paielements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1984 6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1984 6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXI^e année, tome II, n° 3, septembre 1986 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1984 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986 Année	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
du 1-1 au 3-4	48,12	20,46	25,64	6,66	69,29	3,00	34,26	18,13	6,49	24,31	32,58	5,56	291,27	6,56	9,13	31,47	0,87	62,01	44,35
du 7-4 au 1-8	45,33	20,46	27,26	6,40	68,41	2,98	32,79	18,16	6,33	24,82	32,12	5,51	291,16	6,11	8,86	30,37	0,81	61,90	43,89
du 4-8 au 31-12 ..	41,99	20,75	26,61	6,34	60,83	3,00	30,30	18,38	6,07	25,30	31,26	5,50	295,00	5,66	8,55	28,51	0,66	56,80	43,37

¹ Pour les périodes composant les années 1978 à 1985, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu
1984 4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1985 Décembre	51,26	20,39	25,30	6,67	74,13	2,99	36,76	18,11	6,68	24,37	32,88	5,62	290,27	6,70	9,35	31,97	0,94	62,78	44,74
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	291,25	6,56	9,10	31,32	0,87	61,93	44,27
Mars	46,36	20,48	25,98	6,66	67,96	3,01	33,05	18,14	6,41	24,32	32,54	5,54	291,81	6,50	9,05	31,13	0,84	61,90	44,25
Avril	46,28	20,39	26,47	6,43	69,33	2,98	33,37	18,09	6,40	24,37	32,20	5,53	290,44	6,48	9,05	30,90	0,84	61,96	43,93
du 1 ^{er} au 3	48,27	20,44	26,96	6,65	70,77	3,01	34,67	18,14	6,53	24,53	32,61	5,54	291,42	6,61	9,19	31,62	0,86	61,86	44,43
du 7 au 30 ...	45,95	20,38	26,38	6,40	69,09	2,97	33,15	18,08	6,38	24,35	32,13	5,53	290,28	6,46	9,03	30,78	0,83	61,98	43,84
Mai	45,62	20,42	27,29	6,41	69,26	2,98	33,20	18,13	6,37	24,57	32,14	5,52	290,42	6,11	8,92	30,73	0,82	62,12	43,93
Juin	45,69	20,43	27,25	6,41	68,83	2,98	32,89	18,15	6,34	24,81	31,97	5,51	290,72	6,00	8,81	30,25	0,81	61,93	43,91
Juillet	44,34	20,58	27,94	6,40	66,95	3,00	32,13	18,27	6,28	25,39	32,23	5,50	292,74	5,94	8,75	29,89	0,77	61,65	43,88
Août	42,73	20,71	27,73	6,35	63,47	3,01	30,76	18,37	6,16	25,71	31,84	5,50	294,39	5,81	8,66	29,31	0,71	57,51	43,61
au 1 ^{er} août	43,12	20,71	28,11	6,37	64,33	3,01	31,24	18,38	6,20	25,92	32,00	5,48	294,60	5,84	8,67	29,55	0,75	61,21	43,74
du 4 au 29 ...	42,71	20,71	27,71	6,35	64,43	3,01	30,74	18,37	6,16	25,70	31,83	5,50	294,38	5,81	8,66	29,29	0,71	57,32	43,60
Septembre	42,26	20,72	27,33	6,33	62,23	3,00	30,48	18,35	6,12	25,59	31,55	5,48	294,54	5,76	8,61	28,85	0,69	56,91	43,45
Octobre	41,60	20,76	26,64	6,34	59,34	3,00	29,96	18,37	6,04	25,36	31,22	5,51	295,13	5,66	8,51	28,33	0,64	56,57	43,25
Novembre	42,04	20,78	25,82	6,35	59,82	3,00	30,35	18,39	6,04	24,96	30,92	5,51	295,27	5,58	8,49	28,16	0,64	56,62	43,32
Décembre	41,42	20,81	25,52	6,34	59,50	3,00	30,03	18,41	6,00	24,86	30,78	5,50	295,68	5,51	8,46	27,91	0,61	56,61	43,27

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

Moyennes journalières	Cours en francs belges
1979	37,86
1980	38,04
1981	43,71
1982	50,43
1983	54,64
1984	59,18
1985	60,12
1986	52,33
1984 4 ^e trimestre	61,25
1985 1 ^{er} trimestre	63,17
2 ^e trimestre	61,69
3 ^e trimestre	59,11
4 ^e trimestre	56,55
1986 1 ^{er} trimestre	54,05
2 ^e trimestre	53,23
3 ^e trimestre	51,85
4 ^e trimestre	50,27
1985 Décembre	55,86
1986 Janvier	54,84
Février	53,91
Mars	53,29
Avril	53,26
Mai	53,22
Juin	53,21
Juillet	52,72
Août	51,63
Septembre	51,16
Octobre	50,41
Novembre	50,47
Décembre	49,99

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
	Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
51,26	51,54	51,55	+ 0,97	+ 0,86
49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69
46,36	46,93	46,96	+ 2,95	+ 2,02
46,28	46,66	46,73	+ 1,71	+ 1,46
45,62	45,86	45,92	+ 0,82	+ 0,82
45,69	46,01	46,06	+ 0,15	+ 0,15
44,34	44,70	44,76	+ 0,48	+ 0,47
42,73	43,14	43,17	+ 1,19	+ 1,09
42,26	42,72	42,77	+ 1,36	+ 1,23
41,60	41,90	41,95	+ 1,50	+ 1,34
42,04	42,37	42,33	+ 1,37	+ 1,28
41,42	41,77	41,81	+ 1,48	+ 1,10

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 6 AVRIL 1986 au 1^{er} AOUT 1986**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,6761	2,40935	7,91896	2,13834	1496,21	6,96280	0,712956
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64191	18,5430	5,00730	3637,40	16,3046	1,66951
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,69	15,9419	1,63237
		5,39368	17,7270	4,78698	3226,31	15,5872	1,59605
100 florins Pays-Bas	1854,03		336,154	90,7700	65938,0	295,566	30,2645
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	29,5912
	1772,45		321,364	86,7800	58486,0	282,562	28,9329
100 couronnes danoises	564,100	31,1174		27,6172	20061,6	89,9263	9,20800
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,00315
	539,300	29,7482		26,4021	17794,4	85,9696	8,80286
100 marks allemands	2088,99	115,235	378,758		74294,7	333,026	34,1002
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,5	325,617	33,3416
	1997,08	110,168	362,093		65898,2	318,373	32,5998
100 liras italiennes	3,09952	0,170982	0,561977	0,151749		0,494121	0,0505956
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0476508
	2,74923	0,151658	0,498465	0,134599		0,438278	0,0448775
100 francs français	641,550	35,3905	116,320	31,4097	22816,6		10,4725
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	10,2395
	613,323	33,8334	111,202	30,0277	20238,0		10,0117
100 punts irlandais	6265,45	345,627	1135,99	306,750	222829,0	998,831	
	6126,06	337,938	1110,72	299,926	209860,0	976,610	—
	5989,77	330,420	1086,01	293,254	197646,0	954,883	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 4 AOUT 1986**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200 5,51640 5,39350	18,5430 18,1312 17,7270	5,00700 4,89590 4,78700	3637,40 3425,70 3226,30	16,3045 15,9419 15,5870	1,81470 1,77431 1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05 1812,78 1772,45	—	336,160 328,676 321,360	90,7700 88,7526 86,7800	65941,0 62100,2 58480,0	295,570 288,991 282,560	32,8940 32,1644 31,4465
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,1175 30,4251 29,7475	—	27,6150 27,0028 26,4000	20062,0 18894,0 17794,0	89,9250 87,9257 85,9700	10,0087 9,78604 9,56830
100 marks allemands	2089,00 2042,52 1997,20	115,235 112,673 110,168	378,760 370,332 362,090	—	74295,0 69970,6 65898,0	333,030 325,617 318,370	37,0644 36,2405 35,4358
100 liras italiennes	3,10000 2,91912 2,74900	0,171000 0,161030 0,151650	0,562000 0,529268 0,498500	0,151750 0,142917 0,134600	—	0,494100 0,465362 0,438300	0,0549952 0,0517943 0,0487799
100 francs français	641,550 627,278 613,350	35,3900 34,6032 33,8325	116,320 113,732 111,200	31,4100 30,7109 30,0300	22817,0 21488,6 20238,0	—	11,3830 11,1299 10,8825
100 punts irlandais	5764,20 5635,98 5510,60	318,000 310,903 304,000	1045,11 1021,86 999,130	282,200 275,934 269,800	205003,0 193071,0 181834,0	918,900 898,480 878,500	—

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1984 4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1985 Décembre	44,73	+ 1,85	+ 1,86	+ 1,80	+ 1,40	+ 2,04	+ 1,48	+ 62	- 26	- 25	- 32	- 15	- 40	- 8
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60
Mars	44,25	+ 2,04	+ 0,51	+ 2,24	+ 2,09	+ 1,94	+ 0,07	+ 69	- 27	+ 43	- 47	- 23	- 25	+ 61
Avril	43,94	+ 0,04	+ 0,19	+ 0,09	+ 1,83	+ 1,93	+ 1,00	+ 28	+ 28	+ 18	+ 34	- 25	- 72	- 18
Mai	43,93	+ 0,02	+ 0,05	- 0,06	+ 1,94	+ 2,15	+ 1,41	+ 30	+ 30	+ 26	+ 46	- 25	- 82	- 35
Juin	43,91	+ 0,10	- 0,02	+ 0,03	+ 1,98	+ 2,17	+ 1,08	+ 30	+ 26	+ 30	+ 40	- 26	- 82	- 20
Juillet	43,88	+ 0,78	- 0,22	+ 0,78	+ 2,71	+ 1,94	+ 0,60	+ 41	+ 3	+ 48	+ 4	- 37	- 59	+ 11
Août	43,61	+ 1,31	- 0,25	+ 1,37	+ 3,00	+ 1,24	+ 1,63	+ 51	- 13	+ 59	- 22	- 34	- 11	- 26
Septembre	43,45	+ 1,22	- 0,68	+ 1,42	+ 2,79	+ 0,85	+ 0,98	+ 41	- 19	+ 70	- 39	- 36	- 1	- 7
Octobre	43,25	+ 1,34	- 0,10	+ 1,64	+ 2,78	+ 1,11	+ 0,37	+ 50	- 15	+ 51	- 41	- 37	- 4	+ 29
Novembre	43,33	+ 1,46	- 0,13	+ 1,73	+ 2,85	+ 1,29	+ 0,47	+ 54	- 17	+ 56	- 41	- 36	- 10	+ 29
Décembre	43,29	+ 1,55	- 0,21	+ 1,82	+ 2,75	+ 1,00	+ 0,46	+ 54	- 21	+ 60	- 49	- 35	+ 7	+ 30

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 6 avril au 1^{er} août 1986					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	33,62	1,49
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	18,81	1,83
Livre sterling	0,0878	69,2923 ³	6,0839	13,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,36	5,44
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,63	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,81	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,77	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,2606	0,5336	1,22	2,22
Drachme grecque	1,15	0,321955 ³	0,3702	0,85	—
Total ...			43,6761	100,00	
depuis le 4 août 1986					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : *Statistiques financières internationales.*

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	*106,7	*102,5												
1984 4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	*107,8	*104,7												
1985 Décembre	100,1	97,1	92,2	127,2	129,8	177,2	70,0	79,2	44,8	120,1	67,8	150,7	83,2	84,6
1986 Janvier	101,2	98,1	93,6	125,4	131,5	177,9	70,6	75,8	44,1	121,2	67,6	150,8	83,7	84,6
Février	102,5	99,3	93,4	120,5	133,0	189,3	71,5	74,2	45,9	122,4	67,2	154,1	84,6	85,1
Mars	103,1	99,9	94,0	117,9	134,0	192,8	71,9	74,5	46,3	123,5	67,4	154,8	85,5	85,3
Avril	103,8	100,4	94,8	117,5	133,9	197,0	69,6	76,1	46,0	123,7	67,4	155,3	85,2	84,9
Mai	104,2	100,8	94,6	115,0	134,5	205,8	69,2	76,2	46,1	124,4	67,5	157,0	85,5	80,5
Juin	104,3	100,9	94,8	116,0	134,5	205,2	69,4	75,8	46,2	124,7	67,4	158,9	85,7	79,0
Juillet	104,9	101,4	95,0	113,1	136,1	214,8	69,6	74,0	46,7	126,4	67,4	163,6	86,4	78,8
Août	106,4	102,7	95,9	110,9	138,9	218,4	70,0	71,3	47,4	128,8	67,4	168,0	88,1	78,7
Septembre	107,1	103,3	96,4	110,5	140,0	216,7	70,1	70,4	47,6	129,4	67,3	168,2	88,3	78,7
Octobre	108,1	104,2	96,9	109,9	141,6	213,8	71,1	67,7	48,0	130,4	67,2	168,0	89,8	78,2
Novembre	*107,7	*104,0	97,0	111,5	141,9	206,0	71,1	68,4	48,0	130,3	67,2	165,6	89,7	77,1
Décembre	*108,3	*104,5												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 3 premiers mois	328,0	339,2	555,2	566,4	- 227,2	3,1	40,4	- 37,3	- 264,5
6 premiers mois	684,2	707,0	1.062,0	1.084,8	- 377,8	6,4	82,4	- 76,0	- 453,8
8 premiers mois	954,2	984,2	1.323,2	1.353,2	- 369,0	9,6	113,9	- 104,3	- 473,3
9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
10 premiers mois	1.183,8	1.221,1	1.580,0	1.617,3	- 396,2	12,0	140,9	- 128,9	- 525,1
11 premiers mois	1.267,7	1.308,8	1.671,4	1.712,5	- 403,7	13,1	159,5	- 146,4	- 550,1
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 1 ^{er} mois	126,4	130,5	221,1	225,2	- 94,7	1,3	15,7	- 14,4	- 109,1
2 premiers mois	224,8	233,1	379,5	387,8	- 154,7	2,1	31,8	- 29,7	- 184,4
3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
4 premiers mois	479,9	496,7	724,2	741,0	- 244,3	4,2	57,1	- 52,9	- 297,2
5 premiers mois	556,6	577,6	878,7	899,7	- 322,1	6,0	67,2	- 61,2	- 383,3
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
7 premiers mois	870,1	899,7	1.241,9	1.271,5	- 371,8	8,5	93,8	- 85,3	- 457,1
8 premiers mois	970,2	1.003,9	1.352,0	1.385,7	- 381,8	9,8	105,0	- 95,2	- 477,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers			En monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	Fonds des Rentes (8)	Autres ⁶ (9)	(10)	(11)	(12)			
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	-453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	-514,9	+328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+186,1
8 premiers mois	-473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	-547,0	+316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+230,8
9 premiers mois	-515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	-601,1	+427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+174,1
10 premiers mois	-525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	-613,6	+430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+183,2
11 premiers mois	-550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	-661,9	+445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+216,1
12 mois	-509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	-636,9	+492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+144,0
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	-100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+102,6
2 premiers mois	-184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	-196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+104,2
3 premiers mois	-284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	-293,1	+123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+113,7	.	+170,1
4 premiers mois	-297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	-297,4	+164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+100,9	.	+132,5
5 premiers mois	-383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	-396,2	+164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+231,6
6 premiers mois	-454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	-474,5	+163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+311,3
7 premiers mois	-457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	-496,9	+171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+325,7
8 premiers mois	-477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	-519,5	+150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé (colonnes (2) et (3) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paratataiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

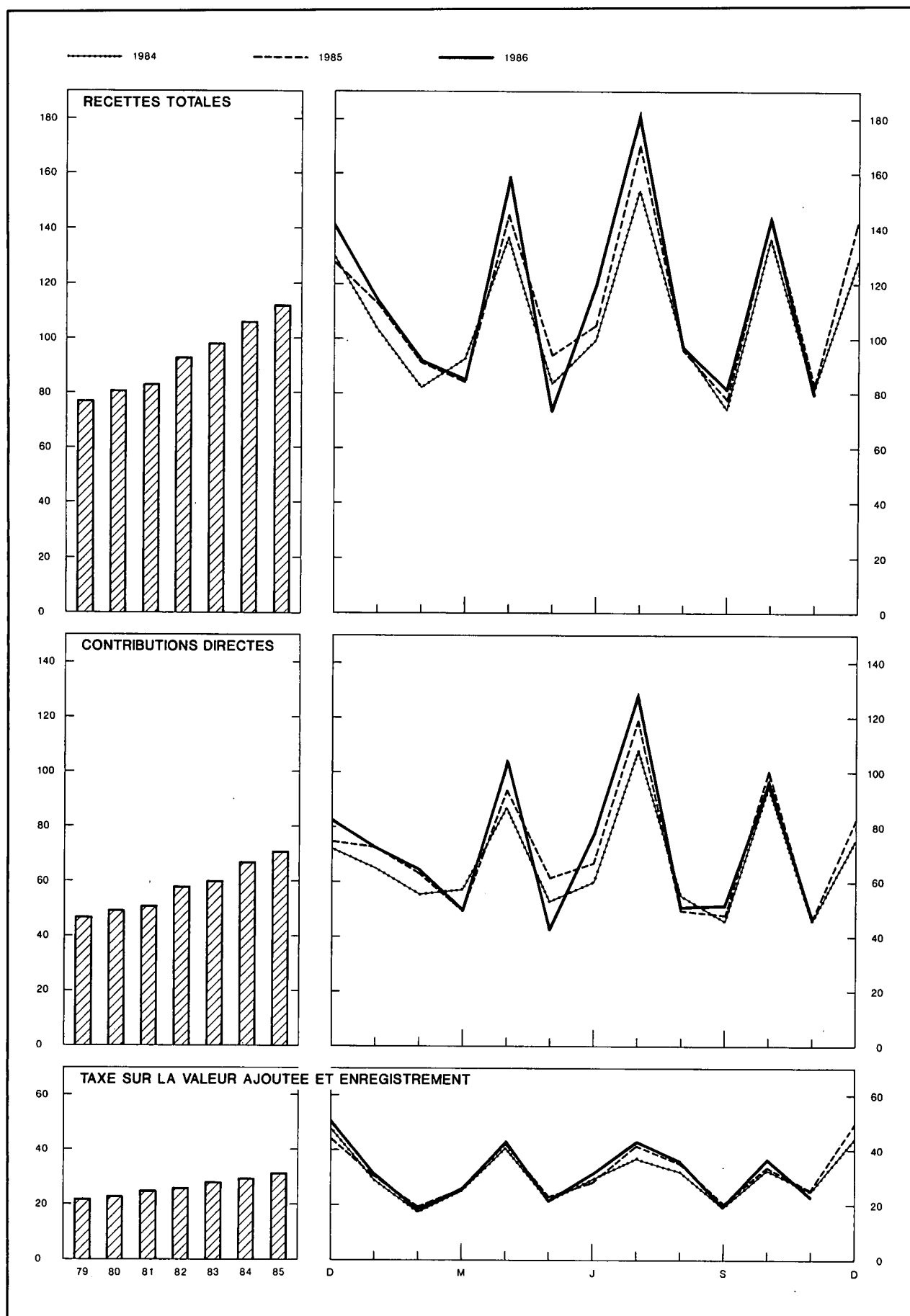
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3) + (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (1) + (8) + (9)	(11) = (6) + (10)
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1984 3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
1985 Novembre	45,9	0,4	9,9	25,9	81,7	1,0	82,7	11,8	27,8	85,5	86,5
Décembre	82,7	30,9	7,8	49,8	140,3	1,1	141,4	9,6	51,9	144,2	145,3
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9
Février	64,4	0,1	8,7	18,3	91,4	0,9	92,3	10,4	20,7	95,5	96,4
Mars	49,9	1,5	8,5	26,0	84,4	0,9	85,3	10,4	28,4	88,7	89,6
Avril	104,8	50,2	9,7	43,3	157,8	1,1	158,9	11,6	45,7	162,1	163,2
Mai	43,0	0,4	8,6	21,5	73,1	0,8	73,9	10,4	23,9	77,3	78,1
Juin	77,6	1,3	10,0	31,3	118,9	1,0	119,9	12,0	33,7	123,3	124,3
Juillet	128,5	44,2	9,6	43,3	181,4	1,4	182,8	11,4	45,7	185,6	187,0
Août	50,8	0,4	8,7	36,1	95,6	1,1	96,7	10,4	38,5	99,7	100,8
Septembre	51,8	2,3	9,5	19,3	80,6	1,2	81,8	11,2	21,7	84,7	85,9
Octobre	97,2	41,9	9,0	37,0	143,2	1,3	144,5	10,9	40,5	148,6	149,9
Novembre	47,0	0,8	8,8	23,2	79,0	1,1	80,1	10,5	26,7	84,2	85,3

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées

comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1985			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1985			1986		
				Septembre	Octobre	Novembre	Septembre	Octobre	Novembre
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	851,0	.	.	47,6	100,3	45,9	51,8	97,2	47,0
précompte immobilier	2,0	.	.	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,2
précompte mobilier	126,7	140,3	-13,6	5,6	10,4	6,1	6,0	9,7	6,6
versements anticipés	156,4	167,0	-10,6	1,6	41,6	0,4	2,3	41,9	0,8
impôts de sociétés (rôles)	-3,9	—	-3,9	0,2	2,1	0,1	-0,1	0,7	-3,1
impôts de personnes physiques (rôles)	19,4	30,5	-11,1	2,4	4,2	2,0	3,5	5,3	2,2
précompte professionnel	526,5	506,3	+20,2	36,2	39,6	35,5	38,0	37,3	38,9
divers	23,9	.	.	1,3	2,0	1,6	1,7	2,0	1,4
II. Douanes et accises	107,1	.	.	8,9	8,7	9,9	9,5	9,1	8,8
III. T.V.A. et enregistrement	375,0	.	.	20,4	33,8	25,9	19,3	36,9	23,2
B. Recettes en capital³	12,3	.	.	1,1	1,1	1,0	1,2	1,3	1,1
Total ² ...	1.345,4	.	.	78,0	143,9	82,7	81,8	144,5	80,1
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.390,4	.	.	81,6	147,6	86,5	85,9	149,9	85,3

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome 1, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome 1, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—	.	.	1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	80,6	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	200,5
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	740,1	176,8	0,0	1.511,0
Divers	0,0	10,9	75,1	0,0	223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.095,4)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(6,9)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.202,9)
Total ...	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	4,4	3.188,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(43,5)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(78,4)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	8,6	2,4	0,0	69,2
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	48,1	3.857,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	24,9	0,0	0,0	68,7
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	6,6	868,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	25,9	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,1	10,3	0,0	203,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	—	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	3,2	4.326,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,8	0,0	—	0,0	21,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	—	0,0	—	—	4.505,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	—	2,6	2,8	0,0	0,0	421,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	472,1
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	0,0	—	—	0,4	—	1,2	—	0,0	0,0	31,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	0,0	357,5
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	29,4	10,7	0,0	460,7	501,7
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(.)	(66,2)
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	—	202,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	2,9	2,6	—	9,2	0,5	—	—	15,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0	7,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	—	96,5
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	—	0,0	32,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	0,0	502,6
Réserves mathématiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	196,6
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(.)	(13,0)
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
Secteurs indéterminés et ajustements	—	24,4	0,0	0,0	9,9	—	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	804,9	25.799,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	19,5	0,5	—	—	—	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	858,2	—	15,9	22,7	—	0,0	916,3
Obligations	85,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	198,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	0,0	3,1	—	0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	75,3	—	260,3	—	0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	353,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(.)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.286,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	—	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	56,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	168,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0	—	0,0	0,0	14,6	7,0	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	487,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers	—	14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	94,3	—	0,0	8,7	0,0	0,0	103,0
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	—	11,9	—	—	—	—	0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9	—	0,0	—	4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	4,1	970,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,0	—	—	—	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,7	127,8	—	16,8	30,0	—	2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	920,9	—	6,8	0,0	—	0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.505,4	—	—	—	—	—	3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	—	15,5	32,8	—	2,4	—	16,6	—	55,3	0,7	0,0	0,0	123,3
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,9)	(.)	(.)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	51,0	6,4	.	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	934,2
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	—	—	—	0,0	—	—	—	1,7	—	0,0	0,0	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	—	—	0,0	—	—	—	—	2,4	1,0	1,8	0,0	395,1
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	—	0,0	20,4	10,2	0,0	545,4	576,9
(Actions et parts)	(56,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(.)	(1,5)	(.)	(68,8)
Total	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	545,4	8.914,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	0,0	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	19,6	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	—	—	—	—	19,8	—	—	—	—	—	—	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	1,4	—	—	0,2	—	—	—	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	—	1,1	0,5	0,3	0,0	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	—	24,4	0,0	33,1	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(3,2)	(.)	(2,5)	(.)	(16,2)
Total	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	.	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	0,0	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	43,9	11,3	—	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	103,6
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	0,0	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	130,9	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	292,5
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	148,2	345,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	162,0	2.052,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements	.	21,3	0,0	0,0	11,3	.	435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	—	686,0
Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	940,6	29.213,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particulières</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 1,0	—			- 0,9	- 15,0	—	+ 7,8	+ 3,5	+ 0,9	- 4,2	- 8,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,3						+ 27,2	—	- 2,0	- 1,1		0,0	+ 21,8	
Obligations	+ 5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	- 1,2	—	+ 0,4	+ 0,2	- 7,7	0,0	- 2,5	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1		0,0	+ 0,4		0,0	—	+ 7,6	+ 32,4	+ 9,0	0,0	+ 34,1	
Divers	0,0	- 1,5	+ 0,2		+ 37,3	+ 22,2	0,0	—	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2	0,0	+ 60,2	
(Actions et parts)	(+ 89,9)	(+ 0,4)	(+ 1,4)	(.)	(0,0)	(- 2,8)	(- 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,2)	(+ 3,9)	(0,0)	(+ 92,8)	
Total ...	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	- 4,2	+ 104,7	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,6	—	0,0	0,0		0,0	- 0,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,2	0,0	0,0		0,0	+ 1,6	- 2,9	—	0,0	- 2,4	0,0	0,0	- 3,9	
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,4	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,2	- 0,7	- 3,3	+ 1,8	+ 0,1	0,0	- 10,1	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	+ 9,3	+ 2,8	0,0	+ 6,0	- 3,5	+ 0,4	+ 4,9	+ 19,7	
Autres emprunts à plus d'un an	+ 5,5	0,0		0,0		+ 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 7,4	
Divers	+ 1,5	- 0,4	- 1,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 1,5	+ 2,8	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,9)	(- 0,7)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(+ 0,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)	
Total ...	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	+ 6,4	+ 15,3	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 2,2	0,0	—	- 2,2	0,0	- 3,2	- 13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 20,1	+ 3,2	
Certificats à un an au plus		- 1,0	—	+ 5,6	+ 0,2	+ 7,9	+ 0,7	+ 30,9	+ 13,7	+ 61,1	0,0	0,0	+ 119,1	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 28,0	+ 0,1	—	+ 1,7	+ 1,2	+ 1,1	+ 17,2	0,0	+ 35,7	+ 31,2	+ 19,9	0,0	+ 133,9	
Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	—	0,0	0,0	+ 117,5	+ 83,3	0,0	+ 46,5	+ 14,8	+ 2,9	0,0	+ 264,9	
Divers		- 4,0	—	0,0	+ 4,4	- 0,2	+ 0,4	0,0	+ 1,1	+ 0,5	- 0,3	0,0	+ 1,9	
Total ...	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 20,1	+ 523,0	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 23,8	—	0,0	- 41,3	0,0	0,0	- 17,5	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,1	+ 9,0	- 0,1	+ 9,7	+ 15,5	+ 3,8	0,0	+ 42,3	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 23,8	0,0	+ 9,3	+ 0,2	+ 1,0	- 2,5	+ 32,9	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1					0,0	—	+ 10,0	+ 34,4	0,0	0,0	+ 44,3	
Divers	+ 0,3	+ 0,4	+ 3,5		0,0		+ 0,2	—	0,0	- 4,6	0,0	0,0	- 0,2	
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,6)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,6)	
Total ...	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	- 2,5	+ 101,8	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,4	—	0,0	—	—	—	- 0,4	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,2	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0	- 1,0	0,0	- 0,6	0,0	- 0,2	0,0	- 2,2	
Réserves de sécurité sociale	+ 10,8	—	—	—	—	+ 1,3 ²	—	—	—	—	—	—	+ 12,1	
Divers	+ 35,4	+ 0,2	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,3	—	+ 0,5	+ 2,5	+ 2,6	+ 4,6	+ 45,7	
Total ...	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 4,6	+ 55,2	
Etranger														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 0,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5	
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,0	—			+ 0,2	+ 2,9	—	+ 1,2	+ 0,8		- 0,6	+ 4,5	
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 135,6	—	+ 2,7	0,0		0,0	+ 138,3	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³							+ 580,5	—	—	—		—	+ 580,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 14,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 14,0	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 53,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 53,8	
Obligations	+ 114,0 ⁴	0,0	0,0	- 0,5	0,0	—	+ 105,8	0,0	+ 8,6	+ 3,6	+ 0,2 ⁴	0,0	+ 231,7	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 8,5	—	—	—	+ 1,3	—	—	—	—	+ 6,3	+ 16,1	
Divers	+ 15,5	+ 2,5	+ 8,0		+ 0,5	—	- 0,8	—	+ 9,3	- 0,8	0,0	+ 50,8	+ 85,0	
(Actions et parts)	(- 3,8) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,1)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(+ 0,1) ⁴	(0,0)	(+ 2,3)	
Total ...	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 56,5	+ 1.096,4	

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	- 24,7	+ 1,6	- 0,6	+ 12,8	+ 2,1	-	-	0,0	+ 9,7	+ 1,9	+ 0,4	0,0	+ 3,2	
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 10,2	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	-	0,0	+ 10,7	
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 897,5	-	-	-	0,0	-	-	+ 897,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 4,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 4,9	+ 9,1	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,0	
Autres dépôts à un an au plus	+ 26,8	- 0,5	-	0,0	+ 3,7	-	-	-	- 0,1	+ 3,4	0,0	0,0	+ 33,3	
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	-	16,5	0,0	0,0	-	0,0	- 16,5	
Dépôts à plus d'un an	+ 0,5	-	-	-	0,0	-	-	0,4	+ 0,5	-	0,0	0,0	+ 0,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 36,2	-	-	- 0,2	-	-	+ 0,1	-	+ 0,8	0,0	+ 0,7	0,0	+ 37,6	
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	- 9,0	- 0,5	0,0	+ 115,3	+ 105,8	
(Actions et parts)	(+ 2,6)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(- 0,2)	(0,0)	(- 0,1)	(.)	(+ 0,3)	(.)	(+ 2,6)	
Total ...	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	+ 120,2	+ 1.120,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,6	+ 1,5	-	+ 0,3	0,0	-	0,0	+ 5,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	-	- 1,4	
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 2,1	+ 17,0	-	+ 7,7	- 0,5	-	-	+ 26,3	
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1	
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	+ 5,7	+ 17,1	-	+ 8,0	- 0,5	-	+ 0,1	+ 30,4	
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 3,6	- 0,1	0,0	- 0,2	- 1,3	+ 0,1	0,0	-	- 0,7	- 3,2	+ 2,8	- 0,3	+ 0,7	
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	-	1,4	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 0,3	-	-	-	-	+ 3,1	-	-	-	-	-	0,0	+ 3,4	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 50,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 50,8	
Autres dépôts à un an au plus	+ 9,7	- 0,7	0,0	- 0,3	+ 5,5	+ 4,3	0,0	-	0,0	- 1,8	+ 6,8	0,0	+ 23,5	
Dépôts à plus d'un an	+ 2,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,5	-	-	+ 0,2	-	-	-	+ 3,0	
Bons de caisse à un an au plus	+ 2,4	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 46,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,2	-	- 0,5	+ 0,4	- 0,9	0,0	+ 45,5	
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	
Divers	+ 9,0	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 15,4	+ 13,0	0,0	- 0,1	+ 2,1	0,0	+ 8,7	+ 48,2	
(Actions et parts)	(+ 5,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(- 1,9)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,2)	
Total ...	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 8,4	+ 176,0	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	+ 0,6	- 0,1	-	0,0	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,7	
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	-	0,3	+ 0,7	0,0	+ 0,3	-	0,0	+ 2,5	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	+ 0,2	-	0,0	+ 1,1	0,0	0,0	+ 1,6	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 24,6	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 24,6	
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,6	+ 3,7	-	+ 11,5	- 1,2	+ 0,5	- 0,1	-	+ 0,2	0,0	- 0,9	0,0	+ 21,3	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 1,9	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 55,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	- 8,2	+ 0,1	- 2,8	+ 10,7	+ 3,8	0,0	+ 58,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	+ 8,1	-	+ 0,4	+ 1,1	- 0,2	- 2,8	+ 4,4	
Divers	+ 0,5	0,0	+ 12,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 18,6	+ 0,2	-	+ 2,2	+ 17,5	0,0	+ 20,3	+ 74,8	
(Actions et parts)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)	
Total ...	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 17,5	+ 190,1	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	+ 10,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 10,6	
Réserves mathématiques	+ 32,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 32,9	
Divers	+ 0,6	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 1,9	
(Actions et parts)	(+ 1,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)	
Total ...	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 45,4	
Secteurs indéterminés et ajustements		- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	-	+ 169,3	
Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 228,3	+ 3.627,9	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	416,0	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	2.759,8	4,4	3.188,9
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	2.430,2	48,1	3.857,7
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	758,0	6,6	868,9
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	968,9	69,5	132,6	15,6	263,5	1.450,1	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.678,7
7. Etranger	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	177,1	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	4.144,0	3,2	4.326,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	—	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	7.208,2	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	12.268,7	804,9	25.799,2
Solde des créances et des dettes	3.115,3	-343,2	-3.497,5	-764,6	19,5	-1.470,5	1.190,6	73,1	0,0	16,9	19,0	-77,7	31,3	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	454,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.286,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	487,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	852,7	4,1	970,7
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.051,9	61,8	135,1	21,0	307,5	1.577,3	975,9	2.780,7	242,7	1.464,8	1.834,4	476,6	6.799,2	163,6	9.516,0
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement monétaires	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	2.359,9	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	554,3	545,4	8.914,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	1.245,2	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	483,3	162,0	2.052,7
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.655,9	25,6	103,7	113,2	46,8	5.945,2	5.691,4	934,3	3,2	237,3	108,1	105,1	1.388,0	774,4	13.799,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	.	435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	653,4	—	686,0
15. Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	7.759,6	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	13.843,4	940,6	29.213,6
Solde des créances et des dettes ..	3.449,7	-362,9	-4.028,4	-836,4	21,6	-1.756,4	1.457,4	79,0	0,1	18,5	22,1	-75,3	44,4	254,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 38,1	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	+ 48,8	- 4,2	+ 104,7
2. Organismes publics d'exploitation	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	- 2,0	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	- 0,7	+ 6,4	+ 15,3
3. Etat (Trésor)	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 36,1	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 345,9	+ 20,1	+ 523,0
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 8,6	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	+ 94,7	- 2,5	+ 101,8
5. Sécurité sociale	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 46,4	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 3,1	+ 4,6	+ 55,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 83,0	- 7,7	+ 2,5	+ 5,4	+ 44,0	+ 127,2	+ 156,6	+ 153,5	+ 30,1	+ 130,2	+ 145,3	+ 32,7	+ 491,8	+ 24,4	+ 800,0
7. Etranger	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 188,3	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 851,4	+ 56,5	+ 1.096,4
8. Organismes principalement monétaires	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 100,9	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	- 8,5	+ 120,2	+ 1.120,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 5,7	+ 17,1	—	+ 8,0	- 0,5	—	+ 24,6	+ 0,1	+ 30,4
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 127,8	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 16,4	+ 8,4	+ 176,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 120,9	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 34,8	+ 17,5	+ 190,1
12. Autres institutions ¹	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 0,0	+ 44,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 0,2	+ 1,2	+ 45,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 341,6	+ 3,9	+ 11,6	+ 25,1	+ 11,4	+ 393,6	+ 953,7	+ 12,4	+ 0,1	+ 10,1	+ 32,5	+ 12,4	+ 67,5	+ 147,4	+ 1.562,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	- 1,7	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	+ 164,7	—	+ 169,3
15. Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 707,4	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 1.575,4	+ 228,3	+ 3.627,9
Solde des créances et des dettes ..	+ 489,2	- 19,7	- 492,4	- 71,8	+ 2,1	- 92,6	+ 20,4	+ 6,0	+ 0,1	+ 1,6	+ 3,1	+ 2,4	+ 13,2	+ 59,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980 — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)	
		En francs belges		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres intermédiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1977	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,2	2.482,3	- 608,1	1.555,4	159,9	1.108,9	1.116,6	56,5	165,1	4,2	222,3	- 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	- 184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	- 237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	- 170,8
1986 Mars	976,1	1.056,1	495,3	138,9	2.666,4	- 727,2	* 1.713,1	* 193,2	1.200,0	1.210,0	* 49,8	168,5	11,2	* 233,0	* - 175,2
Juin	1.057,0	1.043,9	493,6	120,1	2.714,6	- 806,1	* 1.771,7	* 189,4	1.240,3	1.249,3	* 48,9	175,6	20,3	* 279,9	* - 205,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7
c) sur les banques de dépôts	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0
c) avances	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4
b) autres	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) en francs belges ¹	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets ²	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	
— monnaie scripturale ⁵	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics																
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus																
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	
TOTAL DU PASSIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	22,7	22,8	23,0	22,3	22,5	22,5	22,5	22,3	22,2	22,2	22,1	22,1	22,2
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	15,6	16,0	16,0	14,6	14,8	14,5	14,7	14,7	10,0	10,1	10,7	12,2	13,6
— Autres	2,5	2,5	3,6	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9
3. Ecus	156,6	157,9	146,2	146,2	145,4	143,4	143,4	143,4	136,5	134,8	134,8	138,9	138,9
4. Accords internationaux	1,4	1,4	1,5	1,8	2,6	2,7	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,7	15,5	14,6	11,3	8,2	10,7	4,6	8,5	3,4	3,1	2,6	4,2	2,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	30,3	29,4	28,9	29,0	30,1	30,9	87,3	58,9	57,2	40,3	35,7	35,3	34,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	299,0	303,7	292,0	289,4	287,8	288,9	339,2	314,5	296,1	277,3	272,8	279,5	277,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,2	1,0	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,5	4,4	3,9	4,3	4,1	3,8	3,7	3,5	3,5	3,2	3,7	3,6	3,6
b) sur les organismes publics	0,0	0,7	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	1,7	0,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	7,8	3,5	0,4	0,2	4,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	185,3	182,2	160,6	168,8	168,5	166,1	138,2	175,6	174,9	191,0	191,4	191,7	194,1
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,0	0,0	1,3	0,1	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,8	64,5	70,0	78,2	85,9	72,4	116,4	71,0	69,6	49,4	54,1	47,9	46,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	7,6	6,7	6,1	5,4	5,4	4,9	5,1	4,8	4,9	4,4	4,9	4,8	4,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,9	7,0	6,4	5,7	5,7	5,2	5,4	5,1	5,2	4,7	5,2	5,1	5,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,5	14,8	11,8	11,7	12,8	12,2	12,8	15,1	12,4	11,6	12,8	* 11,6	* 13,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,4	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,0	* 0,0	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	373,0	379,9	366,5	369,3	375,1	375,3	391,4	402,1	391,0	391,2	387,8	* 391,8	* 391,2
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,8	0,7	0,7	0,0	0,0	— 0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	248,4	250,8	234,0	244,5	248,1	233,6	278,9	238,5	227,1	203,6	208,2	* 205,1	* 203,3
TOTAL DU PASSIF ...	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1	0,0	0,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2	0,0	0,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0	2,1	2,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5	3,2	2,0
c) sur les banques de dépôts	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1	3,6	6,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6	96,8	99,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	14,9	14,9	15,0	15,0	15,0	15,0	* 14,0	* 13,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1	46,5	45,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0
b) effets commerciaux	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7	0,0	0,1
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2	0,5	3,9
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3	15,2	14,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5	4,1	3,5
b) envers les organismes publics	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5	3,2	2,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7	6,5	10,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4	14,3	14,7
— monnaie scripturale	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2	107,0	120,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4	46,9	36,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2	23,5	21,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2
b) en francs belges	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2	227,1	231,6
Total des créances sur l'étranger	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8	10,7	13,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8	6,5	10,0
c) sur les banques de dépôts	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	452,6	450,3	437,1	500,4	498,1	529,2	519,8	* 526,5	* 497,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	561,7	553,3	634,2	730,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	501,0	482,3	499,2	550,2	585,2	609,4	615,1	* 644,8	* 654,7
— autres	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	214,2	233,0	249,1	296,4	284,5	265,6	266,7	* 234,6	* 184,1
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5	35,5	39,4	* 46,2	* 43,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0	19,3	18,6	* 18,3	* 18,3
— autres	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	* 81,7	* 81,0
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5	15,2	14,7
b) effets commerciaux	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2	203,3	209,0
c) avances	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5
d) autres créances à un an au plus	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0	19,5	18,6	* 18,8	* 20,5
— autres	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	33,9	33,5	34,0	34,2	31,4	30,2	30,1	* 30,5	* 28,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8	9,9	14,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9	138,2	132,1	* 116,4	* 171,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0	55,1	65,9	* 67,0	* 60,0
— autres	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	* 63,9	* 63,5
D. Autres	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	451,3	491,8	544,0	529,5	549,1	533,6	583,4	* 576,8	* 527,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2
b) en francs belges ¹	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0	507,8	569,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0
b) envers les organismes publics	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1	3,6	6,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7*	0,7
— autres	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2	528,3	519,1*	525,7*	496,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1	413,3	427,9*	431,4*	481,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0	1,9*	1,1*	1,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5
— autres dépôts	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6*	514,9*	490,4
— à plus d'un an :															
— dépôts	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2
— bons de caisse et obligations	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,5	457,3	456,4
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3*	0,3*	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2*	17,6*	15,6
D. Autres	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0	589,0	579,3*	605,0*	583,0
TOTAL DU PASSIF ...	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,3
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	14,7
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	143,4
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,5
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	394,8
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	31,7	30,3	30,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	4.188,3	3.899,1	3.899,1
b) en francs belges	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	227,1	231,6	231,6
Total des créances sur l'étranger	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	5.074,9	4.802,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	13,8	15,5	15,5
c) sur les banques de dépôts	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	457,7	450,4	442,7	504,8	501,7	534,0	521,6	* 531,9	* 503,5	* 503,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	681,0	673,9	768,0	867,3	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	526,8	508,0	524,9	577,5	612,6	636,8	642,5	* 673,1	* 682,8	(7)
— autres	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	251,7	270,5	286,6	333,9	322,0	303,1	304,2	* 272,1	* 221,6	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	77,9	86,5	* 92,7	* 89,6	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	20,0	19,3	* 19,1	* 19,1	(8)
— autres	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	* 81,7	* 81,0	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	15,2	14,7	(9)
b) effets commerciaux	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	203,5	209,1	(9)
c) avances	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	19,7	18,8	* 19,0	* 20,7	(11)
— autres	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	30,2	30,1	* 30,5	* 28,3	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	(12)
b) autres	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	11,2	20,3	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	(14)
— autres	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	139,2	132,3	* 116,9	* 174,9	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	55,4	66,2	* 67,3	* 60,3	(14)
— autres	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	* 63,9	* 63,5	(14)
D. Autres	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	626,6	659,2	* 677,9	* 613,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	12,0	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	
b) en francs belges ¹	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	513,2	574,5	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	5,9	3,5	
b) envers les organismes publics	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	6,8	8,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	
— autres	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	526,2	* 532,3	* 506,8	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	389,4	416,8	(1)
— monnaie scripturale ³	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	509,1	530,3	* 538,7	* 602,4	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	40,5	40,1	* 48,0	* 38,1	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	(2)
— autres dépôts	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	(3)
— bons de caisse et obligations	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	457,3	456,4	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	* 17,9	* 15,6	(14)
D. Autres	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	864,2	830,1	* 853,1	* 821,5	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

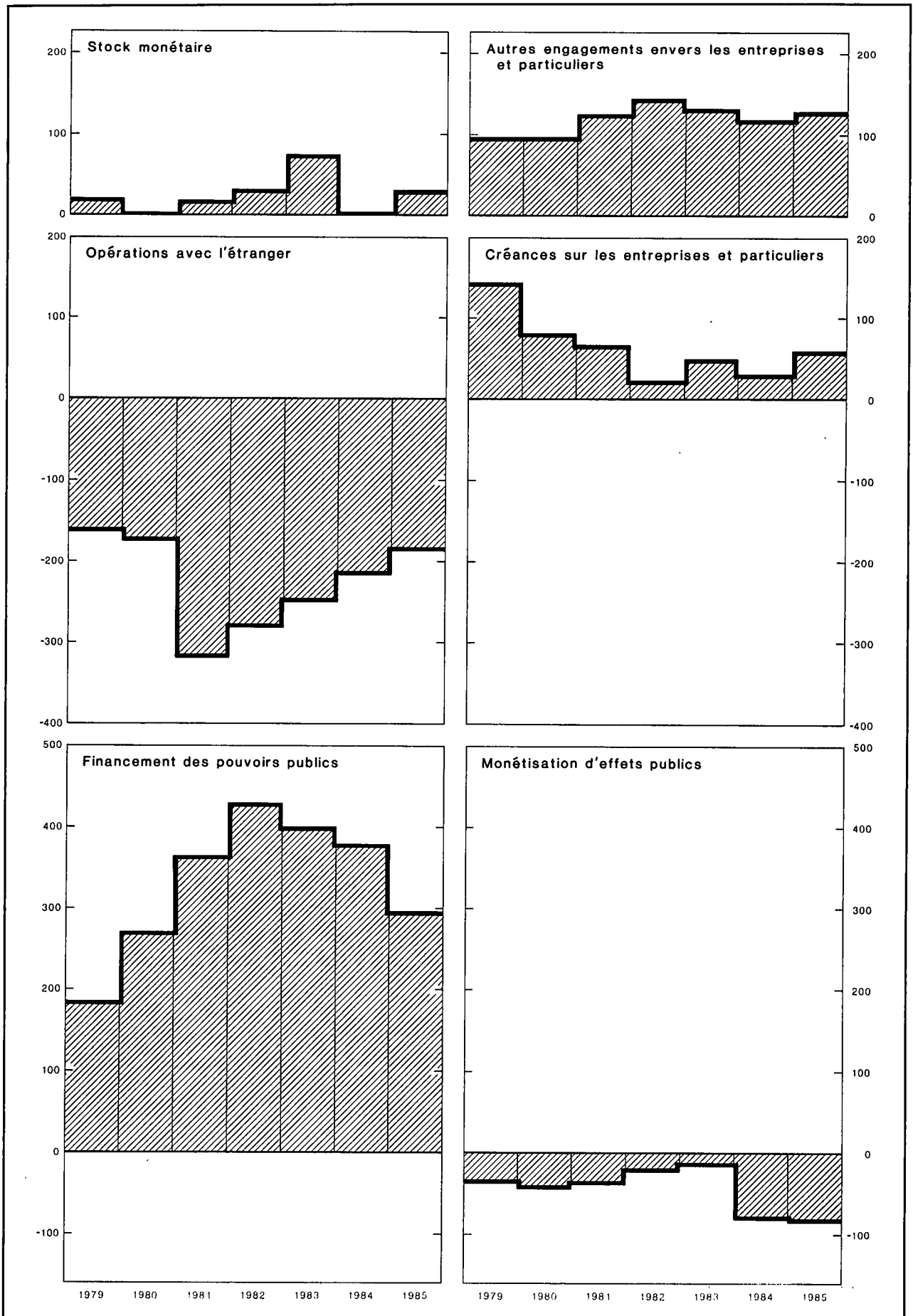
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1978	+ 43,4	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+121,6	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+116,3	-162,6	+142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	-175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+143,9	-319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+175,1	-282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+206,0	-250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+124,6	-216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+158,9	-188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1984 2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	-109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	- 36,3	- 16,4	+ 0,0	- 5,2	+ 0,8	+130,3	- 38,6	- 12,7	- 2,4	+ 18,1	+ 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	- 67,5	+ 37,9	- 2,9	+ 9,2	0,0	+116,8	+ 27,9	- 20,9	- 2,8	+ 4,3	- 27,4
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	*+ 0,7	- 4,1	- 0,8	*+125,2	*+ 9,4	*- 13,1	- 2,1	*- 7,1	*+ 9,1
2 ^e trimestre	+ 80,9	- 12,2	- 1,7	- 18,8	+ 48,2	-114,7	+ 39,3	*- 0,9	+ 5,7	+ 1,0	*+ 84,8	*- 5,0	*- 5,8	+ 19,2	*+ 47,1	*- 22,5

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total (8) = (3) + (7)
	Billets et pièces du Trésor ² (1)	Billets de la B.N.B. (2)	Stock de monnaie fiduciaire ³ (3)	Auprès de la B.N.B. ⁴ (4)	Auprès des organismes publics ⁵ (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6)			
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,8	*530,2	* 924,5	*40,2	964,7
1986 Janvier	14,3	378,3	380,7	0,3	131,2	*426,0	*557,5	* 938,2	*44,7	982,9
Février	14,2	381,0	383,5	0,3	98,1	*413,6	*512,0	* 895,5	*52,9	948,4
Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	106,9	*431,4	*538,6	* 928,0	*48,1	976,1
Avril	14,4	387,5	389,7	0,3	123,6	*432,4	*556,3	* 946,0	*43,9	989,9
Mai	14,6	404,3	406,1	0,4	132,3	*441,4	*574,1	* 980,2	*46,4	1.026,6
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	*481,4	*602,1	*1.018,9	*38,1	1.057,0
Juillet	14,9	403,3	405,8	0,2	116,0	*446,3	*562,5	* 968,3	*44,9	1.013,2
Août	14,9	402,8	406,1	0,3	*116,3	*427,0	*543,6	* 949,7	*46,0	995,7
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	*106,2	*443,8	*550,2	* 952,9	*47,8	1.000,7

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale		Total	Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers	Total		
		Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers						(4) = (2) + (3)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,6	107,4	616,0	999,5	40,1	15,4	55,5	1.055,0
1986 Mars	379,2	515,3	103,3	618,6	997,8	48,0	12,8	60,8	1.058,6
Juin	405,8	580,0	121,6	701,6	1.107,4	38,0	18,9	56,9	1.164,3
Septembre	394,1	532,0	120,7	652,7	1.046,8	47,8	20,8	68,6	1.115,4

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²							Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷	
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2	
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4	
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2	+ 102,5	- 31,6	
1984 2 ^e trimestre .	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8	
3 ^e trimestre .	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2	
4 ^e trimestre .	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4	
1985 1 ^{er} trimestre .	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	+ 20,1	- 5,2	- 36,3	+ 24,3	+ 2,8	
2 ^e trimestre .	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	+ 19,9	+ 9,2	- 67,5	+ 15,1	- 23,3	
3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	- 656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	+ 4,6	- 32,7	
4 ^e trimestre .	296,7	- 1.019,8	- 723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 58,6	+ 21,6	
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	- 1.009,3	- 727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 32,9	+ 15,3	
2 ^e trimestre .	309,3	- 1.115,4	- 806,1	+ 28,2	- 114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	- 114,7	+ 52,2	- 34,3	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1984 3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
1984 4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
1985 2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
1985 3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
1985 4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,4	145,4	30,0	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
1986 2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	+ 0,8
1986 3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	+ 2,4
1985 Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5
1985 Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
1986 Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,7
1986 Mars	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 0,9
1986 Avril	58,2	43,0	143,4	30,9	2,7	278,2	5,2	0,0	23,6	28,8	- 125,4	124,0	+ 1,2
1986 Mai	58,2	43,2	143,4	87,3	2,5	334,6	5,4	0,0	23,6	29,0	- 181,4	124,2	- 0,4
1986 Juin	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	0,0
1986 Juillet	58,2	38,2	136,5	57,2	2,5	292,6	5,2	0,0	23,6	28,8	- 140,2	123,6	+ 1,1
1986 Août	58,2	38,2	134,8	40,3	2,7	274,2	4,7	0,0	23,6	28,3	- 121,7	124,2	+ 2,4
1986 Septembre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	- 1,1
1986 Octobre	58,2	40,2	138,9	35,3	2,7	275,3	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	125,9	+ 1,0
1986 Novembre	58,2	41,7	138,9	34,0	2,7	275,5	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	126,1	+ 0,5

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée				
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations			Crédits de caisse ⁴	Autres	Total		
					(1)	(2)					(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	.	808,1	.	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	.	794,2	.	946,9	2.196,2
Septembre *	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	.	771,5	.	916,0	2.149,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET
D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,8	10,4	15,3	203,1	981,2	1.199,6	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	9,7	43,8	53,5	23,8	82,0	804,8	910,6	0,9
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
C. Total												
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	14,3	49,6	63,9	39,1	285,1	1.786,0	2.110,2	1,1
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) = (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ¹	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ¹	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
C. Total											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ¹	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ...	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,1

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total <small>(4) = (1) à (3) =</small>	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total <small>(7) = (5) + (6)</small>	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total <small>(11) = (8) à (10)</small>	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ³ ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,6	10,2	15,3	203,3	981,2	1.199,8	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ³ ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	8,0	37,5	45,5	25,5	88,3	804,8	918,6	1,2
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
C. Total												
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ³ ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	12,6	43,1	55,7	40,8	291,6	1.786,0	2.118,4	1,4
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avances au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1985 9 septembre	1986 8 septembre	1985 7 octobre	1986 6 octobre	1985 4 novembre	1986 7 novembre	1985 9 décembre	1986 8 décembre
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,0	22,2	23,0	22,1	23,0	22,4	22,7	22,2
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	18,9	10,5	17,7	10,7	15,7	12,2	15,5	13,6
Ecus	175,7	134,8	156,5	134,8	156,6	138,9	156,5	138,9
Monnaies étrangères	27,4	40,4	28,9	35,3	31,4	35,1	30,3	34,1
Monnaies étrangères et or¹ à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	22,2	18,4	18,1	18,4	18,1	18,4	18,1	18,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Accords internationaux	1,7	2,6	1,7	2,7	1,5	2,7	1,4	2,7
Avances au F.M.I.	2,6	5,9	2,5	5,9	2,5	5,9	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	—	8,2	—	9,7	—	0,0	—
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	0,0	5,3	8,2	0,1	9,7	0,2	0,0	0,2
Effets de commerce	10,3	6,9	9,7	5,3	15,9	6,7	8,9	2,2
Avances sur nantissement	5,5	0,0	0,0	6,2	0,0	0,0	0,0	0,1
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	184,6	189,8	195,9	190,2	187,6	188,1	186,2	197,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,5	1,2	1,5	1,2	1,3	1,2	1,2	1,1
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,0	3,2	4,1	3,7	4,1	3,6	4,4	4,1
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	14,3	16,2	14,3	16,2	14,3	16,2	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	20,0	—	20,0	—	20,0	—	19,7	—
Divers	26,6	30,9	22,2	24,5	21,2	21,0	27,4	26,8
	674,4	625,4	660,4	614,4	659,0	609,7	645,2	621,4
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux²	14,6	17,7	14,7	16,3	13,3	15,5	12,1	15,1
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ³	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

³ Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1985 9 septembre	1986 8 septembre	1985 7 octobre	1986 6 octobre	1985 4 novembre	1986 7 novembre	1985 9 décembre	1986 8 décembre
Billets en circulation	390,9	402,8	392,5	405,3	387,5	402,5	385,8	405,9
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,0	1,4	2,2	1,8	2,0	1,9	3,0	1,9
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	17,2	23,3	12,8	15,8	14,2	10,6	14,8	18,3
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,0	3,2	4,1	3,7	4,1	3,6	4,4	4,1
Autres accords	0,0	—	0,0	—	0,1	—	0,0	—
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	175,7	134,8	156,5	134,8	156,5	138,9	156,6	138,9
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or¹ à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	0,0	5,3	12,3	0,1	14,6	0,2	0,0	0,2
Caisse de Pensions du Personnel	20,0	—	20,0	—	20,0	—	19,8	—
Divers	26,7	14,8	22,1	13,1	22,1	12,2	22,9	12,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8
	674,4	625,4	660,4	614,4	659,0	609,7	645,2	621,4
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ²	14,6	17,7	14,7	16,3	13,3	15,5	12,1	15,1

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						(%)
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1984 3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
1985 Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97
Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97
Février	1.256	259,5	94,6	511,9	1.063,4	521,0	1.063,4	3.159,7	97
Mars	1.243	267,3	92,6	468,1	940,9	475,6	940,9	2.825,5	97
Avril	1.241	291,3	89,3	537,0	1.004,0	517,3	1.004,0	3.062,3	97
Mai	1.239	304,0	115,7	529,1	988,8	474,1	988,8	2.980,8	96
Juin	1.237	348,3	105,6	539,7	1.078,4	567,4	1.078,4	3.263,9	97
Juillet	1.237	331,5	92,0	551,3	1.052,6	575,9	1.052,6	3.232,4	98
Août	1.236	257,5	94,7	433,8	845,5	441,0	845,5	2.565,8	97
Septembre	1.235	270,1	91,0	431,2	868,5	474,3	868,5	2.642,5	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 30 sept.	1986 30 sept.	1985 31 oct.	1986 31 oct.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	15,7	14,6	13,0	12,8
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	169,7	207,4	144,3	205,7
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.628,5	2.370,9	2.553,9	2.281,6
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.451,9	1.307,8	1.388,6	1.471,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	66,5	83,3	65,7	79,2
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	952,6	1.176,1	978,2	1.185,8
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	651,8	853,8	678,4	861,4
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	300,8	322,3	299,8	324,4
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	3,0	5,9	2,8	6,2
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	54,5	46,1	56,1	47,6
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.984,2	1.881,6	1.981,7	1.903,5
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.378,3	1.560,6	1.375,2	1.545,3
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	967,5	1.005,4	956,3	1.005,0
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	390,9	537,7	399,3	522,9
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	2,0	1,6	2,4	2,2
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	17,9	15,9	17,2	15,2
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,8	4,6	3,8	4,6
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	33,3	36,4	33,3	37,3
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	17,1	20,5	16,8	20,7
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	16,2	15,9	16,5	16,6
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	2,2	2,5	2,3	2,6
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	25,9	27,2	26,1	27,4
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,8	1,9	2,1
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	10,2	11,2	10,5	11,6
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	239,1	221,3	243,2	217,7
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.021,4	8.959,4	8.880,7	9.042,4
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	74,7	59,7	78,4	59,8
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	1,9	0,4	0,6	0,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

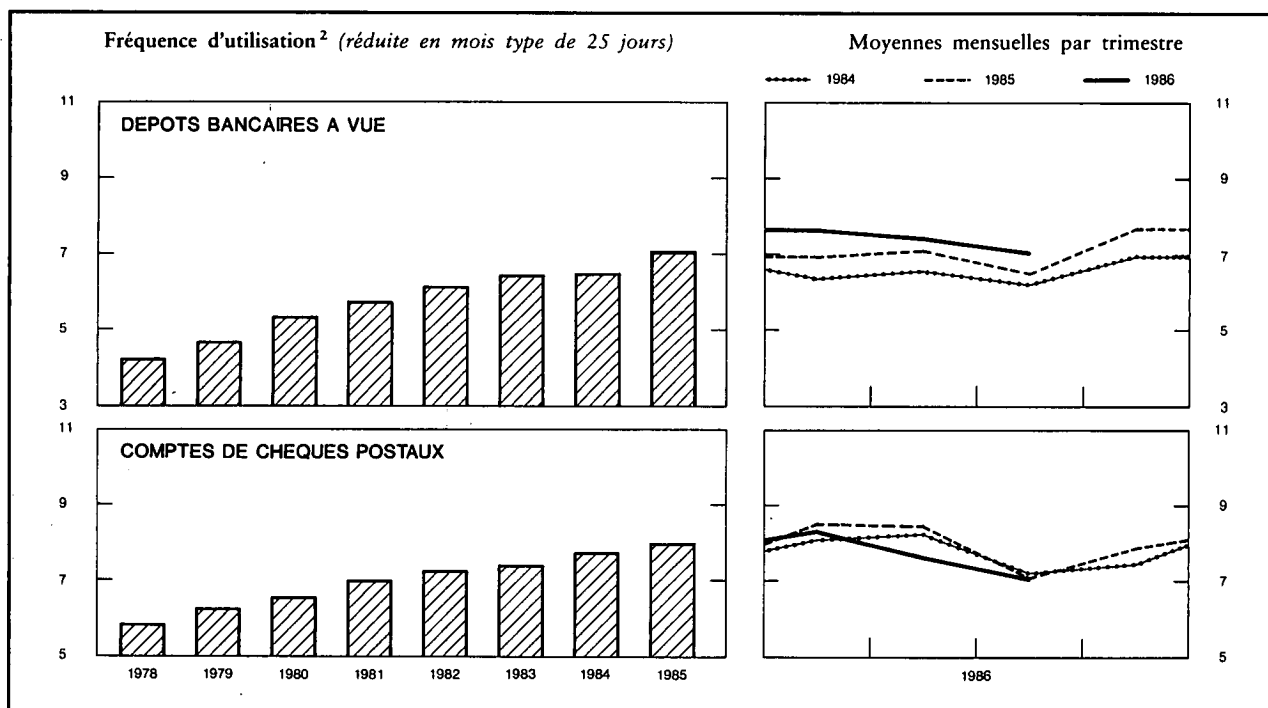
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 30 sept.	1986 30 sept.	1985 31 oct.	1986 31 oct.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	6,0	6,1	5,8	5,6
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,9	6,1	5,6	5,6
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	0,1	0,0	0,2	0,0
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	378,0	388,2	256,0	346,1
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	4,8	3,9	4,6	4,9
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	373,2	384,3	251,4	341,2
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.392,2	4.347,1	4.438,8	4.485,7
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	1.015,5	780,2	954,2	776,0
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	54,5	46,1	56,1	47,6
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	61,8	72,4	61,7	81,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	6,0	5,0	6,7	4,9
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.163,6	2.332,8	2.147,7	2.322,5
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	542,6	596,6	518,8	581,3
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	515,1	577,8	497,5	564,7
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	534,7	503,8	559,4	522,7
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	14,6	13,4	14,7	13,3
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	49,5	62,4	49,5	58,8
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	505,1	576,0	505,9	578,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	2,0	2,8	1,9	2,9
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	431,5	449,9	436,3	449,2
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	310,7	304,3	315,1	285,1
<i>Total de l'exigible</i>	5.947,8	6.988,1	8.120,9	8.663,9	8.821,2	8.733,6	8.679,8	8.806,0
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	57,8	58,3	56,9	61,8
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	77,2	84,2	78,4	85,9
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,4	8,6	5,3	12,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	3,8	4,6	3,8	4,6
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	34,8	39,9	35,0	40,0
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,2	18,6	11,4	19,8
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	10,0	11,6	10,1	11,9
<i>Total du non exigible</i>	103,6	123,0	129,6	143,7	142,4	167,5	144,0	174,6
<i>Total du passif</i>	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.021,4	8.959,4	8.880,7	9.042,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1984 3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
1984 4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
1985 2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
1985 3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
1985 4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
1986 2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
1986 3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
1985 Octobre	2.273,0	784,6	3.057,6	7,78	7,21	8,27
1985 Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
1985 Décembre	2.948,0	697,6	3.645,6	8,64	8,64	6,91
1986 Janvier	2.588,9	868,2	3.457,1	8,10	7,79	8,21
1986 Février	2.505,2	994,7	3.499,9	7,46	7,77	9,23
1986 Mars	2.450,2	806,0	3.256,2	7,51	7,51	7,60
1986 Avril	2.547,7	773,3	3.321,0	8,00	7,69	7,52
1986 Mai	2.477,3	976,4	3.453,7	6,75	7,04	7,53
1986 Juin	2.751,7	939,5	3.691,2	7,52	7,52	7,90
1986 Juillet	2.576,0	781,8	3.357,8	7,28	7,00	7,53
1986 Août	2.275,2	723,2	2.998,4	6,52	6,52	6,78
1986 Septembre	2.503,1	718,0	3.221,1	7,40	7,11	6,92
1986 Octobre	2.567,7			8,07	7,47	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux de particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.
 Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

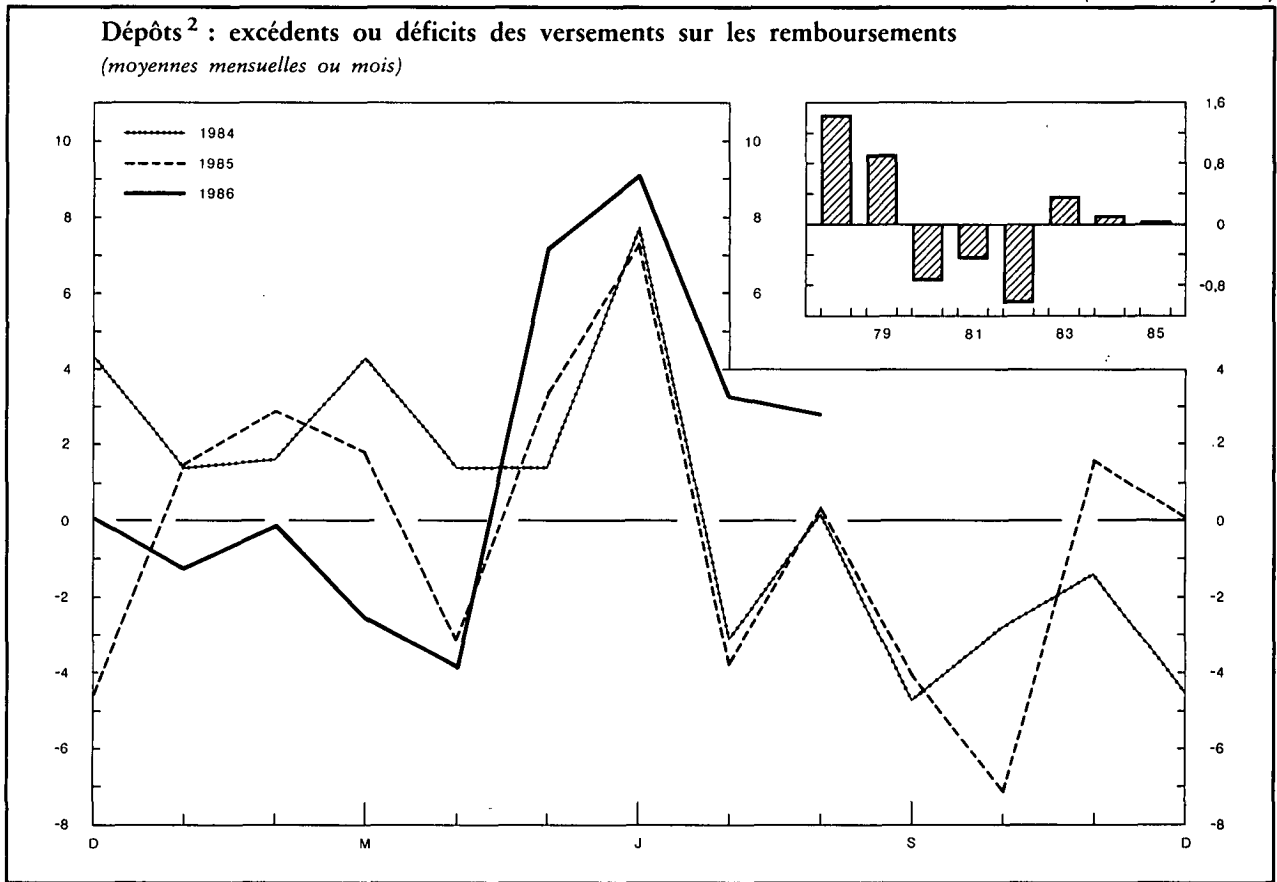
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1977	17,5	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Septembre	19,0	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Mars	31,3	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Juin	30,4	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Janvier	30,0	154,9	0,0	0,0	37,2	0,0	0,0	147,2
Février	29,3	167,3	0,0	0,0	38,4	9,9	0,0	145,8
Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Avril	27,3	169,7	0,0	0,0	24,6	0,0	0,0	166,9
Mai	24,5	178,7	0,0	0,0	25,8	2,4	0,0	168,4
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Juillet	25,0	186,0	0,0	0,0	28,8	6,1	0,0	174,5
Août	27,2	185,9	0,0	0,0	17,2	3,2	5,1	185,9
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Octobre	23,5	202,6	0,0	0,0	33,2	0,0	0,0	187,2
Novembre	22,1	213,7	0,0	0,0	42,9	0,0	0,0	185,3
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,0	769,4
1984 2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
1985 Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0
Septembre	126,3	130,3	- 4,0	496,3	253,1	749,4
Octobre	140,8	147,9	- 7,1	489,2	254,0	743,2
Novembre	126,2	124,6	1,6	490,8	255,0	745,8
Décembre	157,4	157,3	0,1	515,0	254,4	769,4
1986 Janvier	148,2	149,4	- 1,2	513,8	258,8	772,6
Février	140,6	140,7	- 0,1	513,7	261,3	775,0
Mars	142,8	145,3	- 2,5	511,1	262,8	773,9
Avril	153,8	157,6	- 3,8	507,2	264,4	771,6
Mai	142,4	135,2	7,2	514,4	265,7	780,1
Juin	154,1	145,0	9,1	523,5	265,3	788,8
Juillet	152,6	149,0	3,3	526,8	265,2	792,0
Août	130,2	127,4	2,8	529,6	265,3	794,9

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues ; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1985 les intérêts capitalisés s'élevaient à 24,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1983	1984	1985
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,2	5,4	5,0
Prêts au jour le jour	0,4	1,2	6,1
Banquiers	60,3	57,2	71,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	4,3	2,8	2,3
Portefeuille-effets	134,7	139,4	148,0
a) effets publics	(121,7)	(124,0)	(135,8)
b) effets commerciaux	(13,0)	(15,4)	(12,2)
Reports et avances sur titres	0,7	0,6	0,6
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,0
Débiteurs divers	361,3	370,4	386,2
Valeurs mobilières	238,6	293,4	352,6
a) fonds publics belges	(227,1)	(281,2)	(333,1)
b) autres titres d'emprunts	(11,5)	(12,2)	(19,5)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(—)
Participations	1,6	1,6	1,6
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	8,3	9,4	11,4
Matériel et mobilier	0,8	0,8	1,0
Divers	36,2	42,8	46,1
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,8	—	—
Total de l'actif ...	854,5	925,1	1.032,8
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,0	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,0)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(0,0)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	—	1,3
Banquiers	56,7	69,8	99,7
Acceptations	0,3	0,1	0,0
Autres valeurs à payer à court terme	0,9	1,6	1,7
Dépôts et comptes courants	521,0	552,1	598,5
a) à vue et à un mois au plus	(445,3)	(469,0)	(505,8)
b) à plus d'un mois	(75,7)	(83,1)	(92,7)
Obligations et bons de caisse	211,5	230,8	255,0
Divers	44,0	50,4	55,7
Total de l'exigible ...	835,4	905,9	1.013,0
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	18,2	19,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	1,0	0,6
Total du passif ...	854,5	925,1	1.032,8

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1983	1984	1985
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	—
Immobilisations financières	—	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	1,6	0,2	0,4
— Titres à revenu fixe	33,1	33,7	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	—	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	21,1	22,7	24,8
— Avances sur contrats	0,2	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,5	1,4	1,2
— autres	0,5	1,0	1,6
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,0	1,3	1,3
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,0	2,3	2,5
Total de l'actif ...	61,3	64,6	67,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	0,7	0,8
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	12,8	12,7	13,8
Perte reportée	0,0	—	—
Bénéfice reporté	—	0,1	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	31,9	34,6	37,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,3	0,2	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,2	12,9
Autres provisions techniques	—	—	0,0
Provisions pour risques et charges	0,1	0,2	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,5	0,4	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,3	0,2
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	0,1	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,6	1,8	0,9
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	61,3	64,6	67,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3
Crédits commerciaux	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6
Autres ¹	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2
2. autres ²	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8
Débiteurs divers	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6
Divers	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,8
Total de l'actif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1
EXIGIBLE :									
Obligations	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2
Bons de caisse	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5
Dépôts et emprunts divers	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9
Effets réescomptés	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0
Créditeurs divers	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8
Provisions pour charge et risques divers	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4
2. Autres ³	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,9
Total du passif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 30 sept.	1986 30 sept.	1985 31 oct.	1986 31 oct.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,8	2,5	3,0	3,1	2,6	2,6	2,7	2,8
Prêts au jour le jour	0,8	2,3	5,7	2,5	1,0	1,1	4,2	1,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	31,9	36,3	42,5	41,8	39,5	51,9	43,9	56,1
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	5,6	4,6	8,2	7,4	4,2	4,3	4,9	4,0
Effets de commerce et factures	8,2	7,7	6,5	5,0	6,6	4,7	5,3	5,0
Débiteurs par acceptations	0,8	1,4	1,6	0,2	0,3	0,2	0,0	0,4
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	69,2	87,1	99,9	120,0	114,1	141,1	115,7	144,0
Portefeuille-titres et participations	340,7	442,8	518,3	608,4	586,1	666,9	595,5	669,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(62,5)	(66,1)	(69,9)	(66,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(279,1)	(325,0)	(277,3)	(325,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(173,8)	(186,6)	(175,6)	(186,6)
c) Obligations de sociétés belges	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(24,3)	(23,2)	(24,2)	(22,6)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(12,7)	(14,0)	(12,7)	(14,1)
e) Autres valeurs	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(33,7)	(52,0)	(35,8)	(54,2)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	254,0	262,3	258,9	265,7	263,8	284,0	262,4	285,4
Actionnaires ou sociétaires	3,3	3,1	2,9	2,7	2,8	2,7	2,8	2,7
Débiteurs divers	3,4	5,2	7,4	6,9	7,1	5,7	7,8	5,6
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	721,1	855,7	955,3	1.064,0	1.028,5	1.165,5	1.045,5	1.177,3
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,5	7,9	8,5	9,2	8,9	9,6	9,0	9,6
Leasing immobilier	0,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5
Matériel et mobilier	0,8	1,2	1,6	1,9	1,9	2,1	2,0	2,1
Leasing mobilier	0,8	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,8	11,1	10,7	11,8	11,5	12,5	11,7	12,4
Comptes transitoires ¹	24,0	33,0	38,9	49,5	41,8	49,6	46,5	53,0
Total de l'actif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.081,8	1.227,6	1.103,7	1.242,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées .	696,8	825,7	927,9	1.040,4	1.002,6	1.141,0	1.019,7	1.152,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	684,4	812,1	913,9	1.023,8	988,1	1.117,9	1.002,1	1.130,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 30 sept.	1986 30 sept.	1985 31 oct.	1986 31 oct.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	416,7	475,3	544,9	506,2	487,7	558,1	491,3	570,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	85,5	112,6	127,7	142,1	138,9	150,0	140,4	149,9
c) de cinq ans ou plus	174,6	216,8	228,8	250,4	243,5	255,4	246,1	253,8
Réserves techniques	0,8	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,1	6,5	6,4	6,7	6,6	8,3	6,6	8,2
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	1,9	2,4	2,8	1,4	2,6	1,6	2,5
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,7	0,3	0,1
b) auprès de la B.N.B.	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,2	2,3	2,0	107,2	88,8	114,3	98,3	117,0
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	4,8	5,0	0,0	0,6	0,4	0,0	0,4	0,2
Mobilisation d'actifs	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,3	2,9	3,3	3,4	1,9	2,0	2,0	1,6
Créditeurs divers	1,8	1,7	2,0	2,3	2,7	3,4	2,2	3,0
Provisions pour charges	4,1	5,3	6,0	4,9	6,2	4,0	6,2	4,2
Divers	0,4	0,4	0,3	2,4	3,1	6,5	3,1	6,5
Total de l'exigible	700,3	831,3	924,2	1.029,4	981,6	1.105,5	998,6	1.117,8
Fonds propres :								
a) capital	9,6	14,1	16,7	20,9	18,0	22,1	18,4	22,4
b) réserve légale	0,8	1,0	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,5
c) autres réserves	12,6	13,9	15,6	18,8	16,1	19,9	16,1	19,9
Comptes de redressements d'actifs	5,8	6,6	8,0	9,9	8,0	9,9	8,0	9,9
Comptes transitoires ¹	25,8	32,9	39,2	45,0	56,8	68,7	61,3	71,2
Total du passif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.081,8	1.227,6	1.103,7	1.242,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créiteurs	Débiteurs	
	Emprunts dont les charges sont :	supportées par les emprunteurs		remboursées aux emprunteurs par l'Etat	à fin de période					
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1985 2 ^e trimestre ...	7,9	1,4	4,5	10,9	22,1	578,2	16,8	21,0	61,8	174,7
3 ^e trimestre ...	8,2	1,2	3,8	11,0	21,2	576,7	18,0	22,0	52,3	198,4
4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
1985 Octobre	3,2	0,4	1,0	4,5	20,2	574,1	17,1	19,7	52,4	56,9
Novembre	1,9	0,4	1,2	3,5	21,2	576,1	17,6	20,5	49,9	42,9
Décembre	3,5	0,3	1,4	4,8	19,7	579,7	16,3	30,3	55,3	43,5
1986 Janvier	2,7	0,6	1,4	4,5	19,6	571,3	14,4	27,2	49,3	93,4
Février	2,1	0,6	1,5	3,6	20,0	572,7	14,2	17,6	51,8	43,3
Mars	1,9	0,5	1,1	3,8	19,6	570,7	14,3	20,0	49,0	56,5
Avril	1,8	0,5	1,5	2,7	20,8	564,8	13,7	19,7	52,7	58,8
Mai	1,8	0,1	1,1	2,5	21,3	565,4	15,2	23,1	52,2	42,3
Juin	2,7	0,4	1,3	4,1	21,4	567,2	14,4	24,7	49,9	49,6
Juillet	2,5	0,3	1,2	4,3	21,3	560,4	13,5	24,8	55,8	81,5
Août	1,3	0,4	1,3	3,9	20,4	562,0	14,2	21,6	50,9	53,4
Septembre	2,7	0,4	2,2	5,3	20,2	561,7	14,0	27,5	53,0	73,8
Octobre	2,9	0,6	2,4	5,0	20,6	556,6	15,7	20,1	62,3	79,8

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE ¹

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Actifs réglementaires ² :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	61,8	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	29,8	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,0	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Certificats immobiliers sociétés belges	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
Actions sociétés belges	14,4	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0
Immeubles	24,8	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	79,3	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,0	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,2	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,1	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8
Certificats fonds communs de placement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,2	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5
Numéraire	0,9	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8
Avances sur polices	6,6	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,3	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8
Primes restant à encaisser	0,9	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4
Créances sur intermédiaires	0,3	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0
Total A	233,2	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
Total B	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
TOTAL GENERAL (A + B)	236,2	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1
Encaissement affaires directes	36,7	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6
Provisions techniques affaires directes	235,9	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7

¹ A partir de l'année 1978 la statistique a été adaptée, afin qu'elle corresponde aux chiffres publiés par l'office de Contrôle des Assurances.

² Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)	(8)			
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,4	+ 485,0	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,3	+ 482,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 586,9	+ 580,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 573,2	+ 579,3	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 680,8	+ 686,9	
1984	+ 9,7	+ 17,0	+ 5,3	+ 22,3	+ 3,3	+ 35,3	+ 549,2	+ 584,5	
1985	- 8,6	+ 13,8	- 4,9	+ 8,9	+ 2,3	+ 2,6	+ 706,5	+ 709,1	
1984 2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 1,6	- 4,8	- 6,4	+ 1,2	+ 10,1	+ 238,1	+ 248,2	
3 ^e trimestre ...	- 8,8	+ 1,7	+ 5,8	+ 7,5	+ 0,4	- 0,9	+ 67,6	+ 66,7	
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 3,9	- 1,4	- 5,3	- 0,2	+ 0,1	+ 66,6	+ 66,7	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 21,7	- 0,3	+ 21,4	+ 0,8	+ 11,8	+ 241,6	+ 253,4	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,2	+ 32,3	+ 287,5	+ 319,8	
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 0,6	- 31,8	+ 70,1	+ 38,3	
4 ^e trimestre ...	+ 1,3	- 4,7	- 7,0	- 11,7	+ 0,7	- 9,7	+ 107,3	+ 97,6	
1986 1 ^{er} trimestre . *	+ 5,3	+ 26,0	+ 3,0	+ 29,0	+ 0,0	+ 34,3	+ 302,3	+ 336,6	
2 ^e trimestre . *	- 3,8	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,5	.	.	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1978	+ 48,3	+176,5	+175,7	+400,5	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 473,4
1979	+ 25,8	+152,3	+208,1	+386,2	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+111,8	+260,3	+376,3	+ 46,4	+ 21,7	+ 68,1	+ 46,9	+ 491,3
1981	+ 32,9	+108,1	+213,9	+354,9	+115,3	+ 36,7	+152,0	+ 80,0	+ 586,9
1982	+ 34,9	+138,5	+300,5	+473,9	+ 30,7	+ 48,4	+ 79,1	+ 20,2	+ 573,2
1983	+ 75,9	+146,3	+347,5	+569,7	- 13,8	+ 82,9	+ 69,1	+ 42,0	+ 680,8
1984	- 15,1	+233,5	+204,3	+422,7	- 9,4	+110,4	+101,0	+ 25,5	+ 549,2
1985	+ 50,7	+226,8	+280,2	+557,7	- 7,2	+ 95,0	+ 87,8	+ 61,0	+ 706,5
1984 2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 21,4	+ 50,5	+139,8	- 12,5	+ 25,4	+ 12,9	+ 85,4	+ 238,1
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 73,5	+ 47,9	+ 69,5	- 4,0	+ 17,9	+ 13,9	- 15,8	+ 67,6
4 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,4	+ 63,2	+103,9	- 16,4	+ 33,0	+ 16,6	- 53,9	+ 66,6
1985 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+110,0	+ 72,6	+182,4	+ 7,2	+ 13,6	+ 20,8	+ 38,4	+ 241,6
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,0	+102,6	+184,9	- 11,3	+ 34,4	+ 23,1	+ 79,5	+ 287,5
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 49,6	+ 45,1	+ 7,2	+ 14,1	+ 21,3	+ 3,7	+ 70,1
4 ^e trimestre	+ 9,6	+ 80,3	+ 55,4	+145,3	- 10,3	+ 32,9	+ 22,6	- 60,6	+107,3
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 84,6	+ 69,1	+152,0	+ 26,3	+ 29,7	+ 56,0	+ 94,3 ¹⁰	+ 302,3
2 ^e trimestre	+109,0	+ 24,3	- 15,6	+117,7	- 18,8	+ 49,0	+ 30,2	.	.

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 58,7	+ 5,7	+ 0,9	+ 180,6	+ 69,7	+ 52,9	+ 233,5	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 224,1
1985	+ 163,0	+ 20,4	+ 16,7	+ 2,2	+ 202,3	+ 88,8	+ 24,5	+ 226,8	- 1,3	- 5,9	- 7,2	+ 219,6
1984 2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 16,7	+ 1,5	+ 3,4	+ 13,8	- 3,0	+ 7,6	+ 21,4	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 8,9
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 48,6	0,0	- 0,3	+ 53,5	+ 41,1	+ 20,0	+ 73,5	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 69,5
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 32,3	+ 0,7	- 3,5	+ 30,4	- 4,0	+ 12,0	+ 42,4	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 26,0
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 61,2	+ 1,9	+ 4,0	+ 91,3	+ 44,6	+ 18,7	+ 110,0	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 117,2
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,6	+ 1,8	+ 3,1	- 25,6	- 23,9	+ 12,6	- 13,0	- 10,0	- 1,3	- 11,3	- 24,3
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,2	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 4,1	+ 7,2	+ 56,7
4 ^e trimestre .	+ 89,1	- 2,7	+ 7,5	- 4,9	+ 89,0	+ 39,9	- 8,7	+ 80,3	- 1,8	- 8,5	- 10,3	+ 70,0
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,3	+ 45,3	+ 6,2	+ 4,9	+ 73,7	+ 35,9	+ 10,9	+ 84,6	+ 17,4	+ 8,9	+ 26,3	+ 110,9
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 36,7	+ 4,8	+ 4,0	+ 6,3	- 14,6	+ 18,0	+ 24,3	- 16,6	- 2,2	- 18,8	+ 5,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	607,3	85,3	12,2	1.970,5	875,5	149,9	2.120,4
Juin	1.291,3	590,6	86,8	15,6	1.984,3	872,5	147,3	2.131,6
Septembre	1.296,5	639,2	86,8	15,3	2.037,8	913,6	148,9	2.186,7
Décembre	1.362,0	606,9	87,5	11,8	2.068,2	909,6	139,2	2.207,4
1985 Mars	1.386,2	668,1	89,4	15,8	2.159,5	954,2	145,6	2.305,1
Juin	1.414,3	609,5	91,2	18,9	2.133,9	930,3	135,9	2.269,8
Septembre	1.435,9	630,0	96,7	18,9	2.181,5	958,5	131,8	2.313,3
Décembre	1.525,0	627,3	104,2	14,0	2.270,5	998,4	126,1	2.396,6
1986 Mars	1.542,3	672,6	110,4	18,9	2.344,2	1.034,3	141,6	2.485,8
Juin	1.576,5	635,9	115,2	22,9	2.350,5	1.019,7	122,8	2.473,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1978	+ 164,5	+ 10,3	+ 0,9	+ 175,7	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 191,2
1979	+ 203,4	+ 3,8	+ 0,9	+ 208,1	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 219,1
1980	+ 257,5	+ 1,8	+ 1,0	+ 260,3	+ 28,6	- 6,9	+ 21,7	+ 282,0
1981	+ 210,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 213,9	+ 41,2	- 4,5	+ 36,7	+ 250,6
1982	+ 281,6	+ 20,1	- 1,2	+ 300,5	+ 57,0	- 8,6	+ 48,4	+ 348,9
1983	+ 284,6	+ 50,0	+ 12,9	+ 347,5	+ 82,5	+ 0,4	+ 82,9	+ 430,4
1984	+ 185,1	+ 20,3	- 1,1	+ 204,3	+ 114,1	- 3,7	+ 110,4	+ 314,7
1985	+ 274,9	+ 8,7	- 3,4	+ 280,2	+ 89,8	+ 5,2	+ 95,0	+ 375,2
1984 2 ^e trimestre ...	+ 48,2	+ 2,8	- 0,5	+ 50,5	+ 25,4	0,0	+ 25,4	+ 75,9
3 ^e trimestre ...	+ 45,1	+ 2,1	+ 0,7	+ 47,9	+ 19,4	- 1,5	+ 17,9	+ 65,8
4 ^e trimestre ...	+ 52,2	+ 12,0	- 1,0	+ 63,2	+ 35,0	- 2,0	+ 33,0	+ 96,2
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 73,1	+ 1,1	- 1,6	+ 72,6	+ 18,9	- 5,3	+ 13,6	+ 86,2
2 ^e trimestre ...	+ 97,0	+ 7,2	- 1,6	+ 102,6	+ 31,9	+ 2,5	+ 34,4	+ 137,0
3 ^e trimestre ...	+ 47,9	+ 0,1	+ 1,6	+ 49,6	+ 9,9	+ 4,2	+ 14,1	+ 63,7
4 ^e trimestre ...	+ 56,9	+ 0,3	- 1,8	+ 55,4	+ 29,1	+ 3,8	+ 32,9	+ 88,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 78,1	- 10,3	+ 1,3	+ 69,1	+ 13,3	+ 16,4	+ 29,7	+ 98,8
2 ^e trimestre ...	- 15,9	+ 6,5	- 6,2	- 15,6	+ 32,5	+ 16,5	+ 49,0	+ 33,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 64,4	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+ 170,1	+ 137,0	+ 307,1
1985	- 0,7	+ 13,9	+ 120,8	+ 53,6	+ 82,3	+ 74,7	+ 35,4	+ 35,2	+ 0,4	+ 251,7	+ 163,9	+ 415,6
1984 2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 9,2	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 76,4	+ 20,3	+ 96,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,5	+ 6,2	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	- 1,4	+ 32,4	+ 31,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 3,8	+ 13,4	+ 10,5	+ 27,9	+ 19,9	+ 9,8	+ 0,4	+ 18,3	+ 51,5	+ 69,8
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,0	+ 43,0	+ 10,9	+ 6,3	+ 8,8	+ 1,2	+ 98,5	+ 33,9	+ 132,4
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,4	+ 5,9	+ 34,4	+ 11,2	+ 11,1	- 0,7	+ 59,7	+ 67,2	+ 126,9
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,6	+ 12,5	+ 5,4	+ 0,9	+ 5,8	- 0,2	- 3,3	+ 15,6	+ 12,3
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,9	+ 13,6	+ 20,9	+ 24,0	+ 17,0	+ 9,5	+ 0,1	+ 96,8	+ 47,2	+ 144,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,5	+ 14,1	+ 24,3	+ 39,4	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 89,4	+ 67,9	+ 157,3
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 11,8	+ 21,6	- 2,6	+ 12,6	+ 6,3	+ 26,5	- 0,1	- 0,4	+ 98,6	+ 3,2	+ 101,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,6	792,2	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.054,9	1.814,7	4.869,6
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,8	801,4	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.134,0	1.835,0	4.969,0
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,3	807,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.137,2	1.867,4	5.004,6
Décembre	370,0	99,9	1.422,2	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.156,2	1.918,9	5.075,1
1985 Mars	361,3	112,8	1.466,2	434,7	861,1	1.118,0	452,3	379,6	20,5	3.253,7	1.952,8	5.206,5
Juin	385,5	121,3	1.476,4	457,1	867,0	1.152,4	463,5	390,7	19,8	3.313,7	2.020,0	5.333,7
Septembre	368,2	107,9	1.483,2	461,7	879,5	1.157,8	464,4	396,5	19,6	3.303,2	2.035,6	5.338,8
Décembre	369,3	113,8	1.531,2	475,3	900,4	1.181,8	481,4	406,0	19,7	3.396,1	2.082,8	5.478,9
1986 Mars	365,2	117,8	1.584,8	489,4	924,7	1.221,2	491,1	424,3	15,8	3.483,6	2.150,7	5.634,3
Juin	391,3	129,6	1.604,2	486,8	937,3	1.227,5	517,6	424,2	15,4	3.580,0	2.153,9	5.733,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	86,2
* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	102,2	
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	- 3,6
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,2	6,1	46,1	55,8	- 5,0
* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,6	7,0	31,6	126,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3
* 1985	—	16,8	- 16,8	49,5	32,7	8,9	12,7	- 3,8	28,9	12,1	
4. Pouvoirs subordonnés, In- tercommunales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
* 1985	30,0	4,6	25,4	53,8	79,2	10,0	0,2	9,8	89,0	6,6	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	—
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
* 1985	—	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	9,8	- 7,8	- 14,4	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	—
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	—
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	—
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	179,0	22,8	156,2	397,3	—
* 1985	665,5	252,7	412,8	103,3	516,1	148,1	48,5	99,6	615,7	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ³	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Septembre	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
1984 Décembre	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
1985 Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
1985 Septembre	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
1985 Novembre	2.037,6	156,1	1.245,4	84,2	3.523,3	573,2	393,7	966,9	4.490,2	452,2	5,1	457,3	4.947,5
1985 Décembre	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9
1986 Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1
1986 Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1
1986 Avril	2.150,5	156,0	1.157,2	109,8	3.573,5	537,3	517,1	1.054,4	4.627,9	551,7	4,7	556,4	5.184,3
1986 Mai	2.148,9	103,7	1.323,0	116,4	3.692,0	552,1	481,5	1.033,6	4.725,6	551,3	4,7	556,0	5.281,6
1986 Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0
1986 Juillet	2.146,8	101,2	1.472,1	100,1	3.820,2	540,3	445,4	985,7	4.805,9	550,2	4,7	554,9	5.360,8
1986 Août	2.146,0	101,3	1.499,6	97,3	3.844,2	513,7	464,3	978,0	4.822,2	550,3	4,3	554,6	5.376,8
1986 Septembre	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0
1986 Octobre	2.235,0	98,8	1.442,7	98,2	3.874,7	516,8	475,7	992,5	4.867,2	549,0	2,2	551,2	5.418,4
1986 Novembre	2.229,8	98,8	1.460,5	93,5	3.882,6	509,9	483,5	993,4	4.876,0	548,2	2,2	550,4	5.426,4

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,1 milliard.

³ A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secuteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984 *	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984 *	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984 *	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984 *	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984 *	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984 *	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

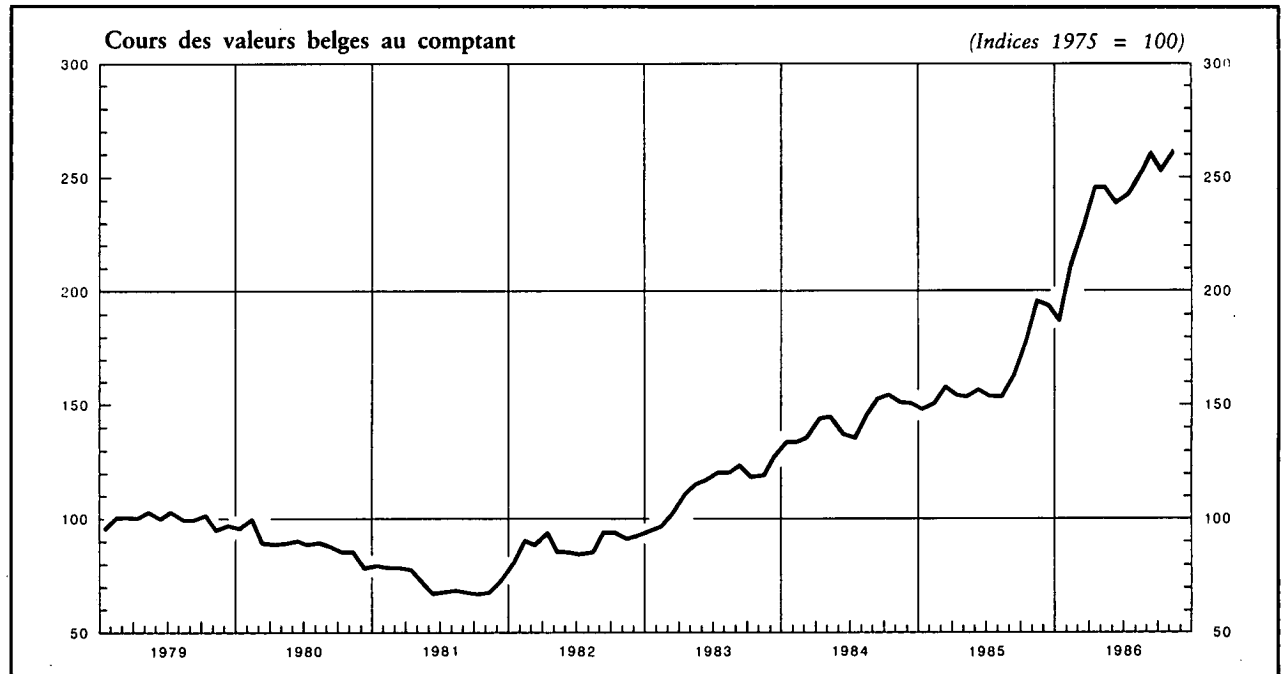
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1984 3 ^e trimestre	324	145	146	5,2	3,9	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	5,0	3,8	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	5,0	3,9	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	5,2	4,2	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	5,2	4,4	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
1985 Novembre	842	196	190	4,1	3,7	457	395
Décembre	732	194	189	4,2	3,8	412	386
1986 Janvier	449	188	183	4,3	3,9	488	413
Février	900	213	207	3,7	3,5	479	419
Mars	962	228	222	3,5	3,3	582	437
Avril	1.065	246	237	3,4	3,2	625	450
Mai	903	246	235	3,7	3,5	487	443
Juin	702	239	226	3,7	3,5	333	429
Juillet	550	243	232	3,7	3,5	269	418
Août	658	253	241	3,5	3,3	376	419
Septembre	781	261	246	3,6	3,4	455	440
Octobre	723	253	238	3,5	3,3	296	419
Novembre	908	261	246	3,3	3,2	279	428

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
1985 Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1
Octobre	21,0	9,8	0,0	9,8
Novembre	17,0	17,2	0,0	17,2
Décembre	23,8	15,3	0,3	15,6
1986 Janvier	26,5	14,4	0,0	14,4
Février	16,1	7,8	0,0	7,8
Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,0	6,3
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴	
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers			Total
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1)+(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5)+(6)+(7)+(8)+(9)	(11) = (4)+(10)	(12)	
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Mars ⁵	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	443,1	328,2	371,0	370,2	2,6	1.515,1	2.634,2	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
Septembre ⁵	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
Décembre	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	349,4	367,0	376,3	2,0	1.521,0	2.693,8	118,2
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	356,1	364,7	383,9	1,5	1.536,3	2.744,2	113,3
Septembre	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	362,1	365,8	387,1	1,7	1.555,8	2.729,0	111,9
Décembre	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	439,6	368,9	376,5	388,1	1,4	1.574,5	2.819,5	108,4
1986 Mars	0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	437,8	371,5	368,3	400,4	1,3	1.579,3	2.839,8	107,6
Juin	0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	442,5	376,3	375,2	414,6	2,8	1.611,4	2.909,7	112,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1984 3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 3, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT ¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat	Construction ou transformation		Total	Achat	Construction ou transformation		Total		
1978	54,6	43,9		98,5	72,8	67,0		139,8		
1979	60,9	44,5		105,4	90,1	70,0		160,1		
1980	44,7	30,7		75,4	61,8	46,6		108,4		
1981	42,4	26,8		69,2	53,6	39,7		93,3		
1982	37,8	20,1		57,9	44,1	27,5		71,6		
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1984 2 ^e trimestre ...	10,6	1,6	1,7	3,7	17,6	13,1	2,2	1,0	6,6	22,9
3 ^e trimestre ...	9,2	1,2	1,7	3,3	15,4	11,4	1,7	1,0	6,5	20,6
4 ^e trimestre ...	11,4	1,5	1,9	3,5	18,3	14,5	2,3	1,2	6,4	24,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	11,3	1,3	2,1	4,5	19,2	14,3	2,2	1,4	8,3	26,2
2 ^e trimestre ...	13,2	1,5	2,3	5,8	22,8	17,3	2,4	1,6	10,1	31,4
3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
1985 Juin	4,7	0,5	0,8	1,9	7,9	6,3	0,8	0,6	3,4	11,1
Juillet	4,4	0,4	0,7	1,8	7,3	5,7	0,7	0,6	3,4	10,4
Août	3,9	0,4	0,7	1,7	6,7	5,2	0,7	0,5	3,2	9,6
Septembre	4,5	0,4	0,7	1,6	7,2	6,0	0,6	0,5	3,2	10,3
Octobre	5,1	0,5	0,8	1,8	8,2	6,8	0,8	0,6	3,2	11,4
Novembre	4,2	0,5	0,6	1,4	6,7	6,1	0,7	0,5	2,6	9,9
Décembre	4,2	0,4	0,5	1,3	6,4	5,7	0,8	0,4	2,3	9,2
1986 Janvier	4,7	0,4	0,6	1,5	7,2	6,2	0,8	0,5	2,7	10,2
Février	4,7	0,5	0,7	1,5	7,4	6,5	0,8	0,6	2,7	10,6
Mars	5,4	0,5	0,8	1,9	8,6	7,5	1,0	0,7	3,6	12,8
Avril	6,1	0,7	1,1	1,9	9,8	8,8	1,1	0,9	3,6	14,4
Mai	6,4	0,7	1,0	2,2	10,3	9,5	1,3	0,9	4,1	15,8
Juin	7,8	1,0	1,5	2,8	13,1	12,2	1,8	1,5	5,8	21,3

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des caisses d'épargne privées et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985 *	1982	1983	1984	1985 *
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	31,4	35,6	41,3	80,7	26,2	29,2	33,3	50,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	12,5	13,2	13,6	39,4	6,8	7,8	7,7	15,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	174,3	200,7	216,7	202,5	89,7	97,3	100,3	92,0
Textile, habillement et cuir	83,4	89,8	100,5	102,9	47,1	47,9	54,0	54,4
Industrie chimique ⁴	240,5	252,6	264,5	261,7	91,6	85,8	89,4	81,4
Métallurgie de base	186,9	158,6	134,2	123,4	123,3	101,1	69,5	54,7
Fabrications métalliques	349,5	362,4	392,6	413,0	174,5	173,4	169,7	177,6
Produits minéraux non métalliques et bois	96,6	102,7	103,3	107,4	56,1	60,4	60,1	57,2
Papier, carton et imprimerie	41,4	42,6	49,3	57,3	25,1	25,7	28,7	30,3
Pétrole	77,4	81,2	87,6	141,3	17,6	17,8	19,3	21,6
Diamant et orfèvrerie	65,0	70,1	69,2	55,3	45,3	49,9	46,8	33,5
Autres	1,9	1,9	3,3	2,7	1,2	1,2	1,5	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,5	108,2	105,8	109,3	70,2	69,3	65,4	66,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	122,8	115,1	125,5	126,5	53,6	45,0	43,2	43,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	61,4	72,1	88,5	102,0	35,3	45,2	52,5	60,8
Commerce de détail	74,7	81,8	87,7	120,2	46,7	52,3	54,6	79,4
Transports, entrepôts et communications	150,5	158,0	167,1	196,2	106,1	105,4	114,7	131,4
Services financiers ⁵	128,4	149,3	181,4	209,7	44,8	55,6	60,7	79,3
Autres services aux entreprises ⁶	48,2	48,3	67,6	66,3	27,7	29,6	35,7	33,5
Autres services aux particuliers ⁷	153,4	174,5	171,0	147,7	129,8	148,9	143,7	128,2
Total	2.209,7	2.318,7	2.470,7	2.665,5	1.218,7	1.248,8	1.250,8	1.292,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
Communauté Economique Européenne ...	477,0	511,8	601,6	679,5	271,2	263,4	274,1	290,1
Royaume-Uni	97,7	127,7	210,3	286,7	36,5	29,3	74,3	104,8
République Fédérale d'Allemagne	181,3	137,8	132,9	119,2	105,1	78,1	46,0	41,7
France	73,0	90,5	95,7	91,1	42,1	60,6	65,7	52,3
Pays-Bas	42,6	48,4	52,8	77,2	18,4	18,7	20,3	29,2
Italie	43,1	55,3	65,9	61,1	35,8	41,9	45,1	33,8
Luxembourg	10,1	19,5	19,7	27,4	6,8	8,5	7,2	17,6
Danemark	17,5	18,7	12,3	6,1	15,5	14,4	6,7	2,9
Irlande	6,1	8,0	6,5	6,0	5,5	6,9	4,0	4,2
Grèce	5,6	5,9	5,5	4,7	5,5	5,0	4,8	3,6
Autre pays d'Europe	155,4	187,7	216,2	178,8	118,3	137,9	149,2	108,4
dont : Espagne	58,7	81,7	95,3	64,9	55,9	73,7	83,4	55,3
Suisse	38,3	40,4	50,6	48,4	12,4	11,1	13,3	11,9
Norvège	6,2	6,1	6,3	4,3	4,9	3,0	3,6	1,5
Suède	18,2	21,3	15,7	13,3	13,8	15,7	7,5	4,6
Etats-Unis et Canada	97,7	133,7	240,8	335,6	31,9	34,1	71,7	93,7
Pays exportateurs de pétrole	92,8	84,0	85,6	80,4	71,0	71,2	74,3	65,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	244,5	273,2	301,8	275,6	191,0	231,4	237,8	192,0
dont : Brésil	55,0	59,6	64,1	71,0	51,0	54,7	61,5	51,3
Mexique	64,6	78,4	79,5	58,7	59,4	72,7	76,9	54,3
Autres pays d'Afrique	50,0	58,9	65,4	54,5	37,7	41,8	50,0	39,0
dont : Afrique du Sud	6,6	6,1	6,3	4,1	3,1	4,3	4,8	3,6
République du Zaïre	8,7	8,5	13,2	15,9	8,7	6,3	11,2	11,5
Australie et Nouvelle Zélande	38,6	54,0	87,0	86,4	23,5	34,7	60,9	50,3
Autres pays d'Asie	58,5	78,9	137,2	154,6	35,1	43,5	59,2	49,9
dont : Japon	9,2	29,9	68,9	79,2	8,3	10,4	15,5	11,4
Total	1.214,5	1.382,2	1.735,6	1.845,4	779,7	858,0	977,2	888,4

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1984 4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1985 Décembre	8,1	0,0	3,4	4,8	0,1	4,9	1,7	11,5
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5
Mars	6,9	0,0	4,1	4,4	1,4	3,6	1,6	11,0
Avril	4,2	2,1	2,6	6,7	0,0	1,0	1,2	8,9
Mai	7,9	0,0	3,0	5,0	0,0	4,0	1,9	10,9
Juin	7,4	0,0	3,5	3,9	1,2	4,4	1,4	10,9
Juillet	5,9	0,0	2,7	4,5	0,1	2,8	1,2	8,6
Août	5,3	0,0	3,1	4,6	0,5	2,2	1,1	8,4
Septembre	6,7	0,0	2,7	3,9	1,1	2,8	1,6	9,4
Octobre	5,1	0,0	2,9	3,9	0,3	2,5	1,3	8,0
Novembre	4,9	0,0	3,1	3,5	0,4	3,1	1,0	8,0
Décembre	7,7	0,0	3,1	3,8	2,0	3,3	1,7	10,8

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1984 2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)				(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ..	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0
Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Avril	125,8	15,9	109,9	20,7	0,4	20,3	10,9	0,5	10,4	216,6	63,9	22,4
Mai	125,8	11,0	114,8	20,7	0,1	20,6	10,9	0,0	10,9	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Juillet	128,4	9,3	119,1	21,4	0,2	21,2	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Août	128,4	8,3	120,1	21,4	0,3	21,1	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Octobre	130,9	8,0	122,9	21,9	0,7	21,2	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Novembre ..	130,9	7,4	123,5	21,9	0,3	21,6	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLIII^e année, tome II, n^o 3

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre...	9,00
23 décembre...	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1984 3 ^e trimestre ...	9,61
4 ^e trimestre ...	9,20
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1985 Décembre	8,51
1986 Janvier	8,54
Février	8,42
Mars	9,06
Avril	8,25
Mai	8,16
Juin	7,61
Juillet	8,14
Août	8,07
Septembre	8,04
Octobre	7,59
Novembre	8,02
Décembre	8,01

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984 Juin	10,90	—	—
				Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1985 Mars	—	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	Juin	—	—	—
1984 Juin	10,40	10,90	10,50	Septembre	—	—	—
Septembre	10,40	10,90	10,50	Décembre	—	—	—
Décembre	9,90	10,90	10,50	1986 Janvier	—	—	—
1985 Mars	9,90	10,90	10,50	Février	—	—	—
Juin	8,15	9,15	8,75	Mars	—	—	—
Septembre	8,40	9,40	8,75	Avril	—	—	—
Décembre	8,65	9,65	9,25	Mai	—	—	—
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25	Juin	—	—	—
Février	8,65	9,65	9,25	Juillet	—	—	—
Mars	8,65	9,65	9,25	Août	—	—	—
Avril	7,65	8,65	8,00	Septembre	—	—	—
Mai	6,90	7,90	7,25	Octobre	—	—	—
Juin	6,90	7,90	7,25	Novembre	—	—	—
Juillet	6,90	7,90	7,25	Décembre	—	—	—
Août	6,90	7,90	7,25				
Septembre	6,90	7,90	7,25				
Octobre	6,90	7,90	7,25				
Novembre	6,90	7,90	7,25				
Décembre	6,90	7,90	7,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1979	7,96	1984 4 ^e trimestre	9,52	1985 Décembre	6,60
1980	11,11	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	1986 Janvier	8,10
1981	11,41	2 ^e trimestre	8,73	Février	8,47
1982	11,41	3 ^e trimestre	7,61	Mars	7,20
1983	8,07	4 ^e trimestre	7,51	Avril	8,67
1984	9,45	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Mai	6,44
1985	8,25	2 ^e trimestre	6,66	Juin	5,18
1986	6,61	3 ^e trimestre	6,15	Juillet	6,34
		4 ^e trimestre	5,64	Août	6,37
				Septembre	5,76
				Octobre	6,26
				Novembre	5,81
				Décembre	5,09

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁵		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 12 juin	12,10	12,10	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	11 septembre ..	11,10	11,10	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	11 décembre ...	10,75	6	6
1984 3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	1985 12 mars	6	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	11 juin	9,10	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	10 septembre ..	9,50	9,60	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	12 novembre ...	8,65	8,65	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	10 décembre ...	8,65	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	11 février	9,60	9,60	6
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84	11 mars	9,00	8,90	6
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	8 avril	8,00	7,80	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	13 mai	7,60	7,50	6
1985 Décembre	9,75	9,75	9,75	9,75	9,14	10 juin	7,40	7,40	6
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	8 juillet	7,20	7,15	6
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73	12 août	7,20	7,15	6
Mars	9,75	9,75	9,75	9,25	9,41	9 septembre ..	7,15	7,15	6
Avril	8,25	8,25	8,25	8,00	8,14	14 octobre	7,25	7,25	6
Mai	7,60	7,60	7,60	7,60	7,90	13 novembre ...	7,40	6	6
Juin	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	9 décembre ...	7,60	7,60	6
Juillet	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30				
Août	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30				
Septembre	7,35	7,35	7,35	7,25	7,27				
Octobre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40				
Novembre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40				
Décembre	7,25	7,35	7,40	7,50	7,48				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	8,86 ²
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1984 Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	9,33
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Mai	7,24	7,15	7,46	7,43	7,33
Juin	7,71	7,61	7,93	7,97	7,79
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Août	7,30	7,30	7,47	7,57	7,40
Septembre	6,92	6,90	7,24	7,32	7,09
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
Novembre	6,91	7,06	7,31	7,51	7,17
Décembre	6,91	7,05	7,41	7,61	7,21

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1977	6,75	7,75	8,50	9,00
1978 13 avril	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1983 ...		8,50		4,00		12,00		20,00		5,50		4,00		5,00
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00			10	11,75	7	18,50						
Mai			29	4,50	21	11,50								
Juin					5	11,25								
Juillet					7	11,00	4	19,50						
Septembre	21	8,50			28	10,75								
Novembre	24	8,00												
Décembre														
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
août			16	4,00					16	5,50				
Septembre					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00					21	3,50
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
août	21	5,50												
Novembre													1	3,00

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1983	9,00		9,96		1985 Décembre	11,31		9,49	
1984	9,38		10,09		1986 Janvier	12,31		10,80	
1985	11,31		9,49		Février	12,31		11,80	
1986	10,81				Mars	11,31		10,44	
1984 3 ^e trimestre	10,38		12,27		Avril	10,31		9,27	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Mai	9,81		8,58	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Juin	9,81		8,84	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		Juillet	9,81		8,51	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		août	9,81		8,58	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Septembre	9,81		8,60	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44		Octobre	10,81		8,55	
2 ^e trimestre	9,81		8,84		Novembre	10,81		8,49	
3 ^e trimestre	9,81		8,60		Décembre	10,81			
4 ^e trimestre	10,81								

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets récomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 7 nov.	1986 6 nov.	1985 5 déc.	1986 4 déc.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	331,9	381,6	410,3	383,2	420,8	425,2	424,3	417,9
Or	247,0	259,0	256,9	210,2	246,4	200,1	246,4	200,0
Disponibilités à vue à l'étranger	13,6	27,4	62,3	87,0	89,5	131,2	92,9	122,5
Ecus	58,2	80,1	73,2	68,8	66,9	75,0	66,9	75,1
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,1	15,1	17,9	17,2	18,0	18,9	18,1	20,3
Créances sur le Trésor	5,8	11,9	18,4	30,5	31,2	33,5	31,3	33,5
Monnaies divisionnaires	0,6	0,8	0,8	0,7	1,1	1,2	1,1	1,2
Comptes courants postaux	0,8	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	5,8	11,5	23,6	23,6	25,3	23,6	25,3
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	4,4	5,0	5,6	6,1	6,4	6,9	6,4	6,8
Créances provenant d'opérations de refinancement	286,8	253,7	259,5	242,7	170,4	120,2	153,7	129,3
Effets escomptés ⁴	86,0	86,1	87,8	83,6	81,6	72,2	82,0	71,0
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	167,8	119,3	117,9	115,0	57,0	19,9	43,5	33,5
Avances sur titres	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Effets en cours de recouvrement	32,8	48,0	53,5	43,9	31,6	27,9	28,0	24,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	66,1	77,6	74,4	63,2	74,6	70,9	74,6	70,9
Divers	6,8	7,5	8,8	9,7	8,6	10,5	8,6	10,4
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	705,6	660,3	692,5	662,0
PASSIF								
Billets en circulation	180,6	195,8	204,9	212,3	206,1	211,5	205,4	210,4
Comptes créditeurs extérieurs	10,3	12,6	14,7	11,6	13,1	12,9	13,1	12,7
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,3	3,1	4,5	2,7	3,1	4,0	3,1	3,8
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8,0	9,5	10,2	8,9	10,0	8,9	10,0	8,9
Compte courant du Trésor public	81,6	46,8	64,8	78,9	31,7	34,8	8,8	40,3
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	67,2	77,3	95,4	103,6	80,4	85,0	97,7	85,1
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	32,2	21,0	27,4	42,3	17,1	33,2	32,6	37,8
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	18,4	27,6	36,7	42,1	40,3	36,7	40,9	36,2
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	16,6	28,7	31,3	19,2	23,0	15,1	24,2	11,1
Ecus à livrer au FECOM	53,6	79,5	73,2	65,5	66,9	70,7	66,9	70,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	289,0	303,9	301,3	242,9	288,2	230,2	288,2	230,2
Capital et fonds de réserve	2,2	2,6	2,8	3,0	3,0	3,1	3,0	3,1
Divers	12,9	13,8	14,3	11,5	16,2	12,1	9,4	9,5
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	705,6	660,3	692,5	662,0
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,5	11,4	12,3	10,4	11,8	11,1	11,8	11,6
Acquisition de droits de tirage spéciaux	6,6	3,7	5,6	6,8	6,2	7,8	6,3	8,7
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	0,0	5,8	11,5	23,6	23,6	25,3	23,6	25,3
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	33,4	56,7	62,9	25,0	33,4	9,6	23,7	18,7
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,1	87,4	88,7	85,1	82,8	73,9	83,5	72,8
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,0	86,1	87,8	83,7	81,7	72,2	82,0	71,0
— Autres crédits	1,1	1,3	0,9	1,4	1,1	1,7	1,5	1,8
Crédits à court terme	123,1	61,3	54,1	88,5	22,4	8,6	18,3	13,0
— Crédits à l'exportation	21,5	6,4	13,9	30,2	7,9	3,1	6,1	4,5
— Autres crédits	101,6	54,9	40,2	58,3	14,5	5,5	12,2	8,5

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1985 November 6	1986 November 5	1985 December 4	1986 December 10
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.0	11.5	12.0	12.3	12.0	12.6	12.4	13.3
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.0	12.6	12.4	13.3
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	3.3	2.0	2.0	2.0	2.0	4.0	0.9	1.9
Other Securities	7.7	9.5	10.0	10.3	10.0	8.6	11.5	11.4
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.0	12.6	12.4	13.3
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.6	0.2	4.2	3.9	2.2	0.1	0.7	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.7	0.8	0.7	0.9	0.8	0.9	0.8	0.9
Reserves and Other Accounts	2.2	1.5	1.7	1.7	1.5	1.7	1.4	1.6
Total ...	3.5	2.5	6.6	6.5	4.5	2.7	2.9	2.6
Government Securities	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.6
Advances and Other Accounts	1.4	0.5	1.0	0.7	0.5	0.7	0.6	0.9
Premises, Equipment and Other Securities	1.8	1.6	5.1	5.2	3.4	1.5	1.8	1.1
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	3.5	2.5	6.6	6.5	4.5	2.7	2.9	2.6

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1985 November 6	1986 November 5	1985 December 4	1986 December 10
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.6	4.7	4.7	5.0	4.7	5.0
Coin	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Loans and securities	151.0	162.2	173.2	194.3	183.1	201.9	195.8	206.1
<i>Loans</i>	0.7	0.9	3.6	3.1	2.5	3.5	3.9	0.4
<i>Acceptances</i>	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.5	8.9	8.8	9.9	8.2	8.0	9.7	7.8
<i>U.S. Government securities</i>	139.3	152.0	160.8	181.3	172.4	190.4	182.2	197.9
Items in process of collection	13.0	11.6	6.8	11.7	8.0	6.8	7.3	8.4
Other assets	9.9	8.7	12.4	15.3	15.1	16.7	14.5	16.1
Total assets ...	190.1	198.6	208.5	237.6	222.5	242.0	233.9	247.2
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	142.0	157.1	168.3	181.4	175.3	186.8	178.5	191.6
Deposits	34.3	26.1	28.3	39.5	34.4	42.5	42.2	43.3
<i>Depository institutions</i>	26.5	21.4	21.8	28.6	29.8	38.0	39.1	38.7
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.0	3.7	5.3	9.4	3.9	3.7	2.3	3.9
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.2	0.3	0.5	0.2	0.3	0.3	0.2
<i>Other</i>	2.5	0.8	0.9	1.0	0.5	0.5	0.5	0.5
Deferred availability cash items ³	8.8	10.0	6.0	10.7	6.7	6.4	6.8	6.0
Other liabilities and accrued dividends ...	2.3	2.5	2.7	2.4	2.2	2.3	2.4	2.2
Capital accounts	2.7	2.9	3.2	3.6	3.9	4.0	4.0	4.1
Total liabilities and capital accounts.....	190.1	198.6	208.5	237.6	222.5	242.0	233.9	247.2

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1984 dicembre	1985 dicembre	1985 agosto	1986 agosto	1985 settembre	1986 settembre
ATTIVO						
Oro	30,4	28,7	30,9	26,7	29,8	25,3
Crediti in oro (FECOM)	10,5	9,9	10,3	8,7	10,3	8,7
Cassa	2,5	0,7	2,3	2,0	1,4	1,8
Risconti e anticipazioni:						
risconto di portafoglio: ordinario	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
ammassi	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
anticipazioni: in conto corrente	1,0	0,6	1,6	1,5	1,8	1,5
a scadenza fissa	0,0	6,2	0,5	0,3	2,2	0,6
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta: ECU	13,3	7,2	12,8	10,3	12,8	10,3
altre attività	1,9	6,0	1,5	2,1	1,6	2,1
Crediti in dollari (FECOM)	2,8	2,2	2,5	1,6	2,5	1,6
Ufficio Italiano Cambi:						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	25,6	11,0	19,9	15,9	17,2	13,7
conti speciali	3,4	3,5	3,6	3,2	3,5	3,2
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	41,8	48,2	47,7	51,2	49,0	54,8
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8
Titoli di proprietà:						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	38,9	62,9	48,6	61,8	49,1	59,9
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,0	1,2	1,1	1,7	1,1	1,7
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Altri conti e partite varie	1,2	2,4	0,7	1,1	0,9	1,6
Ratei e risconti	1,6	2,5	0,9	1,5	0,8	2,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	5,1	6,9	5,3	8,3
Totale attivo	181,0	198,3	195,0	201,8	194,4	202,6
PASSIVO						
Circolazione	43,2	47,0	41,6	45,5	41,7	45,3
Vaglia cambiari	0,5	0,7	0,3	0,3	0,4	0,4
Altri debiti a vista	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,4	3,4	0,4	0,5	0,3	0,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	63,7	75,8	74,0	80,2	74,1	80,2
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,4	3,5	3,6	3,2	3,5	3,3
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	13,3	12,0	12,8	10,3	12,8	10,3
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,9	0,5	0,2	0,3	0,5	0,3
Accantonamenti diversi	51,4	49,8	51,0	46,2	49,8	44,7
Fondi ammortamento diversi	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
Partite varie	0,4	0,5	2,7	4,8	2,7	5,7
Ratei e risconti	0,5	1,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Fondo di riserva straordinario	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	2,0
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	5,4	7,2	5,6	8,6
Totale passivo e patrimonio	181,0	198,3	195,0	201,8	194,4	202,6
Depositanti di titoli e altri valori	434,5	549,1	492,1	650,7	510,6	661,3

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1985 7. Nov.	1986 7. Nov.	1985 7. Dez.	1986 7. Dez.
AKTIVA								
Währungsreserven	84,4	81,5	81,6	83,6	80,7	94,9	82,0	93,0
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	12,2	14,6	16,1	13,2	15,2	12,6	15,1	13,0
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	19,6	15,4	14,3	17,2	13,4	17,5	13,4	15,4
Devisen und Sorten	38,9	37,8	37,5	39,5	38,4	51,1	39,8	50,9
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	74,8	85,5	96,3	105,3	97,2	78,5	102,5	88,4
Inlandswechsel	46,7	46,6	47,8	44,1	45,6	40,9	45,5	40,5
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	9,1	16,2	25,7	41,6	34,2	16,2	38,6	25,5
Auslandswechsel	7,0	9,4	14,8	17,3	17,4	21,4	18,4	21,8
Lombardforderungen	12,0	13,3	8,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,6
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	10,1	9,6	11,1	8,9	10,1	14,3	13,2	12,6
Kassenkredite (Buchkredite)	1,4	0,9	2,4	0,2	1,4	5,6	4,5	3,9
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	5,4	7,8	4,3	4,1	4,1	5,6	4,1	5,3
Deutsche Scheidemünzen	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	0,9
Postgiro Guthaben	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	7,8	9,0	11,3	11,3	6,0	5,2	4,8	5,5
Insgesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	201,7	202,1	210,3	208,4
PASSIVA								
Banknotenumlauf	88,6	96,1	100,6	105,4	100,5	109,3	107,4	116,2
Einlagen von Kreditinstituten	51,9	52,7	54,3	55,8	48,5	44,5	51,9	41,8
auf Girokonten	51,9	52,7	54,3	55,8	48,5	44,5	51,9	41,8
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,3	2,1	1,0	2,3	3,0	1,1	0,6	0,7
Bund	0,7	1,5	0,4	1,2	1,6	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,3	0,6	0,5	1,1	1,4	1,0	0,5	0,6
Andere öffentliche Einleger	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,5	3,2	2,8	1,6	2,6	1,8	3,2	3,3
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,9	2,6	2,1	0,7	2,0	1,3	2,6	2,7
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,7	0,9	0,6	0,5	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,6	6,3	6,5	8,8	5,7	5,9	5,8	5,8
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	12,0	9,8	11,4	14,6	13,9	19,7	14,0	19,5
Einlagen ausländischer Einleger	9,5	9,8	11,4	14,6	13,9	19,7	14,0	19,5
Sonstige	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,2	3,5	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3
Sonstige Passiva	21,2	23,4	27,9	25,1	23,8	16,5	23,7	17,8
Insgesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	201,7	202,1	210,3	208,4

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 10 octobre	1986 10 octobre	1985 8 novembre	1986 10 novembre
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	31,9	32,7	38,9	38,1	37,2	36,1	37,7	36,7
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,1	2,5	2,4	2,4	0,2	0,1	0,2	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	0,1	0,2	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	1,6	2,4	2,7	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
autres	1,2	1,5	1,7	1,7	1,7	1,9	1,7	1,9
Correspondants en Suisse	0,3	0,3	0,5	0,5	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,1	0,0	0,1	0,3	0,4	0,3	0,5
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	51,5	50,6	52,0	51,3
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,5	24,7	26,5	25,8	23,2	23,7	23,4	23,9
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,0	14,2	14,2	14,1	7,8	7,9	6,9	7,8
autres engagements à vue	1,7	1,0	1,2	2,6	1,3	1,5	2,4	2,0
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	8,9	11,9	16,7	15,9	19,1	17,4	19,2	17,5
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	51,5	50,6	52,0	51,3

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 31 octobre	1986 31 octobre	1985 30 novembre	1986 30 novembre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,5	1,2	0,5	0,6	0,8	0,8
Dépôts à terme et avances	14,0	18,0	16,4	17,6	17,2	16,7
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,3	16,4	14,4	15,9	15,4	14,8
à plus de 3 mois	1,7	1,6	2,0	1,6	1,8	1,8
Titres à terme	3,1	3,5	3,2	2,7	3,4	2,6
à 3 mois au maximum	1,9	2,4	1,7	1,6	2,1	1,4
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,5	1,1	1,3	1,2
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,7	27,8	25,2	26,0	26,5	25,2
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Fonds de réserve légale	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,5	4,4	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,3	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5
à 3 mois au maximum	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	21,6	19,1	19,4	20,4	18,6
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,8	0,7	1,9	0,9	1,6
à 3 mois au maximum	15,4	19,5	17,1	15,9	18,4	15,4
à plus de 3 mois	1,0	0,6	1,1	0,6	0,8	0,6
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,1	0,7	0,2	1,0	0,3	1,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,6	0,6	0,9	0,6	0,9
<i>Total du passif</i>	22,7	27,8	25,2	26,0	26,5	25,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

NOVEMBRE 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Adhésion de l'Espagne et du Portugal. Modification de textes antérieurs.

Voir sous 6. Importations - Exportations - Transit.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGENTS DE CHANGE.

Caisse de garantie des agents de change. Statuts.

Arrêté royal du 19 novembre 1986 fixant les statuts de la Caisse de garantie des agents de change, *Moniteur* du 29 novembre 1986, p. 16239.

La caisse est instituée en personne de droit public sous la forme d'une société coopérative et elle a pour mission, entre autres, d'assurer, en tout ou partie, la bonne fin des engagements professionnels des agents de change et des agents de change correspondants, de surveiller leur situation financière et de vérifier leur comptabilité.

Extrait

Art. 14. — Un fonds de garantie, alimenté par la part des courtages déterminée conformément à l'article 95, alinéa 3 du titre V du livre I^{er} du Code de commerce est constitué au sein du patrimoine de la Caisse. Le produit des placements des capitaux ainsi collectés fait partie de ce fonds.

Un fonds de garantie complémentaire, alimenté par les ressources autres que celles qui sont prévues par l'alinéa 1^{er}, est constitué au sein du patrimoine de la Caisse.

Ces fonds sont destinés à couvrir les engagements professionnels des membres pour autant que ces engagements concernent les valeurs mobilières.

Ils interviennent à titre préventif ou en cas de faillite ou de concordat de ces membres. Les interventions financières de la Caisse pour la couverture de ces engagements sont prélevées par priorité sur le fonds de garantie.

L'ensemble des interventions par année comptable ne peut dépasser 50 p.c. de l'ensemble des actifs financiers de la Caisse, tels que ceux-ci résultent de la valeur apparaissant au dernier bilan.

L'indemnisation des créanciers s'opère après l'établissement du bilan annuel de la manière suivante :

a) en cas de faillite, les répartitions déjà opérées par le curateur sont déduites de la créance reconnue fondée ;

b) chaque créancier est d'abord remboursé entièrement à concurrence de 250.000 francs ;

c) le solde des créances est ensuite remboursé au cours d'une deuxième opération.

Chacune des deux indemnisations prévues aux littéras *b)* et *c)* de l'alinéa 6 est éventuellement réduite par application d'une répartition au marc le franc lorsque l'ensemble des interventions par année comptable dépasse la limite prévue à l'alinéa 5.

Les règles d'indemnisation ainsi que les règles de gestion des fonds sont définies par le règlement général.

Art. 25. — Le directeur-gérant organise et dirige, dans les limites fixées par le règlement général, la surveillance de la situation financière et la vérification de la comptabilité des membres.

Dans l'exercice de cette mission, il peut, dans les limites et aux conditions prévues par le règlement général, prendre connaissance sans déplacement, de toutes pièces comptables relatives à la situation financière des membres. Il peut également leur demander tous renseignements ayant trait à cette situation.

Le directeur-gérant peut, avec l'accord du conseil d'administration, demander communication de la situation active et passive et du compte de résultats d'un membre tels qu'ils sont tenus en application de la loi du 17 juillet 1975. Il peut également demander communication d'éléments comptables globalisés par rubrique, relatifs aux divers engagements de l'agent de change.

Ces documents peuvent être remplacés par des attestations délivrées par un réviseur d'entreprise, agréé par le conseil d'administration de la Caisse.

DROITS INTELLECTUELS.

Brevets. Procédure.

Traité de coopération en matière de brevets, et Règlement d'exécution, faits à Washington le 19 juin 1970. Décisions concernant les articles 22.2) et 39.1) *a)* du Traité et modifications du Règlement d'exécution, adoptées par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) le 3 février 1984, *Moniteur* du 14 novembre 1986, p. 15453.

Marques de produits. Loi uniforme Benelux. Règlement d'exécution. Modification.

Deuxième Protocole, signé à Bruxelles le 10 novembre 1983, portant modification du Règlement d'exécution de la loi uniforme Benelux sur les marques de produits, *Moniteur* du 25 novembre 1986, p. 15907.

ENSEIGNEMENT.

Enseignement supérieur. Rationalisation et organisation.

Arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, *Moniteur* du 8 novembre 1986, p. 15313.

LOGEMENT.

Région bruxelloise. Travaux de confort. Subventions.

Arrêté royal du 10 octobre 1986 relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, *Moniteur* du 1^{er} novembre 1986, p. 14985.

Arrêté ministériel du 17 octobre 1986 concernant l'exécution de l'arrêté royal du 10 octobre 1986, relatif à l'octroi à des particuliers d'allocations pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, *Moniteur* du 1^{er} novembre 1986, p. 14988.

Région wallonne. Assurance contre la perte de revenus.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, *Moniteur* du 29 novembre 1986, p. 16252.

NORMALISATION.

Homologation de normes. Procédure.

Arrêté royal du 23 octobre 1986 modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1976, relatif à l'homologation ou l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de Normalisation, *Moniteur* du 5 novembre 1986, p. 15121.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Société Régionale Wallonne du Logement.

Décret du 15 octobre 1986 modifiant le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société Régionale Wallonne du Logement, *Moniteur* du 27 novembre 1986, p. 16118.

Suppression ou restructuration. Transfert de personnel.

Le Moniteur du 29 novembre publie une série d'arrêtés royaux à propos du transfert de membres du personnel du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales, de l'Œuvre nationale de l'Enfance, de la Société nationale de Distribution d'eau, de l'Office national de l'Emploi, de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne.

ORGANISMES FINANCIERS.

Etablissements de crédit. Directive 77/780/CEE. Champ d'application. Modification.

Directive 86/524/CEE du Conseil, du 27 octobre 1986, modifiant la directive 77/780/CEE en ce qui concerne la liste des exclusions permanentes de certains établissements de crédit, *Journal officiel* n° L 309 du 4 novembre 1986, p. 15.

Extrait

A l'article 2 de la directive 77/780/CEE, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

2. Elle ne concerne pas l'activité :

- des banques centrales des Etats membres,
- des offices des chèques postaux,
- en Belgique, de l'Institut de réescompte et de garantie, des sociétés nationales et régionales d'investissement, des sociétés de développement régionales, de la Société nationale du logement et de ses sociétés agréées, de la Société nationale terrienne et de ses sociétés agréées.

...

PRIX ET TARIFS.

Hausses de prix.

Arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix, *Moniteur* du 19 novembre 1986, p. 15646.

Les producteurs et les importateurs ne peuvent augmenter les prix qu'après avoir obtenu l'autorisation préalable du Ministre des Affaires économiques.

Extrait

...

Le Ministre peut accorder des autorisations de hausse de prix, pour cause de nécessité économique, suite aux demandes introduites individuellement, ou collectivement à l'intervention de leur organisation professionnelle, par les entreprises auprès du Service des Prix.

Le Ministre peut refuser d'accéder à une demande collective de hausse lorsque le dossier présenté est insuffisant pour juger du bien-fondé de la demande ou lorsqu'il estime que la hausse demandée collectivement constitue une entrave à la concurrence. Le refus devra être notifié à l'organisation professionnelle concernée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande.

STATISTIQUES.

Forces de travail. Enquête par sondage. Printemps 1987.

Règlement (CEE) n° 3605/86 du Conseil, du 24 novembre 1986 relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail au printemps 1987, *Journal officiel* n° L 335 du 28 novembre 1986, p. 1.

Population belge.

L'Institut national de Statistique publie dans le Moniteur du 7 novembre 1986 les chiffres du mouvement de la population pendant l'année 1985 et ceux de la population, par commune, à la date du 1^{er} janvier 1986.

Registre national des personnes physiques.

Autorisation d'accès. Gendarmerie.

Arrêté royal du 19 septembre 1986 autorisant l'accès de la Gendarmerie au Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 5 novembre 1986, p. 15093.

Centres informatiques.

Arrêté royal du 27 octobre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Centrum voor Informatika Provincies Antwerpen en Limburg » s.c. pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 27 novembre 1986, p. 16112.

Arrêté royal du 27 octobre 1986 relatif à l'agrément du centre informatique « Centre d'Informatique, de Gestion et de Recherche » a.s.b.l., en abrégé : « C.I.G.E.R. », pour l'exécution de tâches auprès du registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 27 novembre 1986, p. 16113.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Avantages sociaux déductibles.

Le Ministre des Finances publie dans le Moniteur du 28 novembre 1986 l'avis suivant :

Liste limitative des dépenses déductibles dans le chef de l'entreprise et non imposables dans le chef des bénéficiaires

Voyages collectifs de maximum un jour pour le personnel.

Frais d'organisation et cadeaux modiques à l'occasion des fêtes de St.-Nicolas, de Noël ou de Nouvel-An pour le personnel.

Mise à la disposition occasionnelle d'un groupe faisant partie du personnel, d'une salle de réunion.

Distribution de potage, de café, de thé, de bière ou de rafraîchissements pendant les heures de travail.

Avantage découlant de l'accès obligatoire en vertu du règlement de travail, à un économat ou à une masse d'habillement ou à un service médical ou pharmaceutique.

Cadeaux modiques en nature et participation aux festivités à l'occasion de la remise de distinctions honorifiques aux membres du personnel et lors de la mise à la retraite de ceux-ci.

Centres de coordination.

Arrêté royal du 3 novembre 1986 déterminant les critères concernant le caractère multinational du groupe dont fait partie un centre de coordination, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15709.

Extrait

Article 1^{er}. — Pour l'application de l'article 3, 1^o, a, de l'arrêté royal n^o 187 du 30 décembre 1982, inséré par la loi du 27 décembre 1984 et remplacé par la loi du 4 août 1986, est considéré comme un groupe ayant un caractère multinational, le groupe qui satisfait simultanément aux trois conditions suivantes :

- les fonds propres du groupe à l'étranger représentent au moins 500 millions de francs ou 20 p.c. des fonds propres consolidés du groupe ;
- le groupe dispose, à l'étranger, de manière ininterrompue à partir du 1^{er} janvier de la deuxième année précédant celle de la demande d'agrément comme centre de coordination, d'une filiale dans au moins quatre pays différents ;
- le groupe réalise à l'étranger au moins 5 milliards de francs ou 20 p.c. du chiffre d'affaires total consolidé.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Treizième Directive CEE.

Treizième Directive 86/560/CEE du Conseil, du 17 novembre 1986, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis non établis sur le territoire de la Communauté, *Journal officiel* n^o L 326 du 21 novembre 1986, p. 40.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget 1985 des Services du Premier Ministre. Ajustement

Loi du 24 novembre 1986 ajustant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 28 novembre 1986, p. 16173.

Crédits provisoires. 1986.

Loi du 31 octobre 1986 ouvrant des crédits provisoires pour l'année budgétaire 1986, destinés à assurer la marche des services publics, *Moniteur* du 5 novembre 1986, p. 15086.

Dépenses de politique régionale. 1986.

Arrêté royal du 23 octobre 1986 fixant les chiffres correspondant aux critères de répartition de la somme globale réservée aux dépenses de la politique régionale pour 1986, *Moniteur* du 27 novembre 1986, p. 16110.

Chiffres servant de base à la répartition de la somme globale réservée dans le budget de l'Etat pour couvrir les matières visées à l'article 107quater de la Constitution.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

GENERALITES.

Soldes et charges du passé. Droits de succession 1985.

Arrêté royal du 10 octobre 1986 relatif aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions, fixant notamment la répartition des droits de succession pour l'année 1985, *Moniteur* du 14 novembre 1986, p. 15471.

REGION FLAMANDE.

Fonds des communes. Répartition.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 17 septembre 1986 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 janvier 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes revenant aux communes de la Région flamande, *Moniteur* du 8 novembre 1986, p. 15344.

REGION WALLONNE.

Fonds des communes. Fonds spécial de l'aide sociale.

Arrêté ministériel du 28 février 1986 fixant pour l'année 1986, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale, *Moniteur* du 21 novembre 1986, p. 15780.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

CONGES ET INTERRUPTIONS DE CARRIERE.

Interruption de carrière.

Enseignement et centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal du 5 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 29 août 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, *Moniteur* du 15 novembre 1986, p. 15534.

Statut vis-à-vis de l'assurance maladie-invalidité.

Arrêté royal du 5 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 21 novembre 1986, p. 15774.

CONTRATS DE TRAVAIL.

A partir du 1^{er} janvier 1987, les montants de rémunération prévus aux articles 65, 67, 69, 82, 84, 85 et 104 de la loi du 3 juillet 1978 seront adaptés de la manière suivante, suite à leur indexation :

- 677.000 francs au lieu de 650.000 francs.*
- 812.000 francs au lieu de 780.000 francs.*
- 1.354.000 francs au lieu de 1.300.000 francs.*

Ces montants interviennent pour l'appréciation de la validité des clauses de non-concurrence et d'arbitrage, le calcul de la durée du délai de préavis et du droit de s'absenter pendant ce délai.

(cf. Moniteur du 26 novembre 1986, p. 16081).

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.

Convention collective n° 36 undecies. Travailleurs intérimaires.

Arrêté royal du 23 octobre 1986 rendant obligatoire la convention collective de travail n° 36undecies, conclue le 7 octobre 1986 au sein du Conseil national de Travail, modifiant la convention collective de travail n° 36bis du 27 novembre 1981, concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts, *Moniteur* du 26 novembre 1986, p. 16031.

EMPLOI.

Cadre spécial temporaire.

Arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 modifiant la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15722.

Arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986 modifiant, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15727.

Arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15739.

Arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15742.

Arrêté royal du 29 octobre 1986 modifiant l'arrêté royal du 29 mars 1982 d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977, relative aux propositions budgétaires 1977-1978, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15744.

Contractuels subventionnés.

Arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15711.

Arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, *Moniteur* du 20 novembre 1986, p. 15749.

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants. Consolidation.

Arrêté royal du 21 octobre 1986 portant exécution de l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 13 novembre 1986, p. 15403.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE.

Le Moniteur du 25 novembre 1986 publie une série d'arrêtés royaux portant désignation ou agrément d'organismes de droit public ou privé.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Voir sous 5.1. Congés et interruptions de carrière. Interruption de carrière. Statut vis-à-vis de l'assurance maladie-invalidité.

Chômage et maladie.

Règlement du 17 septembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1963 portant règlement des indemnités en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 5 novembre 1986, p. 15097.

Prestations de santé.

Règlement du 6 octobre 1986 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 22 novembre 1986, p. 15853.

Règlement du 20 octobre 1986 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 22 novembre 1986, p. 15853.

CHOMAGE.

Voir sous 5.2.2. Assurance maladie-invalidité. Chômage et maladie.

PENSIONS.

Pension de retraite. Calcul.

Arrêté royal du 15 octobre 1986 fixant, pour l'année 1986, la fraction visée à l'article 127, § 2, 3^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, *Moniteur* du 1^{er} novembre 1986, p. 14983.

Prépension de retraite.

Arrêté royal du 27 octobre 1986 portant exécution des articles 5 et 6 de l'arrêté royal n^o 95 du 28 septembre 1982 relatif à la prépension de retraite des travailleurs salariés, *Moniteur* du 14 novembre 1986, p. 15475.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

BENELUX.

Cour de Justice.

Loi du 28 mai 1986 portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles le 23 novembre 1984, modifiant et complétant le Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, *Moniteur* du 4 novembre 1986, p. 15022.

Dispositions complémentaires relatives à la composition et au fonctionnement de la Cour de Justice Benelux. Le Protocole du 25 octobre 1966 est abrogé.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

Convention ACP-CEE. Troisième convention signée à Lomé le 8 décembre 1984. Financement. Sixième Fonds européen de développement. Règlement financier.

Règlement financier 86/548/CEE, du 11 novembre 1986, applicable au sixième Fonds européen de développement, *Journal officiel* n° L 325 du 20 novembre 1986, p. 42.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Le Journal officiel n° 321 du 15 novembre 1986 et n° 338 du 29 novembre 1986 publie une série de protocoles additionnels aux accords entre la CEE et des pays tiers, suite à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.

Etats-Unis d'Amérique. Limitations.

Arrêté ministériel du 22 octobre 1986, abrogeant l'arrêté ministériel du 28 février 1984 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique, *Moniteur* du 4 novembre 1986, p. 15026.

Objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Loi du 25 avril 1983, portant approbation du Protocole avec annexes à l'Accord du 22 novembre 1950 pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, fait à New York le 1^{er} mars 1977, *Moniteur* du 18 novembre 1986, p. 15589.

Produits sidérurgiques. Sanctions communautaires contre l'Afrique du Sud. Exécution par la Belgique.

Arrêté ministériel du 31 octobre 1986 soumettant à licence l'importation de certains produits sidérurgiques originaires d'Afrique du Sud, *Moniteur* du 8 novembre 1986, p. 15303.

Territoires occupés par Israël.

Règlement (CEE) n° 3363/86 du Conseil, du 27 octobre 1986, concernant le régime tarifaire applicable aux importations dans la Communauté de produits originaires des territoires occupés par Israël, *Journal officiel* n° L 306 du 1^{er} novembre 1986, p. 103.

Application aux territoires occupés par Israël du libre accès à la Communauté en faveur de produits industriels et d'un traitement tarifaire préférentiel en faveur de certains produits agricoles.

LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX DANS LA CEE.

Directive 86/566/CEE du Conseil, du 17 novembre 1986, modifiant la première directive du 11 mai 1960 pour la mise en œuvre de l'article 67 du traité, *Journal officiel* n° L 332 du 26 novembre 1986, p. 22.

Cette directive renforce la libération des mouvements de capitaux pour répondre aux objectifs de stabilité monétaire, de répartition optimale de l'épargne européenne et d'efficacité des marchés financiers fixés par le Livre blanc sur le Marché intérieur et par le plan Delors.

Le classement des mouvements est repris en trois listes A, B et C au lieu de quatre. La liste A reprend les anciennes listes A et B, l'intervention des autorités nationales est limitée à des autorisations automatiques de change, il ne peut y avoir aucune restriction sauf recours à des mesures de sauvegarde. La liste B reprend l'ancienne liste C, les autorisations de change sont automatiques mais des mesures de restriction restent possibles quand la politique économique nationale est en jeu. La liste C reprend l'ancienne liste D, ces mouvements à caractère spéculatif ne sont toujours pas libérés : les formalités de contrôle et d'autorisation demeurent mais ne peuvent pas être rendues plus difficiles.

7. — DIVERS.

CONVENTIONS DE GENEVE SUR LES CONFLITS ARMES.

Protocoles additionnels. Approbation par la Belgique.

Loi du 16 avril 1986 portant approbation des Actes internationaux suivants : a) Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) ; b) Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adoptés à Genève le 8 juin 1977, *Moniteur* du 7 novembre 1986, p. 15196.

Les réserves faites par la Belgique ont été publiées au Moniteur du 22 novembre 1986.

TRAITES D'EXTRADITION.

Belgique-Australie.

Traité d'extradition entre le Royaume de Belgique et l'Australie, signé à Bruxelles le 4 septembre 1985, *Moniteur* du 13 novembre 1986, p. 15397.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

338.041. - 321.92

333.162. - 333.111.8 - 334.3
331.156.

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

Etablir son projet d'entreprise; guide pratique.
Bruxelles, BBL, 1986, 36 + 19 p.

CECCHINI, G.L.

La Banca dei Regolamenti Internazionali; origini e sviluppi.
(Studi e Pubblicazioni della Rivista di Diritto Internazionale Privato et Processuale, 27.)
Padova, Cedam, 1986, XI + 282 p.

336.401. - 336.61 - 336.451.
342.526. - 336.830.

312.6 - 332.601. - 338.43

BOSSUYT, V.

Le plan de Val Duchesse et la loi-programme fiscale 1986.

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES - NUMERO SPECIAL, Bruxelles, 36, 1986 10/12, p. 1-22.*)

BE 64EF

CONSEIL ECONOMIQUE REGIONAL POUR LE BRABANT.

Navettes et déplacements à Bruxelles.

(In : *NOTES DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 5, 1986 10, p. 1-14.*)

BE 64F

333.453. - 333.662. - 382.242.4
333.46

338.43

BULLETIN...

L'usage international du franc belge sur les marchés financiers.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 39, 1986 10 31, p. 1-5.*)

BE 33

DAEMS, H.

Structurele kenmerken van de Vlaamse industrie, 1980-1985. (Rapport opgesteld op verzoek van de Vlaamse Regering.)

Brussel, Kabinet van de Voorzitter van de Vlaamse Regering, 1986, 76 p.

334.151.27

332.18

CARTAPANIS, A.

Le bilan contrasté de cinq années de S.M.E.
(Cahiers du C.E.R.N.E.A., 17.)

Nanterre, Centre de Recherche pour une Nouvelle Economie Appliquée, 1985, 47 p.

DE GOLS, M.

Elections sociales 1987. Les principales réformes.

(In : *ORIENTATIONS, Bruxelles, 10, 1986 10, p. 202-212.*)

BE 120

343.535. - 347.736.

332.832. - 368.43 - 658.324.

DE GROOTE, R.

Inleidende begrippen van het faillissement.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS*, Antwerpen, 3, 1986 09, p. 3-11.)

BE 556

DENAEYER, J.

Approche historique de la structure et des modalités de financement des pensions des travailleurs salariés.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 1-2-3, 1986 01/03, p. 3-116.)

BE 141

658.325.

332.832.

DELAHAUT, P.

L'actionnariat des salariés dans leur entreprise en Belgique (II).

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 2, 1986, p. 15-33.)

BE 10A

DERYCKE, E.

Pensioenen en het privé-pensioensparen.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN*, Brussel, 5, 1986 09/10, p. 12-22.)

BE 155D

347.720.43 - 658.42

332.71

DE LEMBRE, E.

De praktijk van het commissariaat. Nut voor de onderneming.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 3, 1986 07/09, p. 273-284.)

BE 171

DE WACHTER, M. et al.

Beroepssegregatie tussen mannen en vrouwen in België.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 3, 1986 07/09, p. 335-353.)

BE 171

342.2 - 342.50 - 342.51
342.52 - 342.53 - 342.55
321.68 - 321.67 - 352.

333.130.1 - 333.662. - 382.242.1
382.242.4

DELPEREE, F.

Le nouvel Etat belge.

Bruxelles, Edit. Labor, 1986, 199 p.

DEWEIRDT, E.

Le rôle des banques belges sur les euro-marchés financiers.

(Aspects et Documents, 53.)

Bruxelles, A.B.B., 1986, 27 p.

338.041. - 321.92 - 338.43

08 - 331.100. - 331.156.
331.157.

DONCKELS, R. et al.

Nieuw ondernemerschap in Vlaanderen : nataliteit en mortaliteit ; pilootstudie op basis van 6 arrondissementen.

Brussel, Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius, KMO-Studiecentrum, 1986, 189 p.

EYSKENS...

Van der Wee, H. : De Belgische economie in de maalstroom van een halve eeuw, 1925-1985. (In : Gaston Eyskens 80.)

Tielt, Uitg. Lannoo, 1985, 57-118 p.

331.30 - 331.31

08 - 331.157. - 333.481.
333.844.

ECONOMIE...

Bilan économique annuel 1986-1987.

(In : ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 29, 1986 07, p. 1-180.)

EEC 3F

EYSKENS...

Vandeputte, R. : Gaston Eyskens en de naoorlogse muntsanering. (In : Gaston Eyskens 80.)

Tielt, Uitg. Lannoo, 1985, 119-143 p.

333.138.1 - 334.151.25

08 - 323.2

ECU...

Ecu funds : the development of a new instrument for European investors.

(In : ECU NEWSLETTER, Torino, 17, 1986 07, p. 19-27.)

IT 11

EYSKENS...

Tindemans, L. : Vijftig jaar politieke geschiedenis van België of van de Eerste Wereldoorlog tot de Staatshervorming. (In : Gaston Eyskens 80.)

Tielt, Uitg. Lannoo, 1985, 19-56 p.

338.731.

333.432.8 - 333.450. - 333.420.0
333.421.1 - 334.151.27

ENERGIE...

Quelles perspectives pour l'industrie du raffinage de pétrole dans la Communauté?

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 5, 1986 09, p. 17-19.)

EEC 24

FAUGERE, J.-P.

La crise du système monétaire international. (Voies de l'Histoire, Série « Temps Présent ».)

Paris, Minerve, 1986, 159 p.

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BEL-
GIQUE.

Les élections pour les conseils d'entreprise et les
comités de sécurité et d'hygiène.

Bruxelles, F.E.B., 1986, 224 p.

INFORMATIONS...

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1985.

*(In : INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR,
Bruxelles, 16, 1986 10, p. 1-44 Sup.)*

BE 25

334.154.33 - 380.3

342.526. - 336.024.

FOCSANEANU, L.

Réglementations nationales de prix et droit com-
munautaire (IV). III. Jurisprudence de la Cour de
Justice des Communautés européennes. B. Prix de
produits industriels.

*(In : REVUE DU MARCHE COMMUN, Paris, 301, 1986
11, p. 527-548.)*

FR 58

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE
DOCUMENTATION.

Les hôpitaux après le plan de Val Duchesse. (In :
Faits 4, 10 septembre 1986, n° 25.)

Bruxelles, INBEL, 1986, 158 p.

332.18

342.526. - 368.40

FOERSTER, P.

Elections sociales 1987. Présentation de l'arrêté
royal du 31 juillet 1986.

*(In : ORIENTATIONS, Bruxelles, 10, 1986 10, p. 198-
201.)*

BE 120

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE
DOCUMENTATION.

La sécurité sociale après le plan de Val Duchesse.
(In : Faits 5, 17 septembre 1986, n° 26.)

Bruxelles, INBEL, 1986, 108 p.

332.18

342.526.

HENRARD, M.

Les élections sociales 1987. Les recours judiciaires.

*(In : ORIENTATIONS, Bruxelles, 10, 1986 10, p. 219-
225.)*

BE 120

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE
DOCUMENTATION.

Les départements d'autorité et autres après le plan
de Val Duchesse. (In : Faits 6, 24 septembre 1986,
n° 27.)

Bruxelles, INBEL, 1986, 98 p.

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Effects of exchange rate changes in industrial countries. (In : Staff studies for the world economic outlook.)

(World Economic and Financial Surveys.)

Washington, I.M.F., 1986, 115-149 p.

331.30 - 336.201. - 336.61
331.31

KEMP, J. & LEUSCHEL, R.

Die amerikanische Idee; Wachstum, unsere Zukunft.

Herbig, Wirtschaftsverlag Langen-Mueller, 1985, 253 p.

LETTRE...

Evolution économique récente.

(In : *MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES - LETTRE DE CONJONCTURE*, Bruxelles, 10, 1986 10, p. 1-6.)

BE 98DF

347.720.1 - 336.214. - 336.207.

MINNE, P.P.

Les régimes fiscaux d'exception applicables aux sociétés de groupes internationaux.

(In : *JOURNAL DE DROIT FISCAL*, Bruxelles, 1986 05/06, p. 129-149.)

BE 597

658.313. - 332.18 - 331.223.
331.224.

LAGAE, E.

Participatie van de werknemers in de onderneming (II).

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 10, 1986 10, p. 779-803.)

BE 71

334.81 - 334.153.0 - 334.153.1

REPORT...

The launching of the new GATT round and the European Community.

(In : *REPORT FROM BRUSSELS - BANQUE BRUXELLES LAMBERT*, Bruxelles, 143, 1986 09, p. 1-6.)

BE 34D

338.043. - 654.

LEONTIEF, W. & DUCHIN, F.

The future impact of automation on workers.

New York, Oxford University Press, 1986, XIII + 170 p.

332.832. - 368.43 - 658.324.

REVUE...

L'évolution financière du régime des pensions pour travailleurs salariés au cours de la période 1974-1983.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 1-2-3, 1986 01/03, p. 159-221.)

BE 141

REVUE...

Modération salariale.

(In : REVUE DU TRAVAIL, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 139-155.)

BE 153

SAMSOM...

De eenpersoonsvennootschap.

(In : SAMSOM ACCOUNTANCY ACTUALITEIT, Brussel, 1, 1986 10 30, p. 1-8.)

BE 158H

343.535. - 347.736.

SAINDERICHIN, A.

Organisatie van het faillissement.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 3, 1986 09, p. 12-17.)

BE 556

331.156. - 331.157. - 341.244.
341.246.

SIMONIS, R.

Les règlements internationaux de 1939 à nos jours. IV. La période de 1959 à 1971.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 8-9, 1986 10, p. 1-132.)

BE 134

343.535. - 347.736.

SAINDERICHIN, A.

Gevolgen van het faillissement.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 3, 1986 09, p. 18-23.)

BE 556

333.164.0 - 333.662. - 333.451.3
333.451.4

SNOY, B.

La politique d'emprunt de la Banque Mondiale.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE, Luxembourg, 1, 1986 10, p. 8-16.)

LU 4

336.201.

SALIEN, V.

Commentaire de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales (Moniteur belge du 20 août 1986).

(In : REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 10bis, 1986 10, p. 1-27.)

BE 158FB

339.312.2

SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.

Investir. Quel coût? Quelle rentabilité?

Bruxelles, S.N.C.I., 1986, 39 p.

338.43 - 321.2 - 336.01
336.834. - 333.633.0 - 336.207.
339.312.6

SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.

Sociétés situées dans une zone de reconversion ; loi de redressement du 31 juillet 1984.

Bruxelles, S.N.C.I., 1986, C + 48 p.

336.204. - 336.301. - 332.620.
338.8 - 333.846.4

TULLIO, G.

Long run implications of the increase in taxation and public debt for employment and economic growth in Europe.

(In : ECONOMIC PAPERS, Brussels, 49, 1986 08, p. 1-52.)

EEC 2B

336.207. - 333.633.0 - 339.312.6
336.834.

SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.

Principaux incitants fiscaux (situation au 1.9.1986).

Bruxelles, S.N.C.I., 1986, 20 p.

334.154.3

VAN HULLE, K.

De harmonizatie van het jaarrekeningenrecht in de E.G.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 3, 1986 07/09, p. 285-307.)

BE 171

334.150.6

SPAVENTA, L. et al.

The future of Community finance.

(In : CEPS PAPERS, Bruxelles, 30, 1986, p. 5-58.)

BE 175A

338.047.

VITS, G.

Ploeterbeleid en ploeterbeheer.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5, 1986 09/10, p. 40-57.)

BE 155D

050. - 334.152.0 - 334.151.27
334.151.25

TREASURY AND CIVIL SERVICE COMMITTEE.

The financial and economic consequences of UK membership of the European Communities : the European Monetary System. (House of Commons, session 1984-85, 13th report together with the proceedings of the Committee & minutes of evidence.)

London, H.M. Stationery Office, 1985, LIII/IV + 134 p.

334.151.25 - 334.151.27

von MOLTKE, A.

Die private Verwendung von Ecu.

(Institut fuer Europäische Wirtschaftsstudien, Beiträge zu internationalen Wirtschaftsfragen.)

Reutlingen, Verlag Harwalik KG, 1986, X + 117 p.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique).
		Autres pays européens : FB 650,—.
		Autres pays : voie normale : FB 650,—
		voie aérienne : FB 1.450,—
Prix du numéro séparé	{	Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique).
		Autres pays européens : FB 65,—.
		Autres pays : voie normale : FB 65,—
		voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
